

BG/54
87
542
1579

LE CODE PENAL SYRIEN

TRADUCTION PRIVEE

TOUS DROITS RESERVES

EDITION 1979

Pour toutes correspondances s'adresser à: E. SYRIANI - Directeur
Propriétaire du RECUEIL DES LOIS ET DE LA LEGISLATION FINANCIERE
DE LA REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE.

BUREAU : IMM. HINDI - RUE DU PAKISTAN

B.P. 539

TEL : 444580

DAMAS - SYRIE

DECRET LEGISLATIF N°148

du 22 Juin 1949

Le Commandant en chef de l'Armée et des Forces Armées,
Président du Conseil des Ministres,

Vu l'article 1er du Décret Législatif n°1 du 2 Avril
1949,

Vu le décret législatif n°21 du 16 Avril 1949,

Sur la proposition du Ministre de la Justice,

Vu la délibération n°283 du 29 Juin 1949 du Conseil
des Ministres,

DECRETE:

ART. 1 - Est applicable à compter du 1er Septembre 1949 (Premier
Septembre mil neuf cent quarante neuf) le Code Pénal annexé au
présent décret législatif.

ART. 2 - Sont abrogés, à compter de la date susvisée, le Code
Pénal Ottoman avec ses modifications et additifs, la loi sur la
convertibilité des peines du 22 Mai 1920 ainsi que toutes les
dispositions des lois, décrets législatifs et arrêtés contraires
au Code Pénal Syrien ou qui ne se concilient pas avec ses dis-
positions.

ART. 3 - Le présent décret législatif sera publié et notifié
partout ou besoin sera pour exécution.

Damas, le 22 Juin 1949

TABLE DES MATIERES
DU CODE PENAL SYRIEN

Numéro
des articles

LIVRE I

PARTIE GENERALE

TITRE I - DE LA LOI PENALE.

CHAPITRE I - DE 'APPLICATION DE LA LOI
PENALE DAN LE TEMPS

I	- De la légalité des délits	1	à	5
II	- De la légalité des peines	6	à	11
III	- De la légalité des mesures de sureté et des mesures d'éducation.....	12	à	14

CHAPITRE II - DE L'APPLICATION DE LA LOI
PENALE DANS L'ESPACE

I	- De la compétence territoriale	15	à	18
II	- De la compétence réelle	19		
III	- De la compétence personnelle	20	à	22
IV	- De la compétence universelle	23		
V	- De l'autorité de la loi étrangère	24	à	26
VI	- De l'effet des sentences étrangères	27	à	29
VII	- De l'extradition	30	à	36

TITRE II - DES CONDAMNATIONS PENALES

CHAPITRE I - DES PEINES

I	- Des peines en général.....	37	à	42
II	- Des peines criminelles	43	à	50
III	- Des peines délictuelles	51	à	55
IV	- Dispositions communes aux peines privatives de liberte en matière criminelle et délictuelle	56	à	59
V	- Des peines contraventionnelles	60	à	62
VI	- Des peines accessoires et complémentaires	63	à	69

CHAPITRE II - DES MESURES DE SURETE

- Des mesures de sûreté en général	70	à	73
- De l'internement dans un asile de sûreté	74	à	76
- De la relégation	77	à	78
- Du placement dans une maison de travail			79
- De l'interdiction des lébits de boisson			80
- De l'interdiction de séjour	81	à	83
- De la liberté surveillée	84	à	86
- Du patronage			87
- De l'expulsion	88	à	89
- De la déchéance de la puissance paternelle ou de la tutelle	90	à	93
- De l'interdiction d'exercer une activité	94	à	95
- De la privation du droit de port d'armes	96	à	97
- De la confinement réelle			98
- Du cautionnement préventif	99	à	102
- De la fermeture d'établissement	103	à	107
- De la suspension et de la dissolution d'une entité juridique	108	à	111
- De la computation des peines et des mesures de sûreté	112	à	117

CHAPITRE III - DES MESURES D'EDUCATION

- Des mesures d'éducation en général	118	à	120
- Des mesures tutélaires	121	à	123
- Des mesures de correction	124	à	125
- Dispositions communes	126	à	128

CHAPITRE IV - DES SANCTIONS CIVILES

- Des différentes sanctions civiles	129	à	137
- Dispositions communes	138	à	146

CHAPITRE V - DE L'EXTINCTION DES CONDAMNATIONS PENALES

- Généralités	147	à	148
- De la mort du condamné			149
- De l'amnistie			150
- De la grâce	151	à	155
- De la rémission de la partie exécutée	156	à	157
- De la réhabilitation	158	à	160
- De la prescription	161	à	167
- Du sursis	168	à	171
- De la suspension de la condamnation	172	à	177

TITRE III - DE L'INFRACTION

CHAPITRE I - DE L'ELEMENT LEGAL DE L'INFRACTION

I	- De la qualification légale	178	à	179
-	Du concours idéal d'infraction	180	à	181
-	Des causes de justification	182	à	186

CHAPITRE II - DE L'ELEMENT MORAL DE L'INFRACTION

-	L'intention	187	à	190
-	Du mobile	191	à	194
-	Des infractions politiques	195	à	198

CHAPITRE III - DE L'ELEMENT MATERIEL DE
L'INFRACTION

I	- De la tentative	199	à	202
II	- Du concours de causes			203
III	- Du concours matériel d'infractions	204	à	207
IV	- De la publication			208

TITRE IV - DE LA RESPONSABILITESECTION I - DES PERSONNES RESPONSABLES

CHAPITRE I - DE L'AGENT DE L'INFRACTION	209	à	210
---	-----	---	-----

CHAPITRE II - DE LA PARTICIPATION CRIMINELLE

I	- De l'auteur	211	à	215
I	- De l'instigateur	216	à	217
III	- Des complices et des recéleurs	218	à	221

SECTION II - DES CAUSES DE NON IMPUTABILITE

CHAPITRE I - DE L'ERREUR

I	- De l'erreur de droit			222
II	- De l'erreur de fait	223	à	225

CHAPITRE II - DE LA FORCE IRRESISTIBLE

I	- De la force majeure et de la contrainte morale ...	226	à	227
II	- De l'état de nécessité	228	à	229

CHAPITRE III - DE L'IRRESPONSABILITE ET DE
LA RESPONSABILITE DIMINUEE

I	- De l'aliénation mentale	230	à	231
II	- De la déficience mentale	232	à	233
III	- De l'ivresse et de l'intoxication par les stupéfiants	234	à	235

CHAPITRE IV - DE LA MINORITE

I	- Dispositions communes	236	à	238
---	-------------------------------	-----	---	-----

SECTION III - DES CAUSES D'EXEMPTION,
D'ATTENUATION OU D'AGGRAVATION DE LA PEINE

CHAPITRE I - DES EXCUSES

- Des excuses absolutoires	239	à	240
- Des excuses atténuantes	241	à	242

CHAPITRE II - DES CIRCONSTANCES ATTENUANTES 243 à 246

CHAPITRE III - DES CIRCONSTANCES AGGRAVANTES

- Des circonstances aggravantes en général	247		
- De la récidive	248	à	251
- De la délinquance d'habitude	252	à	255
- Dispositions communes au chapitre précédent	256	à	257
- Dispositions communes aux chapitres précédents ..	258	à	259

LIVRE II

DES INFRACTIONS

=====

TITRE I - DES INFRACTIONS CONTRE LA
SURETE DE L'ETAT

260 à 262

CHAPITRE I DES CRIMES CONTRE LA SURETE
EXTERIEURE DE L'ETAT

- De la trahison	263	à	270
- De l'espionnage	271	à	274
- Des relations illicites avec l'ennemi	275	à	277
- Des infractions contre le droit des gens	278	à	284
- Des atteintes au prestige de l'Etat et au sentiment national	285	à	288
- Des infractions commises par les fournisseurs ..	289	à	290

CHAPITRE II - DES INFRACTIONS CONTRE LA
SURETE INTERIEURE DE L'ETAT

- Des crimes contre la Constitution	291	à	295
- De l'usurpation d'un pouvoir politique ou civil ou d'un commandement militaire	296	à	297
- De la sédition	298	à	303
- Du terrorisme	304	à	306
- Des délits susceptibles de porter atteinte à l'unité nationale ou de troubler l'harmonie entre les divers éléments de la population	307	à	308
- Des atteintes au crédit de l'Etat	309	à	310
- Disposition communes	311		

TITRE II - DES INFRACTIONS CONTRE LA
SECURITE PUBLIQUE

CHAPITRE I - DES ARMES ET MUNITIONS

I	- Définitions	312	à	313
II	- Du port et de la détention d'armes et de munitions sans permis	314	à	316
III	- Du port d'armes prohibées	317	à	318

CHAPITRE II - DES ATTEINTES AUX DROITS
ET AUX DEVOIRS CIVIQUES.....

319 à 324

CHAPITRE III - DES ASSOCIATIONS ILLICITES

I	- Des associations de malfaiteurs	325	à	326
II	- Des sociétés secrètes	326	à	329

CHAPITRE IV - DES CRIMES ET DELITS DE
COALITION ET D'ENTRAVE A LA LIBERTE DU TRAVAIL

330 à 334

CHAPITRE V - DES MANIFESTATIONS ET
ATTOUPEMENTS SEDITIONNEUX

I	- Des manifestations seditieuses	335		
II	- Des attroupements seditieux	336	à	338
III	- Disposition commune	339		

TITRE III - DES INFRACTIONS CONTRE
L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

	Disposition générale	340		
--	----------------------------	-----	--	--

CHAPITRE I - DES INFRACTIONS COMMISES
CONTRE LES DEVOIRS DE LA FONCTION

I	- De la corruption	341	à	346
II	- Du trafic d'influence	347	à	348
III	- Du détournement et de la concussion	349	à	356
IV	- Des attentats à la liberté	357	à	360
V	- Des abus d'autorité et des manquements aux devoirs de la fonction	361	à	367
	Disposition commune	368		

CHAPITRE II - DES INFRACTIONS CONTRE
L'AUTORITE PUBLIQUE

I	- De la rébellion	369	à	371
II	- Des voies de fait	371	à	372
III	- De l'outrage	373	à	374
IV	- De la diffamation et de l'injure	375	à	379
V	- De la lacération d'affiches officielles	380		
VI	- De l'usurpation de titre ou de fonctions	381	à	384
VII	- Du bris de scellés et de l'enlèvement de pièces ou documents officiels	385	à	387

TITRE IV - DES INFRACTIONS CONTRE
L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

CHAPITRE I - DES INFRACTIONS CONTRE
L'ACTIVITE JUDICIAIRE

I	- De la non révélation des crimes et délits	388	à	390
II	- De l'extorsion d'aveux ou de renseignements	391		
III	- De la simulation d'infraction et de la dénonciation calomnieuse	392	à	394
IV	- De la fausse identité	395	à	396
V	- Du faux témoignage	397	à	401
VI	- Du faux rapport et de la fausse traduction	402	à	403
VII	- Du faux serment	405		
VIII	- Du détournement d'objets produits en justice	406		
IX	- Des immunités judiciaires et des faits susceptibles de troubler le cours de la justice	407	à	409
X	- Des publications interdites	410	à	411

CHAPITRE II - DES ENTRAVES A
L'EXECUTION DES DECISIONS JUDICIAIRES

I	- Des délits contre l'autorité des décisions de justice	412	à	414
II	- De l'évasion de détenus	415	à	418

CHAPITRE III - DE LA SATISFACTION
ARBITRALE DES PRETENTIONS PERSONNELLES

I	- De la prohibition de se faire justice soi-même	419	à	421
II	- Du duel	422	à	426

TITRE V - DES INFRACTIONS CONTRE LA
FOI PUBLIQUE

CHAPITRE I - DE LA CONTREFACON DU
SCEAU DE L'ETAT, DES SIGNES
OFFICIELS, DES MONNAIES ET
TITRES DE CREDIT PUBLICS

I	- De la contrefaçon du sceau de l'Etat et des signes officiels	427	à	429
II	- De la contrefaçon des monnaies et effets de crédit public	430	à	439
III	- De la fabrication des timbres et papiers timbrés ..	440	à	442

CHAPITRE II - DU FAUX EN ECRITURES

I	- Du faux criminel	443	à	444
II	- Du faux dans les registres et déclarations officielles	445	à	449
III	- Des faux certificats	450	à	451
IV	- De la supposition d'identité	452	à	457
V	- Du faux en écriture privée	458	à	459
		460	à	461

TITRE VI - DES INFRACTIONS CONTRE LA
RELIGION ET LA FAMILLE

CHAPITRE I - DES DELITS CONTRE LA RELIGION

	- Des atteintes au sentiment religieux	462 à 463
I	- Des atteintes au respect dû aux morts et des infractions à la police des inhumations	464 à 468

CHAPITRE II - DES INFRACTIONS CONTRE
LA FAMILLE

	- Des infractions relatives au mariage	469 à 472
I	- Des délits contre la morale familiale	473 à 477
II	- Des infractions contre la personne de l'enfant et contre son état de filiation	478 à 480
IV	- Des atteintes au droit de garde d'un mineur	481 à 483
	- Du délaissement d'un enfant ou d'une personne incapable	484 à 486
I	- De l'abandon de famille	487 à 488

TITRE VII - DES INFRACTIONS CONTRE LES
MOEURS ET LA MORALE PUBLIQUE

CHAPITRE I - DES ATTENTATS AUX MOEURS

I	- Du viol	489 à 492
II	- De l'attentat à la pudeur ..	493 à 496
	Dispositions communes	497 à 499
III	- Du rapt	500 à 503
IV	- De la séduction, de l'impudicité et de la violation des lieux réservés aux femmes	504 à 508

CHAPITRE II - DE L'EXCITATION A LA
DEBAUCHE ET DES OUTRAGES A LA PUDEUR PUBLIQUE
ET AUX BONNES MOEURS

I	- De l'excitation à la débauche	509 à 516
II	- Des outrages à la pudeur publique et aux bonnes moeurs	517 à 520
III	- De la prostitution des mineures	521 à 522

CHAPITRE III - DES PRATIQUES ANTICONCEP-
TIONNELLES ET DE L'AVORTEMENT

I	- Des pratiques anticonceptionnelles	523 à 524
II	- De l'avortement	525 à 532

TITRE VIII - DES CRIMES ET DELITS
CONTRE LES PERSONNES

CHAPITRE I - DES CRIMES ET DELITS CONTRE
LA VIE ET L'INTEGRITE INDIVIDUELLE

I	- De l'homicide intentionnel	533 à 539
II	- Des lésions personnelles ..	540 à 545
III	- De la rixe	546 à 547

Numéro des
articles

- Du meurtre et des lésions excusés	548 à 549
- De l'homicide et des lésions non intentionnels	550 à 553
- De l'homicide et des lésions résultant d'un concours de causes	554

CHAPITRE II - DES INFRACTIONS CONTRE
LA LIBERTE ET L'HONNEUR

- De la privation de liberté	555 à 556
- De la violation du domicile	557 à 558
- Des menaces	559 à 564
- De la violation des secrets	565 à 567
- De la diffamation et de l'injure	568 à 572

TITRE IX - DES CRIMES CREANT UN DANGER
COLLECTIF

CHAPITRE I - DE L'INCENDIE	573 à 580
----------------------------------	-----------

CHAPITRE II - DES ATTEINTES A LA SECURITE
DES VOIES DE TRANSPORT ET DE COMMUNICATION
ET A LA SECURITE DE L'ACTIVITE INDUSTRIELLE

- Des voies de transport et de communication	581 à 586
- De l'activité industrielle	587 à 589

CHAPITRE III - DES DELITS CONTRE LA SANTE
DE L'HOMME ET DES ANIMAUX

- Des maladies contagieuses	590 à 592
- Des falsifications	593 à 595

TITRE X - DES INFRACTIONS COMMISES PAR LES
INDIVIDUS DANGEREUX EN RAISON DE LEURS
HABITUDES DE VIE

CHAPITRE I - DES MENDIANTS ET VAGABONDS

- Des mendiants	596 à 599
- Des vagabonds	600 à 601
- Des mineurs vagabonds ou mendiants	602 à 604
- Des nomades	605 à 607

CHAPITRE II - DE L'USAGE DES BOISSONS
ALCOOLIQUES ET DES STUPEFIANTS

- Des boissons alcooliques	608 à 615
- Des stupéfiants	616 à 617

CHAPITRE III - DES JEUX DE HASARD	618 à 620
-----------------------------------	-----------

TITRE XI - DES INFRACTIONS CONTRE LE PATRIMOINE

CHAPITRE I - DES SOUSTRACTIONS FRAUDULEUSES

I	- Du vol	621	à	634
II	- De l'extorsion et du chantage	635	à	636
III	- De l'utilisation frauduleuse de la chose d'autrui ..	637		
	Dispositions communes au chapitre précédent	638	à	640

CHAPITRE II - DE L'ESCROQUERIE ET DES
AUTRES FRAUDES

I	- De l'escroquerie	641	à	643
II	- De la grivèlerie	644	à	646
III	- De l'usure et des prêts sur gage	647	à	651
IV	- Du Chèque sans provision	652	à	653
V	- De la fraude en matière d'émigration	654	à	655

CHAPITRE III - DE L'ABUS DE CONFIANCE
ET DU DEFOURNEMENT

656 à 662

CHAPITRE IV - DES FRAUDES DANS LES
TRANSACTIONS

I	- Des poids et mesures irréguliers ou faux et de la tromperie sur la quantité de la marchandise	663	à	667
II	- De la tromperie sur la qualité de la marchandise ...	668	à	669
III	- Des entraves à la liberté des enchères	670		
IV	- De la spéculation illicite	671	à	672
	Disposition commune au chapitre précédent	673	à	674

CHAPITRE V - DE LA BANQUEROUTE ET DES
FRAUDES AU PREJUDICE DES CREANCIERS

I	- De la banqueroute	675	à	684
II	- Des autres fraudes commises au préjudice des créanciers	685	à	686

CHAPITRE VI - DE LA CONTREFACON

I	- De la contrefaçon des marques de fabrique et de commerce	687	à	692
II	- Des brevets d'invention	693	à	695
III	- Des dessins et modèles industriels	696	à	698
	Disposition commune au chapitre précédent	699		
IV	- De la concurrence frauduleuse	700		
V	- De l'usurpation du nom commercial	701	à	703
VI	- Des récompenses industrielles et commerciales	704	à	705
	Dispositions communes	706	à	707

CHAPITRE VII - DE LA PROPRIETE LITTERAIRE
ET ARTISTIQUE

I	- Généralités	708	à	711
II	- Des pénalités	712	à	715

CHAPITRE VIII - DES DOMMAGES AUX PROPRIETES
DE L'ETAT ET DES PARTICULIERS

Des destructions et dégradations	716 à 720
De la suppression des bornes et des usurpations	721 à 724
Des dégâts aux plantations, animaux et instruments de culture	725 à 730

CHAPITRE IX - DES INFRACTIONS RELATIVES AU
REGIME DES EAUX

731 à 735

TITRE XII - DES CONTRAVENTIONSCHAPITRE I - DE LA POLICE DES VOIES PUBLI-
QUES ET DES AGGLOMERATIONS URBAINES ...

736 à 738

CHAPITRE II - DE LA POLICE DES ETABLISSE-
MENTS PUBLICS

739 à 742

CHAPITRE III - DES CONTRAVENTIONS CONTRAIRES
A LA DECENCE ET A LA TRANQUILITE PUBLIQUES

743 à 746

CHAPITRE IV - DES MAUVAIS TRAITEMENTS
INFLIGES AUX ANIMAUX

747 à 749

CHAPITRE V - DES DEGATS A LA PROPRIETE DE
L'ETAT ET DES PARTICULIERS

750 à 751

CHAPITRE VI - DES CONTRAVENTIONS CONTRE
LA FOI PUBLIQUE

752 à 754

CHAPITRE VII - DE L'INOBSERVATION DES
MESURES EMANANT DE L'AUTORITE

755 à 756

C O D E P E N A L

LIVRE I

PARTIE GENERALE

TITRE I - DE LA LOI PENALE

CHAPITRE I - DE L'APPLICATION DE LA LOI
PENALE DANS LE TEMPS

I - De la légalité des délits

ART. 1.- 1) Nulle infraction ne peut être sanctionnée par une peine, ou par une mesure de sûreté ou d'éducation, si elle n'était pas prévue par la loi au moment où elle fut commise.

2) Ne seront pas retenus à la charge de l'inculpé les faits constitutifs d'une infraction, les actes de participation principale ou accessoire, qu'il aura accomplis avant que cette infraction ait été prévue par la loi.

ART. 2.- 1) Nulle infraction ne sera réprimée par une peine, ou par une mesure de sûreté ou d'éducation, si elle est supprimée par une loi nouvelle. Les condamnations pénales prononcées cesseront d'avoir effet.

2) Toutefois, l'infraction à une loi temporaire, commise pendant la période d'application de cette loi, ne cessera pas d'être poursuivie et réprimée après l'expiration de la dite période.

ART. 3.- Toute loi qui modifie les conditions de l'incrimination dans un sens favorable à l'inculpé s'applique aux infractions commises antérieurement à sa mise en vigueur, à moins qu'elles n'aient fait l'objet d'une condamnation définitive.

ART. 4.- 1) Toute loi qui modifie le droit de poursuite s'applique aux infractions commises antérieurement si elle est plus favorable à l'inculpé.

2) Si la loi nouvelle établit un délai pour l'exercice du droit de poursuite, ce délai ne commencera à courir que du jour de la mise en vigueur de cette loi. Si elle modifie un délai préétabli, celui-ci courra conformément à la loi ancienne sans qu'il puisse dépasser le délai prévu par la loi nouvelle compté à partir de la mise en vigueur de cette dernière loi.

ART. 5.- Si une loi modifie la durée de la prescription d'une infraction cette durée courra conformément à la loi ancienne, sans qu'elle puisse dépasser la durée prévue par la loi nouvelle comptée à partir de la mise en vigueur de celle-ci.

II - De la légalité des peines

ART. 6.- 1) Nulle peine ne peut être prononcée si elle n'était pas prévue par la loi au moment où l'infraction fut commise.

2) L'infraction est réputée commise dès que les actes d'exécution ont été accomplis, indépendamment du moment où le résultat a eu lieu.

ART. 7.- Toute loi nouvelle, même plus rigoureuse, s'applique aux infractions continues, continuées, successives ou d'habitude dont l'exécution a été poursuivie sous son empire.

ART. 8.- Toute loi nouvelle abolissant une peine ou en édictant une plus douce s'applique aux infractions commises antérieurement à sa mise en vigueur, à moins qu'elles n'aient fait l'objet d'une condamnation définitive.

ART. 9.- 1) Toute loi nouvelle édictant des peines plus rigoureuses ne s'applique pas aux infractions commises antérieurement à sa mise en vigueur.

2) Cependant, si la loi nouvelle modifie le régime du concours d'infractions ou de la récidive, il sera tenu compte, lors de la répression d'un fait accompli sous l'empire de cette loi, des infractions commises ou des condamnations prononcées avant sa mise en vigueur.

ART. 10.- 1) Toute loi nouvelle qui modifie le mode d'exécution d'une peine en changeant la nature ne s'applique aux faits commis avant sa mise en vigueur que si elle est plus favorable à l'inculpé ou au condamné.

2) Il y a changement de la nature d'une peine quand la loi nouvelle modifie le régime légal qui lui est assigné dans le présent code au chapitre des peines.

ART. 11.- Toute loi nouvelle qui modifie le délai de la prescription d'une peine s'applique suivant les conditions déterminées à l'article 5.

III - De la légalité des mesures de sûreté et des mesures d'éducation

ART. 12.- Nulle mesure de sûreté, nulle mesure d'éducation ne peuvent être prononcées que sous les conditions et dans les cas prévus par la loi.

ART. 13.- 1) Toute loi nouvelle établissant une mesure de sûreté ou une mesure d'éducation s'applique aux infractions sur lesquelles il n'a pas été statué par la dernière juridiction compétente sur le fait.

2) Les condamnations encourues antérieurement à la mise en vigueur de la nouvelle loi seront, lors de la répression du fait commis sous son empire, comptées en vue de l'application des dispositions relatives à la délinquance d'habitude

ART. 14.- Toute mesure de sûreté, toute mesure d'éducation supprimées par la loi ou remplacées par une autre mesure cessent de recevoir effet.

Si une condamnation définitive est prononcée, elle sera soumise à révision pour l'application de la nouvelle mesure de sûreté ou d'éducation.

CHAPITRE II - DE L'APPLICATION DE LA LOI PENALE DANS L'ESPACE

I - De la compétence territoriale

ART. 15.- 1) La loi syrienne s'applique à toutes les infractions commises sur le territoire syrien.

2) L'infraction est réputée commise sur le territoire syrien :

a) Quand y a été accompli un des éléments constitutifs de l'infraction, un acte d'une infraction indivisible, ou un acte de participation principale ou accessoire.

b) Quand le résultat s'y est produit ou devait s'y produire.

ART. 16.- Le territoire syrien s'étend à la couche atmosphérique qui le recouvre, ou territoire aérien.

ART. 17.- Sont assimilés au territoire syrien pour l'application de la loi pénale :

1° - La mer territoriale jusqu'à vingt kilomètres du rivage comptés à partir de la laisse de basse mer ;

2° - L'espace aérien qui recouvre la mer territoriale;

3° - Les navires et les aéronefs syriens;

4° - Le territoire étranger occupé par une armée syrienne dans la mesure où les infractions commises portent atteinte à la sécurité de l'armée ou à ses intérêts;

ART. 18.- La loi syrienne ne s'applique pas :

1°- En territoire aérien syrien aux infractions commises à bord d'un aéronef étranger, si elles ne dépassent pas le bord de cet aéronef;

Néanmoins les infractions ne dépassant pas le bord de l'aéronef sont soumises à la loi syrienne si l'auteur ou la victime est ressortissant syrien, ou si l'aéronef atterrit en Syrie après que l'infraction a été commise.

2°- Sur la mer territoriale syrienne ou dans l'espace aérien qui la recouvre, aux infractions commises à bord d'un navire ou d'un aéronef étranger si elles ne dépassent pas le bord de ce navire ou de cet aéronef.

II - De la Compétence réelle

ART. 19.- 1) La loi syrienne s'applique à tout syrien ou étranger qui, hors du territoire syrien, se sera rendu coupable, soit comme auteur, soit comme instigateur ou complice, d'un crime attentatoire à la sûreté de l'Etat, de contrefaçon du sceau de l'Etat, de contrefaçon ou de falsification de papiers-monnaie ou de billets de banque syriens ou étrangers ayant cours légal ou usuel en Syrie.

2) Toutefois, cette disposition ne s'applique pas à l'étranger dont l'action n'aura pas été contraire aux règles du droit international.

III - De la Compétence personnelle

ART. 20.- La loi syrienne s'applique à tout syrien qui, hors du territoire syrien, se sera rendu coupable, soit comme auteur, soit comme instigateur ou complice, d'un crime ou d'un délit puni par la loi syrienne.

Il en sera ainsi chaque fois que l'inculpé ait perdu ou acquis la nationalité syrienne après l'accomplissement du crime ou du délit.

ART. 21.- La loi syrienne s'applique, hors du territoire de la République Syrienne :

1°- Aux infractions commises par les fonctionnaires syriens dans l'exercice de leurs fonctions ou à l'occasion de cet exercice;

2°- Aux infractions commises par les agents diplomatiques et les consuls syriens dans la mesure où ils jouissent des immunités reconnues par le droit international.

IV - De la compétence universelle

ART. 23.- La loi syrienne s'applique à tout étranger se trouvant sur le territoire syrien qui a commis à l'étranger, soit comme auteur, soit comme instigateur ou complice, un crime ou un délit non visé aux articles 19, 20 et 21, si son extradition n'a pas été requise ou accordée.

V - De l'autorité de la loi étrangère

ART. 24.- La loi syrienne ne s'applique pas aux délits visés à l'article 20 punis d'une peine d'emprisonnement ne s'élevant pas à trois ans, non plus qu'à toute infraction visée à l'article 23, si ces infractions ne sont pas incriminées par la loi de l'Etat sur le territoire duquel elles ont été commises.

ART. 25.- 1) S'il y a divergence entre la loi syrienne et la loi du lieu de l'infraction, le juge, en appliquant la loi syrienne aux ~~termes~~ des articles 20 et 23, pourra tenir compte de cette divergence en faveur de l'inculpé.

2) Les mesures de sûreté ou d'éducation et les incapacités et déchéances prévues par la loi syrienne s'appliquent indépendamment de la loi du lieu de l'infraction.

ART. 26.- Pour les infractions commises tant en Syrie qu'à l'étranger, il sera tenu compte, en vue de l'incrimination, de la loi personnelle de l'inculpé :

a) Lorsqu'un des éléments constitutifs de l'infraction est régi par une loi d'état ou de capacité;

b) Lorsqu'une cause d'aggravation ou une excuse légale autre que la minorité pénale résulte d'une loi d'état ou de capacité.

VI - De l'effet des sentences étrangères

ART. 27.- Sauf pour les crimes prévus à l'article 19 et les infractions commises sur le territoire syrien, aucune poursuite ne sera exercée en Syrie contre un syrien ou un étranger s'il a été définitivement jugé à l'étranger et, en cas de condamnation, s'il a subi ou prescrit sa peine ou obtenu sa grâce.

ART. 28.- 1) Les condamnations prononcées à l'Etranger ne mettent pas obstacle en Syrie à la poursuite de toute infraction prévue à l'article 19 ou commise sur le territoire syrien, à moins que le jugement de la juridiction étrangère n'ait été rendu à la suite d'une dénonciation officielle des autorités syriennes.

2) Néanmoins, la peine ainsi que la détention préventive infligées à l'Etranger seront imputées, dans la mesure fixée par le juge, sur la peine que celui-ci prononcera.

ART. 29.- Les sentences pénales prononcées par les juridictions étrangères à l'occasion de faits qualifiés crimes ou délits par la loi syrienne peuvent être invoquées :

1°- En vue d'exécuter les mesures de sûreté et les incapacités et déchéances qu'elles comportent, en tant qu'elles sont conformes à la loi syrienne, ou les restitutions, réparations et autres effets civils;

2°- En vue de prononcer les mesures de sûreté et les incapacités et déchéances prévues par la loi syrienne, ou les restitutions, réparations et autres effets civils;

3°- A l'effet d'appliquer les dispositions de la loi syrienne concernant la récidive, la délinquance d'habitude, le concours d'infractions, le sursis, la libération conditionnelle et la réhabilitation.

Il appartient au juge syrien de vérifier la régularité de la sentence étrangère quant à la forme et au fond en se référant aux pièces écrites de la procédure.

VII - De l'extradition

ART. 30.- Nul ne peut être livré à un Etat étranger en dehors des prescriptions du présent code, si ce n'est par application d'un traité ayant force de loi.

ART. 31.- Peuvent donner lieu à extradition :

- 1°- Les infractions commises sur le territoire de l'Etat requérant;
- 2°- Les infractions portant atteinte à sa sûreté ou à son crédit;
- 3°- Les infractions commises par un de ses ressortissants.

ART. 32. Ne peuvent donner lieu à extradition les infractions rentrant dans la compétence territoriale, réelle ou personnelle de la loi syrienne ou si elle est déterminée par les articles 15 à 17, 18 - 1^{er} in fine et 19 à 21.

ART. 33. - L'extradition n'est pas accordée :

1^o - Lorsque l'infraction n'est pas punie par la loi syrienne d'une peine criminelle ou délictuelle;

Il en est autrement si les circonstances de fait qui constituent l'infraction ne peuvent se produire en Syrie en raison de ses conditions géographiques;

2^o - Lorsque la peine encourue aux termes de la loi de l'Etat requérant, ou la loi de l'Etat sur le territoire duquel les faits ont été commis, ne s'élève pas à un an d'emprisonnement pour l'ensemble des infractions faisant l'objet de la demande;

En cas de condamnation, la peine prononcée ne doit pas être inférieure à deux mois d'emprisonnement.

3^o - Lorsque l'infraction a été irrévocablement jugée en Syrie, ou que l'action publique ou la peine sont éteintes aux termes de la loi syrienne, de la loi de l'Etat requérant, ou de la loi de l'Etat sur le territoire duquel elle a été commise.

ART. 34. - L'extradition n'est pas non plus accordée :

1^o - Lorsqu'elle est demandée à raison d'une infraction ayant un caractère politique, ou qu'elle paraît avoir été demandée dans un but politique;

2^o - Lorsque l'inculpé était retenu en esclavage sur le territoire de l'Etat requérant;

3^o - Lorsque la peine prévue par la loi de l'Etat requérant est contraire à l'ordre social.

ART. 35. - 1) Si le juge estime que les conditions légales ne sont pas remplies ou que l'inculpation n'est pas suffisamment établie, l'extradition sera obligatoirement refusée par le gouvernement.

2) Dans le cas contraire ou si l'inculpé consent, en présence du juge, à être livré sans examen par ce dernier de la légalité de la demande, il appartiendra au gouvernement d'accorder l'extradition ou de la refuser.

- 8 -

ART. 36.- Pour toute infraction antérieure à l'extradition autre que celle qui en a fait l'objet, l'inculpé ne peut être poursuivi contradictoirement, ni subir une peine, ni être réextradé, à moins que le gouvernement de l'Etat requis s'y consente dans les conditions de l'article précédent.

Ce consentement n'est pas subordonné aux proscriptions du 2ème paragraphe de l'article 33.

TITRE II - DES CONDAMNATIONS PENALES

CHAPITRE I - DES PEINES

I - Des peines en général

ART. 37.- Les peines criminelles de droit commun sont :

- 1°- La mort,
- 2°- Les travaux forcés à perpétuité,
- 3°- La détention perpétuelle,
- 4°- Les travaux forcés à temps,
- 5°- La détention à temps.

ART. 38.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

Les peines criminelles politiques sont :

- 1°- La détention perpétuelle,
- 2°- La détention à temps,
- 3°- La résidence forcée,
- 4°- La dégradation civique.

ART. 39.- Les peines délictuelles de droit commun sont :

- 1°- L'emprisonnement avec obligation au travail,
- 2°- L'emprisonnement simple,
- 3°- L'amende.

ART. 40.- Les peines délictuelles politiques sont :

- 1°- L'emprisonnement simple,
- 2°- La résidence forcée,
- 3°- L'amende.

ART. 41.- Les peines contraventionnelles sont :

- 1°- Les arrêts,
- 2°- L'amende.

ART. 42.- (Tel que modifié par le Décret Législatif N° 85 du 28 Septembre 1953) :

Les peines accessoires ou complémentaires sont :

- 1°- La dégradation civique,
- 2°- L'emprisonnement qui accompagne la dégradation civique prononcée à titre de peine principale,
- 3°- L'amende criminelle,
- 4°- L'interdiction des droits civiques,
- 5°- La publication de la condamnation,
- 6°- L'affichage de la condamnation,
- 7°- La confiscation en nature.

II - Des peines criminelles

ART. 43.- 1) Aucune condamnation à mort ne sera exécutée qu'après avis de la Commission des Grâces et approbation du Chef de l'Etat.

2) Le condamné à mort sera pendu dans l'enceinte d'un établissement pénitentiaire ou dans un autre lieu désigné par le décret donnant force exécutoire à la condamnation.

3) Est prohibée toute exécution les Vendredis et jours de fête nationale ou religieuse.

4) Il est différé à l'exécution de la femme enceinte jusqu'à sa délivrance.

ART. 44.- Sauf disposition spéciale de la loi, les travaux forcés à temps, la détention à temps, le bannissement, la résidence forcée et la dégradation civique sont prononcés pour trois ans au moins et quinze ans au plus.

ART. 45.- Les condamnés aux travaux forcés seront astreints à des travaux pénibles en rapport avec leur sexe et leur âge, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de la prison.

ART. 46.- Les condamnés à la détention seront employés à l'un des travaux organisés par l'administration pénitentiaire, selon le choix qu'ils auront fait au début de leur peine.

Ils ne pourront être employés en dehors de la prison que de leur consentement et ne seront pas astreints au port du costume pénal.

ART. 47.- (Abrogé par le Décret Législatif N° 85 du 28 Septembre 1953).

ART. 48.- 1) La résidence forcée consiste dans l'assignation au condamné d'un domicile désigné par le juge sur une liste établie par décret.

En aucun cas le domicile assigné ne pourra être au lieu où le condamné avait son domicile légal ou sa résidence, ni au lieu où l'infraction a été commise, ni à celui où résident la victime ou ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré.

2) Si le condamné quitte, pour quelque temps que ce soit, la résidence qui lui est assignée, la peine de la détention sera substituée à la résidence forcée pour une durée qui n'excèdera pas celle qui restait à courir.

ART. 49.- La dégradation civique emporte de plein droit :

1°) Destitution et exclusion de toutes fonctions ou emplois publics, et privation de toutes pensions de l'Etat;

2°) Destitution et exclusion de toutes fonctions ou emplois dans l'administration de la communauté ou de la corporation à laquelle appartient le condamné et privation de toutes pensions ou rétributions quelconques de cette communauté ou de cette corporation;

3°) Privation du droit d'être concessionnaire ou fermier de l'Etat;

4°) Privation du droit de suffrage et d'éligibilité, ainsi que de tous autres droits civiques, politiques, communautaires et corporatifs;

5°) Incapacité d'être propriétaire, éditeur ou rédacteur d'un journal ou de toute publication périodique;

6°) Privation du droit de tenir école et de tout emploi dans l'enseignement public et privé;

7°) Privation du droit de porter aucune décoration, aucun titre honorifique syriens ou étrangers.

La dégradation civique pourra, de plus, être accompagnée d'une peine de trois mois à trois ans d'emprisonnement simple. Si le condamné est étranger, la peine d'emprisonnement sera toujours prononcée.

ART. 50.- 1) Tout condamné aux travaux forcés ou à la détention sera, durant l'exécution de sa peine, en état d'interdiction légale; l'exercice de ses droits sur ses biens, à l'exclusion de ceux inhérents à la personne, sera dévolu à un tuteur conformément aux prescriptions du statut personnel sur la nomination des tuteurs aux interdits. Tout acte d'administration ou de disposition accompli par le condamné sera nul d'une nullité absolue, sous réserve des droits des tiers de bonne foi.

Il ne pourra être remis au condamné sur ses revenus aucune somme autre que celle autorisée par la loi ou les règlements pénitentiaires.

2) A sa libération, ses biens lui seront restitués et le tuteur lui rendra compte de sa gestion.

III - Des peines délictuelles

ART. 51.- 1) L'emprisonnement a une durée de dix jours à trois ans, sauf disposition spéciale de la loi.

2) Les condamnés à l'emprisonnement avec obligation au travail seront soumis au régime déterminé dans l'article 46 pour les condamnés à la détention.

3) Les condamnés à l'emprisonnement simple ne seront pas astreints au travail. Ils pourront toutefois, s'ils en expriment la demande, être employés à l'un des travaux établis dans la prison, selon leur choix. Quand ils auront choisi un travail, ils y seront astreints jusqu'à l'expiration de leur peine.

ART. 52.- 1) La résidence forcée en matière délictuelle a une durée de trois mois à trois ans.

Elle sera exécutée dans les mêmes conditions que la résidence forcée en matière criminelle.

2) Si le condamné quitte, pour quelque temps que ce soit, la résidence qui lui est assignée, l'emprisonnement simple sera substitué à la résidence forcée pour une durée qui n'excèdera pas celle qui restait à courir.

ART. 53.- 1) L'amende délictuelle est de dix livres au moins et de mille livres au plus, à moins que la loi n'en ait autrement disposé.

2) Le paiement pourra en être effectué, sur décision spéciale dans le dispositif du jugement, par fractions au moins égales au minimum légal de la peine, sans que le dernier terme puisse dépasser une année comptée à partir du jour où la condamnation est devenue irrévocable.

Si une fraction n'est pas payée à son terme, le montant total de l'amende devient exigible.

- 12 -

ART. 54.- 1) La peine d'emprisonnement simple sera substituée à l'amende en cas de non paiement dans un délai de trente jours compté à partir de la date à laquelle la condamnation est devenue irrévocable, sans avertissement préalable conformément à la procédure en vigueur.

2) Le jugement de condamnation et, à défaut, une décision ultérieure déterminera la durée de l'emprisonnement substitué et considérera le jour de cette peine équivalant à une amende d'une à cinq livres.

L'emprisonnement substitué ne pourra excéder un an, ni, le cas échéant, le maximum de l'emprisonnement principal prévu pour l'infraction.

Si le condamné possède des revenus connus et saisissables, il pourra être recouru à l'exécution forcée préalablement à l'emprisonnement.

3) Tout paiement partiel effectué soit avant, soit durant l'emprisonnement, toute somme recouvrée viendront en déduction de cette peine dans la proportion fixée par le jugement ainsi qu'il a été dit au deuxième alinéa du présent article.

ART. 55.- 1) La peine d'emprisonnement ne sera exécutée à l'encontre de la femme enceinte et non détenue que six semaines après sa délivrance.

2) Les conjoints condamnés à moins d'une année de cette peine et non détenus la subiront successivement s'ils ont un enfant au-dessous de dix-huit ans sous leur garde et justifient d'un domicile certain.

IV - Dispositions communes aux peines privatives de liberté en matière criminelle et délictuelle

ART. 56.- Seront détenus dans des quartiers différents :

- 1°) Les condamnés aux travaux forcés à perpétuité et à temps;
- 2°) Les condamnés à la détention perpétuelle et à temps;
- 3°) Les condamnés à l'emprisonnement avec obligation au travail;
- 4°) Les condamnés à l'emprisonnement simple.

ART. 57.- 1) Le produit du travail de chaque condamné sera réparti à la surveillance du Parquet qui exécute la condamnation, entre ce dernier, les personnes qui sont à sa charge, la partie civile et l'Etat (pour le paiement des amendes, frais de justice et dépenses de l'administration pénitentiaire), et ce dans une proportion à déterminer suivant la nature de la peine, à condition que la part de la famille du condamné et celle de la partie civile ne soient pas inférieures au tiers du produit mensuel.

2) Lorsque la partie civile aura été dédommée, les fractions revenant au condamné et aux personnes qui sont à sa charge seront progressivement augmentées dans la mesure de son amendement.

ART. 58.- 1) Tout condamné à une peine privative de liberté de trois au moins jouira d'une amélioration progressive du régime pénitentiaire dans la mesure de son amendement.

2) Cette amélioration portera sur la nourriture, la nature et les heures de travail, l'observation du silence, les promenades, les visites, la correspondance.

Le tout ainsi qu'il sera déterminé au Code d'exécution pénale.

ART. 59.- Hors les cas spécialement prévus par le présent code, toute peine temporaire prononcée irrévocablement pour une infraction qualifiée crime ou délit sera, en cas d'évasion, augmentée du tiers à la moitié.

V - Des peines contraventionnelles

ART. 60.- 1) Les arrêts ont une durée d'un à dix jours.

2) Ils sont subis dans des quartiers différents de ceux affectés aux condamnés à des peines criminelles ou délictuelles.

3) Les condamnés aux arrêts ne sont pas astreints au travail.

ART. 61.- L'amende contraventionnelle est de cinquante piastres à dix livres.

ART. 62.- 1) La peine des arrêts sera substituée à l'amende en cas de non paiement dans un délai de trente jours comptés à partir de la date à laquelle la condamnation est devenue irrévocable, sans avertissement préalable.

2) Le jugement de condamnation et, à défaut, une décision spéciale déterminera la durée des arrêts substitués en considérant un jour de cette peine équivalent à une amende de cinquante piastres à deux livres.

La peine substituée ne pourra excéder dix jours ni, le cas échéant, le maximum des arrêts prévus pour l'infraction à titre de peine principale.

3) Tout paiement partiel effectué soit avant, soit durant les arrêts substitués, viendra en déduction de cette peine dans la proportion fixée par le jugement ainsi qu'il a été dit au deuxième alinéa du présent article.

- 24 -

VI - Des peines accessoires et complémentaires

ART. 63.- La condamnation aux travaux forcés à perpétuité ou à la détention perpétuelle emporte la dégradation civique perpétuelle.

La condamnation aux travaux forcés à temps, à la détention à temps, au bannissement, ou à la résidence forcée en matière criminelle, emporte la dégradation civique du jour où cette condamnation est devenue irrévocable jusqu'à l'expiration de la dixième année après l'exécution de la peine principale.

ART. 64.- 1) L'amende criminelle est de cinquante livres au moins et de trois mille livres au plus.

Elle est régie par les dispositions des articles 53 et 54 relatives à l'amende délictuelle.

2) Sera toutefois substituée à l'amende en cas de non paiement, la peine des travaux forcés ou celle de la détention, suivant que la peine principale prononcée contre le condamné est celle des travaux forcés ou toute autre peine criminelle.

ART. 65.- Tout condamné à l'emprisonnement ou à la résidence forcée en matière délictuelle sera privé, durant l'exécution de sa peine, de l'exercice des droits civiques suivants :

- a) Droit à toutes fonctions ou emplois publics;
- b) Droit à toutes fonctions ou emplois dans l'administration civile de la communauté, ou à l'administration de la corporation à laquelle appartient le condamné;
- c) Droit de suffrage et d'éligibilité à tous les corps de l'Etat;
- d) Droit de suffrage et d'éligibilité à toutes les organisations communautaires et corporatives;
- e) Droit de porter des décorations syriennes ou étrangères.

ART. 66.- 1) Toute condamnation à une peine délictuelle pourra être accompagnée, dans les cas spécialement déterminés par la loi, de l'interdiction d'exercer un ou plusieurs des droits mentionnés à l'article précédent.

2) Cette interdiction sera prononcée pour une durée d'un à six ans.

ART. 67.- 1) Tous arrêts portant condamnation à une peine criminelle seront affichés, pour une durée d'un mois, à la porte du prétoire de la Cour criminelle, dans l'agglomération la plus proche du lieu du crime et dans celle où le condamné avait son domicile ou sa résidence.

2) Dans les cas où la loi l'autorise par une disposition formelle, la décision portant condamnation à une peine délictuelle pourra être affichée, pour une durée de quinze jours, dans les lieux que le juge désignera.

3) L'affichage aura lieu par extraits aux frais du condamné.

Il appartient au juge de fixer les dimensions de l'affiche et les caractères typographiques à employer.

ART. 68.- 1) La Cour pourra ordonner la publication de tout arrêt criminel dans un ou deux journaux qu'elle désignera.

2) Toute décision portant condamnation à une peine délictuelle pourra également être publiée dans un ou deux journaux désignés par le juge, si la loi le prévoit par une disposition expresse.

3) Lorsque le crime ou le délit aura été commis au moyen d'un journal ou de tout autre périodique, une insertion supplémentaire pourra y être faite.

4) A défaut d'une disposition ordonnant la publication intégrale de la sentence, les insertions auront lieu par extraits.

Le tout aux frais du condamné.

Le directeur responsable de la publication désignée pour recevoir l'insertion qui aura refusé ou différé d'y procéder encourra une amende de dix à cinquante livres.

ART. 69.- 1) Pourront être confisquées, sous réserve des droits des tiers de bonne foi, toutes choses produites par un crime ou un délit intentionnel, ou qui ont servi ou étaient destinées à le commettre.

2) Pourront, les dites choses, être confisquées en cas de délit non intentionnel ou de contravention si la loi le prévoit par une disposition expresse.

3) Si la chose à confisquer n'avait pas été saisie, il sera impartie au condamné un délai pour la représenter sous peine d'en payer la valeur telle qu'elle aura été arbitrée par le juge.

4) Le tribunal peut, en cas de besoin, recourir à un expert pour l'estimation de la valeur à verser, qui sera recouvrée suivant la voie suivie pour le recouvrement de l'amende.

CHAPITRE II - DES MESURES DE SURETE

I - Des mesures de sûreté en général

ART. 70. - Les mesures de sûreté privatives de liberté sont :

- 1° - L'internement dans un asile de sûreté,
- 2° - La relégation,
- 3° - Le placement dans une maison de travail.

ART. 71. - Les mesures de sûreté restrictives de liberté sont :

- 1° - L'interdiction des débits de boisson
- 2° - L'interdiction de séjour,
- 3° - La liberté surveillée
- 4° - Le patronage
- 5° - L'expulsion.

ART. 72. - Les mesures de sûreté privatives de droits sont :

- 1° - La déchéance de la puissance paternelle ou de la tutelle,
- 2° - L'interdiction d'exercer une activité,
- 3° - L'interdiction de port d'armes.

ART. 73. - Les mesures de sûreté réelles sont :

- 1° - La confiscation réelle,
- 2° - Le cautionnement préventif,
- 3° - La fermeture d'établissement,
- 4° - La suspension ou la dissolution d'une entité juridique.

II - De l'internement dans un asile de sûreté.

ART. 74. - Tout individu soumis à l'internement dans un asile de sûreté sera détenu dans une maison de santé désignée par décret.

Il y recevra les soins qu'exige son état.

ART. 75. - Tout interné fera l'objet d'un rapport semestriel du médecin de l'asile.

Il sera, en outre, visité au moins une fois l'an par un médecin désigné par la juridiction qui a prononcé l'internement.

ART. 76.- 1) L'individu condamné à une peine privative ou restrictive de liberté ou soumis à la relégation, à la liberté surveillée, à l'interdiction de séjour ou au cautionnement préventif et reconnu, en cours d'exécution de la condamnation, atteint d'aliénation mentale, sera interné dans un asile de sûreté pour y recevoir les soins qu'exige son état.

2) La durée de l'internement ne pourra excéder celle qui restait à courir de la peine ou de la mesure de sûreté suspendue à moins que l'interné ne présente un danger pour la paix publique.

3) En ordonnant sa libération, le juge décidera si la durée de l'internement doit être, en totalité ou en partie, déduite du montant de la peine ou de la mesure de sûreté.

III - De la relégation

ART. 77.- 1) La relégation aura une durée de trois à quinze ans.

2) Elle sera subie dans un établissement de travail ou dans une colonie agricole désignée par décret.

3) Le juge prononcera le placement dans l'un ou l'autre de ces deux établissements suivant les aptitudes et les conditions de vie urbaine ou rurale du condamné.

4) Les dispositions des articles 57 et 58 sont applicables aux relégués.

ART. 78.- Le relégué qui quittera pour quelques temps que ce soit l'établissement où il est placé, encourra l'emprisonnement avec obligation au travail d'un à trois ans.

IV - Du placement dans une maison de travail

ART. 79.- 1) Le placement dans une maison de travail ne peut être inférieur à trois mois ni excéder trois années.

2) Le condamné sera soumis au régime établi par les articles 57 et 58.

3) Le condamné qui quittera l'établissement pour quelque temps que ce soit encourra la peine d'emprisonnement avec obligation au travail pour une durée de trois mois à un an.

- 18 -

V - De l'interdiction des débits de boisson

Art. 80. - 1) Lorsqu'un crime ou un délit aura été commis sous l'effet des boissons alcooliques, le juge pourra interdire au condamné, pour une durée d'un à trois ans, l'accès des établissements où ces boissons sont débitées, ou une peine de dix jours à trois mois d'emprisonnement.

2) Subiront la même peine le débitant et ses employés qui serviront au condamné des boissons alcooliques ~~connaissant~~ l'interdiction dont il est frappé.

VI - De l'interdiction de séjour

Art. 81. - 1) L'interdiction de séjour consiste dans la défense faite au condamné de paraître après sa libération dans les lieux désignés par la sentence de condamnation.

2) Sont interdits de plein droit, sauf décision contraire du juge, le district dans lequel le crime ou le délit a été commis et celui dans lequel résident la victime ou ses parents jusqu'au quatrième degré.

Art. 82. - 1) La durée de l'interdiction de séjour est d'un à quinze ans.

2) Tout condamné à une peine criminelle privative ou restrictive de liberté sera soumis de plein droit à l'interdiction de séjour pendant un temps égal à la durée de la peine prononcée.

3) Tout condamné à mort, aux travaux forcés à perpétuité ou à la détention à perpétuité dont la peine aura été amnistiée, prescrite, remise ou commuée en une peine temporaire sera soumis de plein droit à l'interdiction de séjour pour quinze ans.

4) L'individu condamné à une peine délictuelle ne sera soumis à l'interdiction de séjour que si la loi l'ordonne ou l'autorise par une disposition expresse.

5) Le tout sauf décision du juge d'augmenter ou réduire la durée de l'interdiction dans les limites du premier alinéa, ou d'en dispenser le condamné.

Art. 83. - 1) Toute infraction à l'interdiction de séjour sera punie d'un emprisonnement de trois mois à trois ans.

2) Le juge pourra, en outre, substituer la liberté surveillée à l'interdiction de séjour pour une période de temps au moins égale à celle qui restait à courir de cette dernière mesure.

VII - De la liberté surveillée

ART. 84.- 1) La liberté surveillée est établie en vue des'assurer de l'amendement du condamné et de favoriser sa réadaptation sociale.

2) L'individu mis en liberté surveillée est soumis à l'interdiction des débits de boisson et à l'interdiction de séjour. Il doit s'abstenir de fréquenter tous lieux interdits par les lois et règlements et se soumettre aux prescriptions imposées par le juge en vue d'éviter sa rechute.

Ces prescriptions peuvent être modifiées en cours d'exécution de la mesure.

ART. 85.- 1) Sauf disposition spéciale de la loi, la liberté surveillée aura une durée d'un an au moins et de cinq ans au plus.

2) A défaut d'organismes spéciaux, la surveillance est exercée par l'autorité de police.

3) Il sera fait rapport au juge de la conduite du condamné au moins une fois par trimestre.

ART. 86.- L'individu soumis à la liberté surveillée qui enfreint les prescriptions qui lui sont imposées par la loi ou par le juge ou qui se soustrait habituellement à la surveillance sera, à défaut d'une autre sanction prévue par la loi, condamné à l'emprisonnement avec obligation au travail de trois mois à trois ans.

VII - Du patronage

ART. 87.- 1) Le patronage est confié à des institutions privées reconnues par l'Etat.

2) L'institution procurera du travail au patroné. Ses délégués surveilleront discrètement sa manière de vivre et lui donneront conseil et appui. Le pécule du libéré pourra lui être remis pour être employé aux mieux des intérêts de ce dernier.

3) Il devra être fait rapport à la juridiction qui a prononcé la mesure de la situation du patroné et de sa conduite au moins une fois par trimestre.

IX - De l'expulsion

ART. 88.- 1) Tout étranger condamné à une peine criminelle pourra être, par une décision spéciale de la sentence de condamnation, expulsé du territoire syrien.

2) S'il est condamné à une peine délictuelle, il ne pourra être expulsé que dans les cas prévus par la loi.

3) L'expulsion sera prononcée à vie ou pour trois à quinze ans.

ART. 89.- 1) L'étranger expulsé est tenu de quitter le territoire syrien par ses propres moyens dans le délai de quinze jours.

2) Toute infraction à une mesure d'expulsion judiciaire ou administrative sera punie d'un à six mois d'emprisonnement.

X - De la déchéance de la puissance paternelle ou de la tutelle

ART. 90.- 1) La déchéance de la puissance paternelle ou de la tutelle emporte privation de tous droits sur la personne et sur les biens de l'enfant ou du pupille.

2) La déchéance peut être totale ou partielle, générale ou restreinte à un ou plusieurs enfants ou pupilles.

3) L'exercice de la puissance paternelle ou de la tutelle est évalué à un tuteur conformément aux prescriptions du statut personnel.

ART. 91.- Pourront être privés de la puissance paternelle ou de la tutelle les père, mère ou tuteur condamnés à une peine criminelle et reconnus indignes d'exercer leur autorité sur leur enfant ou pupille.

ART. 92.- Pourront, les dites personnes, encourir la même mesure :

a) Si elles sont condamnées à une peine criminelle ou délictuelle pour une infraction commise à l'encontre de leur enfant ou descendant, ou de leur pupille, ou concurremment avec lui.

b) Si le mineur dont elles ont la garde commet un crime ou un délit qui soit imputable à une négligence dans son éducation ou à un manque habituel de surveillance.

ART. 93.- 1) La déchéance de la puissance paternelle ou de la tutelle est perpétuelle ou temporaire de trois à quinze ans.

2) Elle ne peut toutefois être prononcée pour une durée moindre que celle de la peine ou de la mesure de sûreté privative de liberté encourue par les père, mère ou tuteur.

XI - De l'interdiction d'exercer une activité

ART. 94.- 1) L'exercice d'un art, d'une profession, d'un métier ou de toute autre activité subordonnée à l'agrément de l'autorité ou à l'obtention d'un diplôme pourra être interdit à tout individu condamné à une peine criminelle ou délictuelle pour une infraction commise en violation de ses devoirs professionnels ou des obligations inhérentes à cette activité.

2) Lorsque l'activité peut être exercée indépendamment de toute condition ou autorisation, l'interdiction n'en pourra être prononcée que dans les cas prévus par la loi.

3) En matière de presse, le publicateur sera passible de l'interdiction encore bien que l'exercice de son activité ne soit pas soumis à autorisation. L'interdiction encourue par lui ou par le propriétaire emportera pour la même durée suspension du périodique.

ART. 95.- 1) L'interdiction aura une durée d'un mois à deux ans.

2) Elle pourra être prononcée à perpétuité si le délinquant avait été condamné à l'interdiction temporaire par une décision irrévocable expirée depuis moins de cinq ans, ou si le cas est prévu par une disposition légale expresse.

3) L'exercice de l'activité interdite, par personne interposée ou pour le compte d'autrui, sera puni d'un emprisonnement jusqu'à trois mois et d'une amende jusqu'à cent livres.

XII - De la privation du droit de port d'armes

ART. 96.- 1) La privation du droit de port d'armes peut être prononcée à perpétuité ou pour une durée de trois à quinze ans.

2) Quiconque encourt cette mesure ne peut obtenir un permis de détention ou de port d'armes.

L'autorisation dont il était titulaire devient caduque.

La taxe perçue ne sera pas remboursée.

ART. 97.- Toute condamnation à une peine criminelle ou délictuelle pour infraction commise au moyen d'une arme ou avec violence emporte privation du droit de port d'armes pendant trois ans, à moins qu'il n'en ait été disposé autrement par la sentence de condamnation.

XIII - De la confiscation réelle

ART. 98.- 1) Les choses dont la fabrication, la détention, la vente ou l'usage sont illicites seront confisquées alors mêmes qu'elles n'appartiendraient pas à l'inculpé ou au condamné ou que la poursuite n'aurait pas été suivie de condamnation.

2) Si la chose à confisquer n'avait pas été saisie, il sera impartie au condamné ou à l'inculpé un délai pour la représenter, sous peine d'en payer le double de la valeur arbitrée par le juge.

3) Le tribunal pourra, en cas de besoin, recourir à un expert pour l'estimation de la valeur à verser, qui sera recouvrée suivant la voie suivie pour le recouvrement de l'amende.

XIV - Le cautionnement préventif

ART. 99.- 1) Le cautionnement préventif consiste dans le dépôt d'une somme d'argent ou d'effets publics, dans la constitution d'une hypothèque ou dans l'engagement d'une caution solvable pour répondre de la bonne conduite du condamné ou prévenu une nouvelle infraction.

2) Il pourra être requis pour une année au moins et cinq années au plus, sauf disposition spéciale de la loi.

3) Le juge fixera, dans la sentence de condamnation, le montant de la somme à consigner ou de celle que devront couvrir l'hypothèque ou la caution. Elle ne pourra être inférieure à vingt cinq livres ni supérieure à deux mille livres.

ART. 100.- 1) La liberté surveillée sera substituée de plein droit, pour une égale durée, au cautionnement préventif, s'il n'est pas fourni avant la date fixée par le juge et au plus tard dans un délai de dix jours.

2) Si le cautionnement préventif a été requis d'une personne morale, il pourra être prélevé par voie de saisie. A défaut de biens susceptibles de couvrir la somme fixée sans arrêter l'activité légale de cette personne, la dissolution de celle-ci pourra être prononcée.

ART. 101.- Le cautionnement préventif pourra être requis:

a) En cas de condamnation pour menaces ou chantage.

b) En cas de condamnation pour provocation à un crime restée sans effet;

c) S'il y a lieu de craindre qu'un condamné se livre à de nouveau excès sur la personne ou sur les biens de la victime de l'infraction commise, ou sur ceux des membres de sa famille;

d) En cas de condamnation ou de libération conditionnelles;

e) En cas de condamnation d'une personne morale pour une infraction entraînant la mise en liberté surveillée.

ART. 102.- 1) Le cautionnement sera restitué, l'hypothèque radiée ou la caution libérée si le fait qu'ils étaient destinés à prévenir n'a pas été commis durant le délai d'épreuve.

2) Dans le cas contraire, le cautionnement sera réalisé et affecté, par ordre de préférence, aux réparations civiles, aux frais et aux amendes. Le surplus sera confisqué au profit de l'Etat.

XV - De la fermeture d'établissement

ART. 103.- 1) La fermeture de l'établissement dans lequel une infraction aura été commise par le tenancier ou avec son consentement pourra être prononcée pour un mois au moins et deux ans au plus si la loi l'autorise par une disposition expresse.

2) Elle emportera de plein droit, quel qu'en soit le motif, l'interdiction pour le condamné d'exercer la même activité ainsi qu'il est dit à l'article 94.

ART. 104.- 1) La fermeture d'un établissement ordonnée à raison de faits délictueux ou immoraux entraîne la prohibition d'exercer dans le même local la même activité, soit par le condamné, soit par un membre de sa famille, soit par un tiers ayant acquis ou loué l'établissement en connaissance de cause

2) Echappent à cette prohibition le propriétaire de l'immeuble et tous titulaires d'un privilège ou d'un droit de gage ou de créance sur l'établissement s'ils sont restés étrangers aux faits incriminés.

ART. 105.- Lorsque la fermeture de l'établissement est ordonnée parce que l'exploitation a été entreprise sans autorisation au domicile même de l'exploitant, celui-ci sera tenu d'évacuer les lieux, sans préjudice du droit d'ailleurs de bonne foi à la résiliation du bail et à tous dommages-intérêts.

ART. 106.- Si la dite mesure a été prononcée à raison de l'incapacité de l'exploitant, ses effets seront restreints à ce dernier.

ART. 107.- Seront passibles des peines de l'article 95, le condamné et toute tierce personne qui enfreindront les dispositions des articles précédents.

XVI - De la suspension et de la dissolution d'une entité juridique

ART. 108.- Tout syndicat, toute société ou association et toute entité juridique autres que les administrations publiques pourront être suspendus lorsqu'un crime ou un délit intentionnel puni de deux années d'emprisonnement au moins aura été commis par leurs directeurs, administrateurs, représentants ou agents agissant en leur nom ou utilisant les moyens qu'ils leur procurent.

ART. 109.- Pourront les mêmes entités, dans le cas de l'article précédent être dissoutes :

- a) Si elles ne se sont pas conformées aux formalités légales de constitution;
- b) Si elles ont été constituées dans un but contraire aux lois ou poursuivent en fait un tel but;
- c) Si elles ont contrevenu aux prescriptions légales prévues à peine de dissolution;
- d) Si elles avaient encouru la suspension par une décision irrévocable expirée depuis moins de cinq ans.

ART. 110.- 1) La suspension est prononcée pour un mois au moins et deux ans au plus. Elle entraîne la cessation de toute activité sociale même sous un autre nom ou avec d'autres directeurs ou administrateurs. Elle met obstacle à la cession de l'établissement, sous réserve des droits des tiers de bonne foi.

2) La dissolution entraîne la liquidation des biens de l'entité juridique. Elle rend les directeurs ou administrateurs et tous individus personnellement responsables de l'infraction incapables de constituer ou de diriger une entité semblable.

ART. 111.- Toute infraction aux dispositions qui précèdent sera punie d'un à six mois d'emprisonnement et de cinquante à mille livres d'amende.

XVII - De la computation des peines et des mesures de sûreté

ART. 112.- 1) La peine ou la mesure de sûreté d'un jour est de vingt-quatre heures.

Celle d'un mois est de trente jours.

Celle de plus d'un mois se compte de quantième à quantième d'après le calendrier grégorien.

2) Sauf en cas de condamnation à vingt-quatre heures, le détenu sera libéré l'avant-midi du dernier jour.

ART. 113.- 1) Toute peine privative ou restrictive de liberté compte du jour où l'exécution en est commencée en vertu de la condamnation devenue irrévocable.

2) En cas de concours de plusieurs peines privatives de liberté, la peine la plus grave sera exécutée la première.

3) En cas de concours de peines privatives de liberté et de peines restrictives de liberté, les premières seront d'abord exécutées.

ART. 114.- 1) La dégradation civique commence à courir du jour où la condamnation est devenue irrévocable. Si l'arrêt a été rendu par contumace elle compte du jour du procès-verbal du dernier affichage effectué en vertu de l'article 67.

2) L'interdiction de certains droits civiques prononcée à titre complémentaire par application de l'article 66 est subie à partir de l'expiration de la peine principale privative ou restrictive de liberté.

ART. 115.- 1) La sentence ordonnant l'internement dans un asile de sûreté produira ses effets immédiatement sans préjudice de toute autre peine ou mesure de sûreté privative ou restrictive de liberté.

2) Les mesures de sûreté privatives ou restrictives de liberté autres que l'internement dans un asile de sûreté seront exécutées après l'expiration des peines privatives de liberté.

3) Les peines restrictives de liberté seront exécutées après les mesures de sûreté privatives de liberté.

- 26 -

En cas de concours de mesures de sûreté privatives de liberté, les premières seront d'abord exécutées dans l'ordre suivant: l'internement dans un asile de sûreté, la relégation, le placement dans une maison de travail.

4) Toutefois l'expulsion sortira ses effets sans égard à toute autre mesure de sûreté et à toute peine privative de droits.

ART. 116.- 1) L'interdiction d'exercer une activité, l'interdiction du port d'armes et le cautionnement préventif seront exécutés après exécution des peines et des mesures de sûreté privatives de liberté.

2) Toutes autres mesures de sûreté privatives de droits ou d'ordre patrimonial produiront leurs effets du jour où la condamnation est devenue irrévocable.

ART. 117.- 1) La détention préventive sera toujours imputée sur la durée des peines privatives ou restrictives de liberté.

2) Elle viendra en déduction de l'amende ainsi qu'il sera prononcé par le juge en application des dispositions des articles 54, 62 et 64. Elle sera imputée sur la durée des mesures de sûreté privatives de liberté si le juge l'ordonne par une disposition expresse de la sentence de condamnation.

CHAPITRE III - DES MESURES D'EDUCATION

- Des mesures d'éducation en général

ART. 118.- Les mesures d'éducation sont applicables aux mineurs de sept à quinze ans.

Elles se répartissent en mesures tutélaires et mesures de correction.

Elles peuvent être prononcées pour une durée déterminée ou indéterminée.

ART. 119.- Les mesures tutélaires sont :

- 1°- La remise du mineur à ses parents,
- 2°- Sa remise à un de ses ascendants ou un autre membre de sa famille,
- 3°- Son placement hors de sa famille.

ART. 120.- Les mesures de correction sont :

- 1°- Le placement dans une maison de rééducation,
- 2°- Le renvoi dans un établissement disciplinaire.

II - Des mesures tutélaires

ART. 121.- 1) Le mineur peut être remis à ses père et mère ou à l'un d'eux, ou à son tuteur, s'ils présentent des garanties suffisantes de moralité et sont à même d'assurer son éducation selon les directives du délégué à la protection de l'enfance.

2) Le juge peut les requérir de fournir un cautionnement préventif pour la durée de la mesure prononcée.

3) Ils seront passibles d'une amende de dix à cinquante livres si le mineur commet une nouvelle infraction pendant qu'il est sous leur garde.

ART. 122.- 1) Lorsque les parents ne présentent pas des garanties suffisantes de moralité ou ne sont pas à même d'assurer l'éducation du mineur, celui-ci pourra être remis à un de ses ascendants ou à un autre membre de sa famille âgé de trente ans au moins.

2) La personne à laquelle le mineur a été remis doit s'engager à suivre les directives du délégué à la protection de l'enfance.

3) Elle sera passible de la peine prévue à l'article précédent si le mineur commet une nouvelle infraction qui soit imputable à une négligence dans son éducation ou sa surveillance.

ART. 123.- 1) A défaut de parents aptes à assurer l'éducation du mineur, celui-ci peut être remis à une personne charitable âgée de trente ans au moins, ou placé dans une famille digne de confiance ou dans une institution religieuse, communautaire ou sociale désignée par décret.

2) Le délégué à la protection de l'enfance surveillera l'éducation du mineur et donnera les directives utiles.

III - Des mesures de correction

ART. 124.- Les mineurs renvoyés dans une maison de rééducation seront retenus dans un établissement scolaire spécial.

Ils y recevront l'enseignement primaire, l'enseignement d'un métier et l'instruction physique, morale et religieuse.

ART. 125.- 1) Les mineurs renvoyés dans un établissement disciplinaire seront
détenus dans un local différent des lieux de détention des adultes.

2) Ils seront employés à l'un des métiers organisés dans l'établissement disciplinaire en tenant compte de leur âge et de leurs aptitudes physiques et intellectuelles. Leur instruction civile et religieuse sera complétée.

IV - Dispositions communes

ART. 126.- 1) Tout mineur passible d'une mesure d'éducation, s'il est épileptique, sourd-muet, alcoolique dypsomane, ou psychopathe, sera soumis au traitement qu'exige son état,

2) S'il est reconnu atteint d'aliénation mentale, il pourra être interné dans un quartier spécial de l'asile de sûreté jusqu'à l'âge de vingt et un ans révolus. Passé cet âge, il n'y sera retenu que s'il constitue un danger pour la paix publique.

ART. 127.- 1) Les mesures d'éducation autres que la remise aux père, mère, ou tuteur, entraînent la suspension du droit de ces derniers à la garde et à l'éducation du mineur.

2) Le droit de garde et d'éducation est exercé au nom du Tribunal tutélaire par la personne, le chef de famille, ou le directeur de l'institution, de la maison de rééducation ou de l'établissement disciplinaire à qui le mineur a été remis.

3) Le Tribunal tutélaire est le Tribunal de Paix pour les infractions qui sont du ressort de ce Tribunal, et le Tribunal Pénal de Première Instance pour toutes autres infractions.

ART. 128.- 1) Les père, mère ou toute autre personne à qui incombe l'obligation de subvenir aux frais d'entretien et d'éducation d'un mineur seront tenus de servir la pension fixée par le tribunal tutélaire.

2) Ces frais seront prélevés, en tout ou en partie, sur les revenus du mineur, s'il possède des biens ou des moyens de subsistance personnels, ou sur le produit de son travail conformément à l'article 57.

CHAPITRE IV - DES SANCTIONS CIVILES

I - Des différentes sanctions civiles

ART. 129.- Les sanctions civiles qui peuvent être prononcées par le juge répressif sont :

- a) Les restitutions,
- b) Les dommages-intérêts,
- c) La confiscation,
- d) La publication de la sentence,
- e) Les frais.

ART. 130.- 1) Les restitutions consistent dans le rétablissement de l'état de choses antérieur à l'infraction.

2) Elles doivent toujours être ordonnées d'office quand elles sont possibles.

3) La restitution de la chose qui est au pouvoir d'un tiers est régie par les dispositions du droit civil.

ART. 131.- Même en cas d'acquiescement, la juridiction répressive saisie de la poursuite de l'une des infractions prévues aux articles 675, 678 et 681 à 683 statuera d'office sur la réintégration à la masse des créanciers de tous biens, droits ou actions frauduleusement soustraits.

ART. 132.- 1) Les dommages-intérêts sont régis par les articles 170, 171, 172 du Code Civil.

2) Ils sont prononcés à la requête de la partie civile.

3) En cas d'acquiescement, ils peuvent être prononcés à la requête de l'inculpé ou de la partie citée comme civilement responsable si l'action de la partie civile est reconnue abusive.

ART. 133.- Le juge pourra ordonner que les dommages-intérêts accordés à raison d'un crime ou d'un délit ayant entraîné soit la mort, soit une incapacité permanente de travail, seront payés sous forme de rente viagère à la victime ou à ses héritiers qui le requièrent.

ART. 134.- 1) Les choses susceptibles d'être confisquées aux termes de l'article 69 peuvent être adjugées à la partie civile qui le demande à compte ou à concurrence de ses dommages-intérêts.

2) Si la chose confisquée n'a pas été saisie, le juge pourra, sur la demande de la partie civile, en ordonner la représentation sous peine d'une astreinte conformément à l'article 214 du Code Civil ou condamner le coupable à en payer la contrevaletur.

1) Le juge pourra, à la requête de la partie civile et si celle-ci l'exige, ordonner la publication de la condamnation ou par extrait dans un ou plusieurs journaux aux frais du condamné.

2) Il pourra, à la requête de l'inculpé et si l'intérêt de celui-ci l'exige, ordonner la publication, dans les mêmes conditions, du jugement d'acquiescement, aux frais de la partie civile dont l'action aura été reconnue abusive.

ART. 136.- Les frais sont à la charge de la partie qui succombe.

1) En cas de pluralité de condamnés, ils sont dus à parts égales moins que le juge n'en décide autrement.

2) Tous frais frustratoires demeurent exclusivement à la charge de celui qui les a occasionnés même s'il n'a pas succombé.

3) Sauf les dispositions spéciales du Code de Commerce relatives à la poursuite pour faillite.

4) Le Ministère public applique la règle du fractionnement prévue à l'article 53 aux taxes et frais judiciaires.

5) Le demandeur ou la partie plaignante sera exempté des taxes et frais si l'infraction qui a provoqué l'instruction a été effectivement commise sans que l'enquête ait pu en déceler l'auteur.

6) En cas de décès, d'absence ou d'incapacité du condamné, les taxes et frais seront recouvrés par les soins du Ministère des Finances conformément à la loi sur le recouvrement des deniers publics.

ART. 137.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

1) La partie civile qui s'est désistée dans les 48 heures de l'acquisition de cette qualité, n'est pas tenue des frais exposés depuis la signification de son désistement au Ministère Public et à l'inculpé.

2) Les frais nés de l'action civile quand celle-ci a été déclarée non recevable restent à la charge de la partie civile dans la mesure où ils n'ont pas concouru utilement à la poursuite.

II - Dispositions communes

ART. 138.- 1) Toute infraction qui cause à autrui un dommage soit matériel, soit moral, oblige son auteur à réparation.

2) L'auteur d'une infraction qui bénéficie d'une cause de non imputabilité n'échappe pas aux sanctions civiles.

ART. 139.- L'aliéné ou le mineur qui a agi sans discernement n'est tenu des dommages-intérêts qu'à défaut des personnes devant répondre de leur fait ou en cas d'insolvabilité de ces dernières.

Les dommages-intérêts sont arbitrés par le juge en considération de la situation des parties ainsi qu'il est dit au paragraphe 2 de l'article 165 du Code Civil.

ART. 140.- L'infraction commise en état de nécessité oblige civilement celui au profit duquel elle a eu lieu dans la mesure du préjudice qu'il a évité.

ART. 141.- 1) L'obligation de restituer est indivisible.

2) Les autres sanctions civiles sont encourues solidairement par toutes les personnes condamnées pour une même infraction.

3) La solidarité ne s'étend aux infractions connexes que si elles ont été commises dans un but commun.

4) Elle ne s'étend aux frais que si les individus condamnés pour une même infraction ont été poursuivis dans une même procédure. Le juge pourra toujours dispenser de la solidarité tous condamnés aux frais.

ART. 142.- (Tel que modifié par la Loi N° 120 du 26.7.1951 et par le D. L. N° 81 du 20.6.1963).

Les personnes responsables civilement et les sociétés d'assurance seront citées et tenues solidairement avec l'auteur de l'infraction des restitutions et des frais dûs à l'Etat et, si la partie civile le demande, de toutes autres sanctions civiles.

Dans tous les cas, les frais d'assistance, de traitement, d'opérations chirurgicales, de séjour de la victime dans les hôpitaux du Gouvernement devront être ordonnés au profit de l'Etat.

ART. 143.- En cas de poursuite devant le Tribunal correctionnel ou la Cour d'appel pour l'un des délits prévus au chapitre de la contrefaçon ou au chapitre de la faillite, ou devant la Cour criminelle pour une infraction quelconque, la juridiction répressive pourra, en prononçant l'acquiescement, condamner le prévenu ou l'accusé à toutes sanctions civiles requises par la partie lésée si le fait poursuivi constitue un acte illicite.

ART. 143.- En cas de concurrence de l'amende avec les sanctions civiles sur les biens insuffisants du condamné, l'attribution du produit de l'exécution se fera dans l'ordre suivant:

- a) Les sanctions civiles prononcées au profit de la partie lésée;
- b) Les frais dûs à l'Etat;
- c) L'amende.

ART. 145.- Le paiement des dommages-intérêts et des frais peut être échelonné conformément aux dispositions du paragraphe 2 de l'article 344 du Code Civil.

ART. 146.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

L'exécution des sanctions civiles à l'exception de la publication des restitutions, peut être poursuivie par la voie de la contrainte par corps conformément au Code de Procédure civile. En cas de condamnation solidaire, le condamné ne peut être contraint que pour sa part contributive.

La contrainte par corps ne sera pas exercée pendant le délai d'épreuve du sursis et de la libération conditionnelle.

Les contraintes seront gardées dans les lieux spéciaux.

CHAPITRE V.- DE L'EXTINCTION DES CONDAMNATIONS PÉNALES

- Généralités.

ART. 147.- Les causes qui éteignent les condamnations pénales ou en font cesser ou suspendre l'exécution sont :

- 1°) La mort du condamné,
- 2°) L'amnistie,
- 3°) La grâce,
- 4°) La rémission de la partie lésée,
- 5°) La réhabilitation,
- 6°) La prescription,
- 7°) Le sursis,
- 8°) La suspension conditionnelle de la condamnation.

ART. 148.- Les causes qui éteignent les condamnations pénales ou en font cesser ou suspendre l'exécution n'ont point d'effet sur les sanctions civiles qui restent régies par les dispositions du Code Civil.

II - De la mort du condamné.

ART. 149.- 1) La mort du condamné éteint toutes les conséquences pénales de la condamnation.

2) Elle met obstacle au recouvrement des amendes, à la publication et à l'affichage de la condamnation prononcés par application des articles 67 et 68.

3) Elle n'a point d'effet sur la confiscation personnelle lorsque les choses confisquées ont été attribuées à la partie civile, sur la confiscation réelle, ni sur la fermeture d'établissement à caractère réel prévue par l'article 104.

III - De l'amnistie

ART. 150.- 1) L'amnistie émane du pouvoir législatif.

2) Elle éteint toute peine principale, accessoire ou complémentaire.

3) Elle ne s'étend aux mesures de sûreté et aux mesures d'éducation qu'en vertu d'une disposition expresse de la loi qui l'accorde.

4) Les amendes recouvrées et les choses confisquées en vertu de l'article 69 ne sont pas restituées.

IV - De la grâce.

ART. 151.- 1) La grâce est accordée par le Chef de l'Etat après avis de la Commission des Grâces.

2) Le condamner ne peut en refuser le bénéfice.

3) (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

Elle peut être conditionnelle. Elle peut notamment être subordonnée à une ou plusieurs des obligations prévues à l'article 169.

4) Lorsque le fait commis est un crime, le délai maximum dans lequel la partie civile doit être dédommée par application de l'article 169; sera de trois ans.

ART. 152.- 1) La grâce est individuelle.

2) Elle peut consister en une commutation de peine ou une remise totale ou partielle d'une peine ou d'une mesure de sûreté.

3) Elle ne s'étend aux peines accessoires ou complémentaires et aux mesures de sûreté prononcées accessoirement à une peine principale qu'en vertu d'une disposition expresse du décret qui l'accorde.

ART. 153.- 1) Nul ne peut obtenir sa grâce s'il n'est condamné irrévocablement.

2) Le sursis et la suspension conditionnelle de la condamnation ne mettent pas obstacle à l'obtention de la grâce.

ART. 154.- 1) La remise de la peine ou de la mesure de sûreté équivaut à son exécution.

2) L'effet de la peine remise ou commuée subsiste pour l'application des dispositions concernant le sursis, la suspension conditionnelle de la condamnation, la réhabilitation, la récidive et la délinquance d'habitude.

ART. 155.- Perd le bénéfice de la grâce tout condamné qui se rend coupable d'une nouvelle infraction le rendant passible des peines de la récidive, ou qui est convaincu par décision de justice d'avoir enfreint une des obligations imposées en vertu de l'article 151.

V - De la rémission de la partie lésée.

ART. 156.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

1) La rémission accordée par la victime, dans les cas où la loi subordonne l'introduction de l'action publique à la plainte ou à la constitution de la partie civile éteint l'action publique et suspend l'exécution des peines, sauf stipulation contraire de la loi.

2) Les peines faisant l'objet d'un jugement ayant acquis la force de la chose jugée avant la rémission ne cessent pas de compter pour l'application des dispositions concernant le sursis, la suspension conditionnelle de la condamnation, la réhabilitation, la récidive et la délinquance d'habitude.

3) La rémission n'a point d'effet sur les mesures de sûreté et les mesures d'éducation.

ART. 157.- 1) La rémission peut se déduire de tout acte impliquant le pardon de la victime ou la réconciliation des parties.

2) Elle est irrévocable et inconditionnelle.

3) La rémission accordée à l'un des condamnés profite aux autres.

4) En cas de pluralité des parties civiles, elle n'a d'effet sur la peine que si elle est consentie par la totalité des dites parties.

VI - De la réhabilitation

ART. 158.- La réhabilitation peut être accordée par décision de justice à tout condamné à une peine criminelle ou délictuelle s'il satisfait aux conditions suivantes :

a) Qu'un délai de sept ans ou de trois ans, selon qu'il a été condamné à une peine criminelle ou délictuelle soit écoulé depuis qu'il a subi ou prescrit sa peine, et, le cas échéant, la mesure de sûreté privative de liberté qui l'accompagnait.

Si la peine prononcée est la dégradation civique, le délai court du jour où l'arrêt est devenu irrévocable et, en cas de condamnation à l'emprisonnement complémentaire, du jour de l'expiration de cette peine.

Si la peine prononcée est l'amende, le délai court du jour du paiement ou de l'expiration de l'emprisonnement substitué.

Lorsque le condamné est en état de récidive légale, ou a bénéficié d'une précédente réhabilitation, le délai est porté au double.

b) Qu'il n'ait pas encouru une condamnation nouvelle à une peine criminelle ou délictuelle.

Toute nouvelle condamnation à l'une de ces peines interrompt le cours du délai.

c) Que les sanctions civiles portées dans la sentence de condamnation aient été exécutées, remises ou prescrites, ou que le condamné établisse avoir été hors d'état de s'en acquitter.

Le banqueroutier doit justifier du paiement du passif en capital, intérêt et frais, ou de la remise qui lui en a été faite.

d) Qu'il soit établi, tant par les registres des lieux de détention que par une enquête sur la conduite du condamné après sa libération, qu'il s'est effectivement amendé.

ART. 159.- 1) Tout condamné à une peine délictuelle privative^{ou}/restrictive de liberté sera réhabilité de plein droit s'il n'a pas encouru dans un délai de sept ans compté du jour de l'expiration de sa peine une condamnation nouvelle à l'emprisonnement, à la résidence forcée ou à une peine plus grave.

2) Tout condamné à l'amende délictuelle sera réhabilité de plein droit s'il n'a pas encouru une condamnation nouvelle à l'amende délictuelle ou à une peine plus grave dans un délai de cinq ans compté à partir du paiement ou de l'expiration de l'emprisonnement substitué.

ART. 160.- 1) La réhabilitation fait cesser pour l'avenir les effets de l'ensemble des condamnations prononcées. Les peines accessoires ou complémentaires, les mesures de sûreté et les incapacités qui en résultaient sont éteintes.

2) Les dites condamnations ne peuvent compter désormais pour la récidive et la délinquance d'habitude ni mettre obstacle à l'octroi du sursis.

VII - De la prescription

ART. 161.- 1) La prescription met obstacle à l'exécution des peines et des mesures de sûreté.

2) Sont néanmoins imprescriptibles les peines et les mesures de sûreté privatives de droits, l'interdiction de séjour et la confiscation pécuniaire.

ART. 162.- 1) La peine de mort et les peines criminelles perpétuelles se prescrivent par vingt-cinq ans.

2) Les peines criminelles temporaires se prescrivent par un temps double de celui fixé par la Cour pour leur durée, sans toutefois que ce temps puisse excéder vingt ans ni être inférieur à dix ans.

3) Toute autre peine criminelle se prescrit par dix ans.

4) La prescription court du jour de l'arrêt s'il est rendu par contumace, et du jour où le condamné s'est soustrait à l'exécution s'il est contradictoire.

Lorsque le condamné s'est soustrait à l'exécution d'une peine privative ou restrictive de liberté, la durée de la peine subie sera pour moitié imputée sur la durée de la prescription.

ART. 163.- 1) Les peines délictuelles se prescrivent par temps double de celui fixé par le juge pour leur durée, sans toutefois que ce temps puisse excéder dix ans ni être inférieur à cinq ans.

2) Toute autre peine délictuelle se prescrit par cinq ans.

3) La prescription court :

En cas de condamnation contradictoire, du jour de la sentence si elle est en dernier ressort, et du jour où elle a acquis force de chose jugée si elle a été rendue en première instance.

En cas de condamnation par défaut, du jour de la signification à la personne ou à domicile.

Si le condamné est détenu, du jour où il s'est soustrait à l'exécution. Dans ce cas, la peine subie sera pour moitié imputée sur la durée de la prescription.

ART. 164.- Les peines contraventionnelles se prescrivent par deux années qui commencent à courir ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

ART. 165.- 1) Les mesures de sûreté se prescrivent dans le délai de trois ans.

2) La prescription ne commence à courir que du jour où la mesure de sûreté est devenue exécutoire par application des articles 115 et 116 où par la prescription de la peine qu'elle accompagnait.

Le tout sauf décision du juge avant l'expiration d'un délai de sept ans compté comme il est dit ci-dessus, constatant que le condamné n'a pas cessé de présenter un danger pour la paix publique, auquel cas il ordonnera que la mesure de sûreté sera ramenée à exécution.

ART. 166.- Aucune mesure d'éducation demeurée inexécutée pendant un an ne sera subie sans une nouvelle décision du tribunal tutélaire, sur demande du Ministère Public.

ART. 167.- 1) La prescription se compte de date à date, exclusion faite du premier jour.

2) Elle est suspendue par tout obstacle de droit ou de fait empêchant l'exécution de la peine ou de la mesure, hors celui qui résulte de la volonté du condamné.

3) Elle est interrompue :

a) Par la représentation du condamné ou par tout acte de l'autorité compétente fait en vue de l'exécution.

b) Si le condamné commet une nouvelle infraction de même gravité que celle qui a entraîné la peine ou la mesure ou une infraction plus grave.

En aucun cas le délai de la prescription ne pourra être prolongé au delà du double.

VIII - Du sursis

ART. 168.- 1) En prononçant une peine délictuelle ou contraventionnelle, le juge peut ordonner qu'il sera sursis à son exécution si le condamné n'a pas antérieurement encouru une peine de même nature ou une peine plus grave.

2) Le sursis à l'exécution de la peine ne peut être accordé au condamné qui n'a pas en Syrie un domicile réel ou dont l'expulsion a été ordonnée par le juge ou par l'autorité administrative.

3) Le sursis ne suspend pas l'exécution des peines complémentaires ou accessoires ni celle des mesures de sûreté.

ART. 169.- Le juge peut subordonner l'octroi du sursis à une ou plusieurs des obligations suivantes :

1°- Que le condamné fournisse un cautionnement préventif.

2°- Qu'il soit soumis au patronage.

3°- Que la partie civile soit dédommée en tout ou en partie dans un délai qui n'excèdera pas deux ans si le fait constitue un délit et six mois s'il constitue une contravention.

ART. 170.- Perd le bénéfice du sursis tout individu qui, dans un délai de cinq ou de deux ans, selon qu'il avait été condamné à une peine délictuelle ou contraventionnelle, se rend coupable d'une nouvelle infraction pour laquelle il est condamné à une peine de même nature ou à une peine plus grave, ou est convaincu par décision de justice d'avoir enfreint une des obligations imposées par le juge en vertu de l'article précédent.

ART. 171.- 1) Si le sursis n'a pas été révoqué, la condamnation sera, à l'expiration du délai d'épreuve, réputée non avenue. Les peines complémentaires et les mesures de sûreté autres que l'internement dans un asile de sûreté, la confiscation réelle et la fermeture d'établissement prévue à l'article 104, cesseront d'avoir effet.

2) Cependant le sursis pourra être révoqué même après l'expiration du délai d'épreuve si l'action en révocation ou la poursuite du chef de la nouvelle infraction avaient été exercés auparavant.

IX - De la suspension de la condamnation

ART. 172.- 1) Tout condamné à une peine privative ou restrictive de liberté criminelle ou délictuelle peut être libéré par le juge après avoir subi les trois quarts de sa peine s'il est établi qu'il s'est effectivement amendé.

2) La peine subie ne peut toutefois être inférieure à neuf mois.

3) En cas de condamnation à perpétuité, le condamné peut être libéré après vingt années d'incarcération.

ART. 173.- 1) La suspension de la peine ne peut être accordée si le condamné doit subir en fin de peine une mesure de sûreté privative de liberté.

Elle n'a point d'effet sur les peines accessoires et complémentaires.

3) Les condamnés aux travaux forcés et à la détention restent soumis à l'interdiction légale jusqu'à l'expiration de leur peine à moins que le juge n'en décide autrement.

ART. 174.- La relégation, le placement dans une maison de travail, l'interdiction de séjour et la liberté surveillée peuvent être suspendus par le juge après un temps d'épreuve égal à la moitié de la mesure prononcée sans que ce temps puisse être moindre que le minimum légal de cette mesure, si le condamné présente des signes certains de réadaptation sociale.

ART. 175.- 1) La suspension conditionnelle d'une peine ou d'une mesure de sûreté privative de liberté peut être subordonnée à la mise en liberté surveillée durant le temps d'épreuve lorsque le condamné n'a pas été soumis à cette mesure par la sentence de condamnation.

2) Elle peut être subordonnée à une ou plusieurs des obligations prévues par l'article 169. Le délai maximum dans lequel la partie civile doit être dédommée sera de trois ans si le fait constitue un crime. Il n'excèdera en aucun cas la durée restant à courir de la peine ou de la mesure de sûreté suspendue.

- 40 -

ART. 176.- La peine ou la mesure de sûreté sera remise à exécution si, avant qu'elle ne soit expirée, le condamné commet une nouvelle infraction pour laquelle il est condamné à une peine criminelle ou délictuelle ou s'il est établi par décision de justice qu'il s'est soustrait à la liberté surveillée, a enfreint une des obligations imposée en vertu de l'article précédent.

ART. 177.- 1) Au jour de l'expiration de la peine ou de la mesure de sûreté, celles-ci seront censées avoir été subies si la suspension conditionnelle n'a pas été révoquée.

2) La révocation pourra toutefois être prononcée après l'expiration de la peine ou de la mesure de sûreté si la poursuite du chef de la nouvelle infraction ou l'action en révocation avaient été exercées antérieurement.

TITRE III

DE L'INFRACTION

CHAPITRE I - DE L'ELEMENT LEGAL DE L'INFRACTION

I - De la qualification légale

ART. 178.- 1) L'infraction est qualifiée crime, délit ou contravention selon qu'elle est punie d'une peine criminelle, délictuelle ou contraventionnelle.

2) La qualification légale est déterminée en considération du maximum de la peine la plus grave portée par la loi.

ART. 179.- La substitution à la peine portée par la loi d'une peine moins grave par suite de l'admission de circonstances atténuantes ne modifie pas la qualification légale.

II - Du concours idéal d'infractions

ART. 180.- 1) Lorsqu'un fait comporte plusieurs qualifications, celles-ci seront toutes relevées, sauf au juge à appliquer la peine la plus grave.

2) Néanmoins, lorsqu'un fait qui tombe sous l'application d'une disposition générale de la loi pénale est incriminé par un texte spécial, ce dernier texte lui sera appliqué.

ART. 181.- 1) Un même fait ne peut donner lieu qu'à une poursuite.

2) Toutefois, si après une première poursuite l'aggravation des conséquences délictueuses du fait le rend susceptible d'une qualification plus grave, il sera poursuivi sous la nouvelle incrimination et la peine la plus forte sera subie. Si la peine antérieurement prononcée était exécutée, elle sera imputée sur la nouvelle peine.

ART. 182. DE L'INFRACTION

III - Des causes de justification

ART. 182.- Il n'y a pas d'infraction lorsque le fait a été commis dans l'exercice non abusif d'un droit.

ART. 183.- 1) Constitue l'exercice d'un droit le fait commandé par la nécessité actuelle de défendre contre une agression injuste et non provoquée, sa personne ou ses biens et la personne ou les biens d'autrui.

2) La personne physique et la personne morale sont également protégées.

3) S'il y a eu excès dans la défense, l'auteur de l'infraction pourra être exempté de peine dans les conditions énoncées à l'article 228.

ART. 184.- 1) Il n'y a pas d'infraction lorsque le fait a été accompli en vertu d'une disposition de la loi ou sur l'ordre légitime de l'autorité.

2) Si l'ordre donné était illégal, l'agent serait justifié au cas où la loi ne lui permettait pas d'en vérifier la légalité.

ART. 185.- 1) Il n'y a pas d'infraction lorsque le fait était autorisé par la loi.

2) Sont autorisées:

a) Les corrections infligées aux enfants par leurs parents ou leurs maîtres dans la mesure où elles sont tolérées par le commun usage;

b) Les opérations chirurgicales et les traitements médicaux pratiqués selon les préceptes de l'art et, sauf le cas d'urgence, du consentement du patient ou de ses représentants légaux;

c) Les violences commises au cours d'exercices sportifs si les règles du jeu ont été respectées.

- 42 -

ART. 186.- Il n'y a pas d'infraction lorsqu'un fait incriminé en tant qu'il constitue une atteinte à la volonté d'autrui a été commis avec le motif légitime, préalable ou concomitant de celui-ci.

CHAPITRE II - DE L'ÉLÉMENT MORAL DE L'INFRACTION

I - De l'intention

ART. 187.- L'intention consiste dans la volonté de commettre une infraction telle qu'elle est définie par la loi.

ART. 188.- L'infraction est réputée intentionnelle encore bien que l'effet dommageable de l'action ou de l'omission ait dépassé l'intention de l'auteur si celui-ci en avait prévu l'éventualité et accepté le risque.

ART. 189.- Il y a faute lorsque le fait dommageable a été le résultat de la négligence, de l'imprudence ou de l'inobservation des lois ou règlements.

ART. 190.- L'infraction est inintentionnelle soit que l'agent n'ait pas prévu l'effet de son action ou de son inaction fautives mais pouvait ou devait le prévoir, soit qu'il l'ait prévu mais a cru pouvoir l'éviter.

II - Du mobile

ART. 191.- 1) Le mobile est le motif déterminant de l'agent ou le but final qu'il se propose.

2) Il n'est un élément de l'incrimination que dans les cas déterminés par la loi.

ART. 192.- Lorsque le juge reconnaît que le mobile était honorable, il appliquera les peines suivantes :

Au lieu de la peine ^{de} mort, la détention perpétuelle;

Au lieu des travaux forcés à perpétuité, la détention perpétuelle à temps ou à temps pour quinze ans;

Au lieu des travaux forcés à temps, la détention à temps;

Au lieu de l'emprisonnement avec obligation au travail, l'emprisonnement simple.

Le juge pourra en outre exonérer le condamné de l'affichage et de la publication de la condamnation édictés à titre de peine.

ART. 193.- Si une infraction punie de la détention perpétuelle ou à temps, ou de l'emprisonnement simple, a été inspirée par un mobile lâche ou égoïste, le juge substituera :

A la détention perpétuelle, les travaux forcés à perpétuité.

A la détention à temps, les travaux forcés à temps;

A l'emprisonnement simple, l'emprisonnement avec obligation au travail.

ART. 194.- Lorsqu'une infraction contre laquelle n'est pas comminée une peine d'amende a été commise par esprit de lucre, la dite peine sera prononcée concurremment avec celle édictée par la loi.

III - Des infractions politiques

ART. 195.- 1) Sont politiques toutes infractions intentionnelles dont l'auteur s'est déterminé par un mobile politique.

2) Sont également politiques toutes infractions dirigées contre les droits politiques de la communauté et des individus, à moins que l'agent n'ait obéi à un mobile égoïste et vil.

ART. 196.- 1) Sont réputées politiques les infractions complexes ou connexes à des infractions politiques, à moins qu'il ne s'agisse des crimes les plus graves au point de vue de la morale et du droit commun, tels que les meurtres, les blessures graves, les attentats aux propriétés par incendie, explosion, inondation, les vols graves, notamment ceux commis à main armée et avec violence, ainsi que les tentatives de ces crimes.

2) En cas de guerre civile ou d'insurrection, les dites infractions complexes ou connexes ne sont réputées politiques que lorsqu'elles ne sont point défendues par les usages de la guerre et ne constituent pas des actes de barbarie ou de vandalisme.

ART. 197.- 1) Lorsque le juge reconnaît à l'infraction le caractère politique, il appliquera les peines suivantes:

Au lieu de la peine de mort ou des travaux forcés à perpétuité, la détention perpétuelle;

Au lieu des travaux forcés à temps, la détention à temps, le bannissement, la résidence forcée criminelle ou la dégradation civique;

Au lieu de l'emprisonnement avec obligation au travail, l'emprisonnement simple ou la résidence forcée délictuelle.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux infractions contre

199.- Lorsque le juge reconnaît qu'une infraction punie d'une peine que a été commise par un noble égoïste ou vil, il substituera à la établie par la loi celle qui lui correspond aux termes de l'article 199.

La peine de la détention perpétuelle ne pourra toutefois être écartée qu'en celle des travaux forcés à perpétuité.

CHAPITRE III - DE L'ELEMENT MATERIEL DE L'INFRACTION

I. - De la tentative

199.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

1) Toute tentative de crime manifestée par des actes tendant directement à le commettre, si elle n'a été suspendue que par des circonstances indépendantes de la volonté de son auteur, sera considérée comme le crime

2) Toutefois, les peines portées par la loi pourront être abaissées ainsi qu'il suit :

A la peine de mort pourront être substitués les travaux forcés à perpétuité, ou les travaux forcés à temps de dix à vingt ans; aux travaux forcés à perpétuité, les travaux forcés à temps pour sept ans au moins et à la détention perpétuelle, la détention à temps pour sept ans au moins. Toute autre peine pourra être réduite de la moitié aux deux tiers.

3) Si l'auteur de la tentative suspend volontairement son action, il ne sera puni que pour les actes accomplis qui, par eux-mêmes, constituent des infractions.

200.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

Lorsque tous les actes tendant à la perpétration du crime auront été accomplis, mais auront manqué leur effet, par suite de circonstances indépendantes de la volonté de leur auteur, les peines pourront être abaissées ainsi qu'il suit :

A la peine de mort pourront être substitués les travaux forcés à perpétuité ou les travaux forcés à temps de douze à vingt ans. Aux travaux forcés à perpétuité, les travaux forcés à temps de dix à vingt ans et à la détention perpétuelle, la détention à temps de dix à vingt ans. Toute autre peine pourra être réduite jusqu'à concurrence de la moitié.

Les peines portées au présent article pourront être réduites jusqu'aux deux tiers si l'agent a empêché volontairement le résultat de son action.

ART. 201.- 1) La tentative de délit et le délit manqué ne sont punissables que dans les cas déterminés par une disposition spéciale de la loi.

2) La peine prévue pour le délit consommé pourra être réduite jusqu'à concurrence de la moitié ou du tiers suivant que le délit a été tenté ou manqué.

ART. 202.- 1) La tentative est punissable alors même que le but recherché ne pouvait être atteint à raison d'une circonstance de fait ignorée de l'auteur.

2) Celui-ci ne sera pas cependant puni s'il a agi par défaut d'intelligence.

3) Ne sera pas non plus puni celui qui aura commis un fait dans la supposition erronée qu'il constitue une infraction.

II - Du concours de causes

ART. 203.- 1) Le rapport de causalité entre l'action ou l'omission et l'effet délictueux n'est pas exclu par le concours d'autres causes préexistantes, simultanées ou postérieures, même si celles-ci étaient inconnues de l'auteur ou indépendantes de son fait.

2) Il en est autrement si la cause postérieure en concours est indépendante et suffisante en soi pour produire l'effet délictueux. L'agent n'encourt dans ce cas que la peine de son propre fait.

III - Du concours matériel d'infractions

ART. 204.- 1) En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, une peine sera prononcée pour chaque infraction et la peine la plus forte sera seule subie.

2) Le cumul des peines prononcées pourra cependant être ordonné sans que la durée totale des peines temporaires dépasse de la moitié le maximum de la peine applicable à l'infraction la plus grave.

3) S'il n'a pas été statué sur la confusion ou le cumul des peines prononcées au cours d'une ou de plusieurs poursuites, le juge en est saisi pour être ordonné ce qu'il appartiendra.

Art. 205.- 1) Lorsque, au lieu de la personne visée, l'infraction en a atteint une autre, l'agent sera puni comme s'il avait commis le fait au préjudice de la personne qu'il avait en vue.

2) Si les deux personnes ont été atteintes, la peine déterminée comme il est dit à l'alinéa précédent, pourra être augmentée de la moitié.

Art. 206.- Les peines contraventionnelles seront obligatoirement cumulées.

Art. 207.- 1) Les peines complémentaires et les mesures de sûreté seront cumulées nonobstant la confusion des peines principales, à moins que le juge n'en décide autrement.

2) Les peines accessoires seront cumulées de plein droit en cas de cumul des peines principales auxquelles elles sont attachées.

IV - De la publication

Art. 208.- Sont considérés comme moyens de publication :

1°) Les actes et gestes lorsqu'ils ont eu lieu dans un endroit public, ouvert ou exposé au public, ou que, par la faute de l'agent, ils ont été vus par une personne étrangère à l'action.

2°) Les paroles ou cris lorsqu'ils ont été soit proférés, soit reproduits par des moyens mécaniques, de manière à être entendus, dans l'un et l'autre cas, par une personne étrangère au fait.

3°) Les écrits, dessins, peintures, photographies, films, emblèmes, ou images quelconques s'ils ont été exposés dans un lieu public, ouvert ou exposé au public, ou s'ils ont été vendus ou mis en vente, ou distribués à une ou plusieurs personnes.

TITRE IV

DE LA RESPONSABILITESECTION I - DES PERSONNES RESPONSABLES

CHAPITRE I - DE L'AGENT DE L'INFRACTION

ART. 209.- 1) Nul individu ne peut être condamné à une peine s'il n'a agi avec conscience et volonté.

2) Les entités juridiques sont pénalement engagées par les actes de leurs directeurs, administrateurs, représentants et agents, lorsque ces actes ont été accomplis au nom des dites entités ou avec les moyens qu'elles leur procurent.

3) Elles ne peuvent être condamnées qu'à l'amende, à la confiscation et à la publication de la sentence.

Lorsqu'une peine principale autre que l'amende est portée par la loi, elle sera remplacée à l'encontre de l'entité juridique par cette dernière peine dans les limites établies par les articles 53, 60 et 63.

ART. 210.- 1) Nul ne peut être soumis à une mesure de sûreté s'il ne constitue un danger pour la paix publique.

Les mesures de sûreté sont prononcées après constatation de l'état de danger, sauf les cas où cet état est présumé par la loi.

2) Est considérée socialement dangereuse la personne physique ou l'entité juridique qui s'est rendue coupable d'une infraction quand il est à craindre qu'elle commette d'autres faits réprimés par la loi.

3) Les entités juridiques ne peuvent encourir que des mesures de sûreté réelles.

CHAPITRE II - DE LA PARTICIPATION CRIMINELLE

I - De l'auteur

ART. 211.- L'auteur d'une infraction est celui qui en a réalisé les éléments constitutifs ou qui a coopéré directement à leur exécution.

ART. 212.- 1) Chacun des co-auteurs d'une infraction est passible de la peine qui est attachée par la loi.

2) Est aggravée dans les conditions posées par l'article 247, la peine de celui qui a organisé la coopération à l'infraction ou dirigé l'activité des personnes qui y ont participé.

ART. 213.- Sont co-auteurs de l'infraction commise par paroles reproduites à l'aide de moyens mécaniques ainsi qu'il est dit à l'article 208, ou de l'infraction commise par l'un des moyens énoncés au dit article, 3° alinéa, l'auteur des paroles ou de l'écrit et le publicateur, sauf à l'auteur l'obligeant la publication a eu lieu sans son consentement.

ART. 214.- Lorsque l'infraction aura été commise par la voie de la presse, sera réputé publicateur le directeur de la publication et, à son défaut, le rédacteur ou rédacteur en-chef du périodique.

ART. 215.- 1) Les circonstances réelles entraînant aggravation, atténuation ou exemption de peine ont effet à l'égard de chacun des co-auteurs de l'infraction et de leurs complices.

2) Il en est de même des circonstances aggravantes personnelles ou mixtes qui ont servi à faciliter l'infraction.

3) Toute autre circonstance n'a effet qu'à l'égard de la personne qu'elle concerne.

II - De l'instigateur

ART. 216.- 1) Est considéré comme instigateur quiconque détermine ou tente de déterminer, par quelque moyen que ce soit, une autre personne à commettre une infraction.

2) La responsabilité de l'instigateur est indépendante de celle de la personne qu'il a engagée à commettre l'infraction.

ART. 217.- 1) L'instigateur encourt la peine de l'infraction qu'il se proposait de faire commettre, que celle-ci ait été consommée, tentée ou manquée.

2) Si l'instigation à commettre un crime ou un délit n'a pas été suivie d'effet, la peine sera réduite dans la mesure établie par l'article 219, 2° à 4° alinéas.

3) L'instigation à commettre une contravention qui n'a pas été agréée n'est pas punissable.

4) Les mesures de sûreté sont applicables à l'instigateur comme s'il avait été l'auteur de l'infraction.

III - Des complices et des recéleurs

ART. 218.- Seront considérés comme complices d'un crime ou d'un délit :

a) Ceux qui auront donné des instructions pour le commettre, même si ces instructions n'ont pas servi à l'action;

b) Ceux qui auront raffermi la résolution de l'auteur par quelque moyen que ce soit;

c) Ceux qui, dans un intérêt matériel ou moral, auront accepté la proposition de l'auteur de commettre l'infraction;

d) Ceux qui auront aidé ou assisté l'auteur dans les faits qui ont préparé ou facilité l'infraction, ou dans ceux qui l'ont consommée;

e) Ceux qui, s'étant convenus avec l'auteur ou un autre complice préalablement à la perpétration de l'infraction, auront contribué à en faire disparaître les traces à recéler ou écouler les choses qui en seront provenues ou à soustraire aux recherches de la justice un ou plusieurs de ceux qui y auront participé;

f) Ceux qui, connaissant la conduite criminelle des malfaiteurs exerçant des brigandages ou des violences contre la sûreté de l'Etat, la sécurité publique, les personnes ou les propriétés, leur auront fourni nourriture ou logement, lieu de retraite ou de réunion.

ART. 219.- 1) Le complice sans le concours duquel l'infraction n'aurait pas été commise sera puni comme s'il en avait été lui-même l'auteur.

2) (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

Les autres complices encourront les travaux forcés à perpétuité ou à temps de douze à vingt ans, si l'auteur est puni de la peine de mort.

Si la peine portée contre ce dernier est les travaux forcés à perpétuité ou à la détention perpétuelle, ils seront passibles de la même peine non inférieure à dix ans. Dans les autres cas, la peine de l'auteur leur sera applicable après sa réduction jusqu'à la moitié.

Ils pourront être soumis aux mesures de sûreté comme s'ils avaient eux-mêmes commis l'infraction.

Art. 20. (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

1) Quiconque, hors le cas prévu à l'article 218 -5°) aura sciemment acheté, vendu, acqueté, ou écoulé les choses appartenant à autrui enlevées, volées ou obtenues à l'aide d'un crime ou d'un délit, sera puni de trois mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de dix à deux cents livres.

2) Toutefois, lorsque les choses en question proviennent d'un délit, la peine prononcée ne pourra dépasser les deux tiers du maximum de la peine du délit.

Art. 221. - 1) Quiconque, hors les cas prévus à l'article 218, 5° et 6°, aura recélé un individu qu'il savait avoir commis un crime, ou l'aura aidé à soustraire aux recherches de la justice, sera puni de trois mois à deux ans d'emprisonnement.

2) Seront exempts de peine les ascendants ou descendants, époux ou épouse même divorcés, frères ou sœurs des criminels recelés, ou leurs alliés aux mêmes degrés.

SECTION II - DES CAUSES DE NON IMPUTABILITE

CHAPITRE I - DE L'ERREUR

I - De l'erreur de droit

Art. 222. - 1) Nul ne peut exciper de son ignorance de la loi pénale ou de la fausse interprétation qu'il en a donnée.

2) Sont cependant exclusives de l'imputabilité :

a) L'ignorance d'une loi nouvelle si l'infraction a été commise dans les trois jours qui ont suivi sa promulgation.

b) L'ignorance de l'étranger arrivé en Syrie depuis trois jours au plus concernant l'existence d'une infraction de droit positif non incriminée par sa loi nationale ni par la loi du pays où il résidait.

II - De l'erreur de fait

Art. 223. - 1) N'est pas punissable comme auteur, instigateur ou complice d'une infraction intentionnelle celui qui a agi sous l'empire d'une erreur de fait portant sur un des éléments constitutifs de l'infraction.

2) Si l'erreur a porté sur une circonstance aggravante, celle-ci ne lui sera pas imputée.

Il bénéficiera au contraire de l'excuse dont il a ignoré l'existence.

3) Ces dispositions s'appliquent en cas d'erreur sur l'identité de la victime.

ART. 224.- L'erreur sur le fait qui constitue une infraction non intentionnelle n'est exclusive de l'imputabilité que si cette erreur ne résulte pas d'une faute de l'agent.

ART. 225.- N'est pas punissable le fonctionnaire public; l'agent ou le préposé du gouvernement qui a ordonné ou commis un acte incriminé par la loi, s'il a cru par suite d'une erreur de fait obéir à un ordre légitime de ses supérieurs pour des objets du ressort de ceux-ci sur lesquels il leur était dû obéissance.

CHAPITRE II - DE LA FORCE IRRESISTIBLE

I - De la force majeure et de la contrainte morale.

ART. 226.- 1) Est exempt de peine celui qui a été contraint par une force physique ou morale à laquelle il n'a pu résister.

2) Si le patient s'est trouvé dans cet état par sa propre faute il sera, s'il y échet, puni comme auteur d'une infraction inintentionnelle.

ART. 227.- 1) La crainte révérentielle, les états émotifs ou passionnels ne sont pas exclusifs de l'imputabilité.

2) Toutefois en cas d'excès dans l'exercice du droit de légitime défense, l'auteur de l'infraction ne sera pas punissable s'il a agi sous l'empire d'une forte émotion ayant aboli sa capacité de comprendre ou de vouloir.

II - De l'état de nécessité.

ART. 228.- N'est pas punissable l'acte nécessaire pour détourner de soi-même ou d'autrui, ou d'un bien appartenant à soi-même ou à autrui, un péril grave, imminent et qu'on n'avait pas volontairement fait naître, pourvu que l'acte soit proportionné au péril.

ART. 229.- Ne sera pas considéré en état de nécessité celui qui avait le devoir juridique de s'exposer au danger.

CHAPITRE III - DE L'IRRESPONSABILITE ET DE LA RESPONSABILITE DIMINUEE

I - De l'aliénation mentale

ART. 230.- Quiconque se trouvait, en état d'aliénation mentale sera exempt de la peine.

ART. 231.- Tout individu reconnu d'un crime ou d'un délit intentionnel passible de deux années d'emprisonnement et déclaré non coupable pour cause d'aliénation mentale sera, par une disposition spéciale de la sentence, l'acquiescement, interné dans un asile de sûreté.

2) Lorsque le délit n'est pas intentionnel ou est puni de moins de deux années d'emprisonnement, l'internement sera ordonné s'il est établi que l'auteur de ce délit constitue un danger pour la paix publique.

3) L'internement durera jusqu'à guérison de l'aliéné constatée par décision de la juridiction qui l'a prononcé.

Le libéré pourra être soumis à la liberté surveillée.

II - De la déficience mentale.

ART. 232.- Quiconque, au moment où il a commis le fait, était atteint d'une déficience mentale congénitale ou acquise ayant diminué la conscience ou la liberté de ses actes, bénéficiera d'une conversion ou d'une diminution légale de la peine dans les conditions prévues à l'article 241.

ART. 233.- 1) Tout condamné à une peine criminelle ou délictuelle privative ou restrictive de liberté ayant bénéficié d'une conversion ou d'une atténuation légale de la condamnation par suite de sa déficience mentale, tout condamné à une peine de même nature reconnu psychopathe, toxicomane ou alcoolique dysomane, s'ils présentent un danger pour la paix publique seront, par une disposition de la sentence de condamnation internés dans des quartiers spéciaux de l'asile de sûreté pour y être traités pendant le cours de leur peine.

2) Le condamné libéré de l'asile de sûreté après guérison constatée par la juridiction qui a ordonné son internement sera soumis à l'exécution de la peine restant à courir.

3) Si l'interné n'a pas cessé de présenter, à l'expiration de la peine, un danger pour la paix publique, il sera retenu par décision de la même juridiction dans l'asile de sûreté pour une durée qui n'excèdera pas cinq ans en cas de condamnation pour crime et deux ans en cas de condamnation pour délit. L'interné sera libéré avant le terme fixé si une décision ultérieure constate qu'il a cessé d'être dangereux.

Le libéré pourra être soumis à la liberté surveillée.

III - De l'ivresse et de l'intoxication par les stupéfiants.

ART. 244.- 1) Est exempt de peine celui qui, au moment où il a commis le fait, se trouvait par suite d'un cas fortuit ou de force majeure dans un état d'intoxication produit par l'alcool ou les stupéfiants, ayant abolie sa faculté de comprendre ou de vouloir.

2) Si cette intoxication était due à une faute de l'agent, celui-ci répondra de toute infraction non intentionnelle dont il se sera rendu coupable.

3) Il répondra de l'infraction intentionnelle si, en se mettant dans cet état par sa faute, il prévoyait qu'il pouvait commettre des faits délictueux.

4) S'il s'y est mis intentionnellement en vue de commettre l'infraction, sa peine sera aggravée conformément à l'article 247.

ART. 235.- Lorsque l'état d'intoxication dû à un cas fortuit ou de force majeure a diminué dans une large mesure la faculté de comprendre ou de vouloir de l'agent, la peine pourra être convertie ou atténuée dans les conditions prévues à l'article 241.

CHAPITRE IV - DE LA MINORITE

I - Dispositions communes

ART. 236.- Nul ne peut être l'objet d'une poursuite pénale s'il n'était âgé de sept ans révolus au moment où il a commis le fait.

ART. 237.- Le mineur qui, au moment de l'action n'avait pas douze ans est exempt de peine. Il sera soumis aux mesures tutélaires prévues à l'article 119 suivant jugement émanant du Tribunal des mineurs jusqu'à l'âge de douze ans révolus. S'il se montre rebelle aux mesures tutélaires, il sera placé dans une maison de rééducation pour la durée d'une année au moins ou au plus jusqu'à l'âge de dix-huit ans révolus. Le mineur âgé de plus de douze ans et de moins de quinze ans sera soumis aux mesures de correction prévues à l'article 120 jusqu'à l'âge de 18 ans révolus.

Le mineur âgé de 15 ans révolus et de moins de 18 ans sera condamné aux peines suivantes :

Lorsque l'infraction commise par lui est un crime passible de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la détention perpétuelle, il sera condamné à l'emprisonnement avec obligation au travail pour une durée de 5 à dix ans.

Lorsque l'infraction est passible des travaux forcés à temps ou de la réclusion à temps, il sera condamné à l'emprisonnement avec obligation au travail pour une durée de 3 à 5 ans.

Pour les autres infractions il sera condamné à l'emprisonnement simple pour une durée d'une année à 3 ans. Si toutefois l'infraction est un délit, il sera condamné à l'emprisonnement pour une durée n'excédant pas le tiers de la période de la peine prévue par la loi pour cette infraction.

Si le fait commis a le caractère d'une contravention ou est passible de l'amende seulement, la peine sera réduite de moitié.

Dans tous les cas il pourra être soumis également aux mesures suivantes :

- 1°- L'interdiction des débits de boisson,
- 2°- L'interdiction d'exercer une activité,
- 3°- L'interdiction du port d'armes.

La confiscation réelle sera prononcée également quelle que soit la nature de l'infraction.

ART. 238. - Au sens du présent code, l'enfant est celui qui a atteint l'âge de sept ans révolus et n'a pas achevé sa douzième année; l'adolescent, celui qui a achevé sa douzième année et n'a pas accompli ses quinze ans; le jeune, celui qui a achevé sa quinzième année et n'a pas accompli ses dix-huit ans.

SECTION III - DES CAUSES D'EXEMPTION DE L'ATTENUATION OU D'AGGRAVATION DE LA PEINE

CHAPITRE I - DES EXCUSES

I - Des excuses absolutoires

ART. 239. - Nulle infraction ne peut être excusée que dans les cas déterminés par la loi.

ART. 240. - 1) L'excuse absolutoire exempte le coupable de toute peine.

2) Les mesures de sûreté autres que la relégation et les mesures d'éducation peuvent, s'il y échet, lui être appliquées.

II - Des excuses atténuantes

ART. 241.- 1) Lorsque la loi établit une excuse atténuante :

S'il s'agit d'un crime emportant la peine de mort, les travaux forcés à perpétuité ou la détention perpétuelle, la peine sera convertie en un emprisonnement d'une année au moins;

S'il s'agit de tout autre crime, l'emprisonnement sera de six mois à deux ans;

S'il s'agit d'un délit, la peine ne sera pas supérieure à six mois d'emprisonnement et elle pourra être convertie en une peine contraventionnelle;

S'il s'agit d'une contravention, le juge pourra réduire la peine jusqu'à concurrence de la moitié de l'amende contraventionnelle.

2) Le bénéficiaire de l'excuse atténuante reste passible des mesures de sûreté autres que la relégation qu'il aurait encourues si la peine portée par la loi avait été prononcée.

ART. 242.- Bénéficie d'une excuse atténuante l'auteur d'une infraction qui a agi sous l'empire d'une violente colère provoquée par une action injuste et suffisamment grave de la victime.

CHAPITRE II - DES CIRCONSTANCES ATTENUANTES

ART. 243.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

1) S'il se trouve en la cause des circonstances atténuantes, la Cour appliquera :

au lieu de la peine de mort, les travaux forcés à perpétuité ou à temps de douze à vingt ans,

au lieu des travaux forcés à perpétuité, les travaux forcés à temps non inférieurs à dix ans; et de la détention perpétuelle, la détention à temps non inférieure à dix ans.

Elle pourra abaisser de moitié toute autre peine criminelle.

Elle pourra aussi, par décision motivée et hors le cas de récidive, substituer un emprisonnement d'un an au moins, à toute peine dont le minimum n'est pas supérieur à trois ans.

2) Toutes les fois que la peine criminelle sera convertie en emprisonnement, le coupable pourra être condamné à la privation des droits civiques, à l'interdiction de séjour et à l'expulsion conformément aux dispositions des articles 65, 82 et 88.

ART. 244.- 1) Lorsque les circonstances atténuantes seront reconnues en faveur de l'auteur d'un délit, le tribunal pourra réduire la peine prévue jusqu'à son minimum légal déterminé aux articles 51, 52 et 53.

2) Il pourra aussi substituer l'amende à l'emprisonnement et la résidence forcée, ou convertir la peine délictuelle, par décision motivée et hors le cas de récidive, en une peine contraventionnelle

ART. 245.- L'auteur d'une contravention en faveur de qui les circonstances atténuantes auront été admises pourra être condamné au minimum légal déterminé aux articles 60 et 61 de la peine prévue, ou à une simple amende.

ART. 246.- En cas de récidive, la décision accordant les circonstances atténuantes devra être spécialement motivée, qu'il s'agisse d'un crime, d'un délit ou d'une contravention.

CHAPITRE III - DES CIRCONSTANCES AGGRAVANTES

I - Des circonstances aggravantes en général

ART. 247.- Lorsque la loi n'aura pas déterminé l'effet d'une circonstance aggravante, celle-ci entraînera les augmentations des peines suivantes :

Aux travaux forcés à perpétuité sera substituée la peine de mort;

Toute peine temporaire sera augmentée du tiers à la moitié;

L'amende sera portée au double.

II - De la récidive

ART. 248.- 1) Quiconque ayant été irrévocablement condamné aux travaux à perpétuité, aura commis un second crime emportant la même peine, sera condamné à la peine de mort.

2) Quiconque ayant été irrévocablement condamné à une peine criminelle, aura, moins de quinze ans après l'expiration de celle-ci ou sa prescription, commis un second crime, sera condamné :

Au maximum de la peine des travaux forcés à temps, laquelle pourra être portée au double, si le second crime emporte la peine des travaux forcés à temps.

3) Au maximum de la peine de la détention à temps laquelle pourra être portée au double, si le second crime emporte la peine de la détention à temps.

4) A la peine immédiatement antérieure suivant l'ordre établi par l'article 38 si le second crime emporte la peine du bannissement, de la résidence forcée ou de la dégradation civique.

ART. 249.- 1) Quiconque ayant été irrévocablement condamné pour un crime à une peine criminelle ou délictuelle, aura, moins de sept ans après l'expiration de cette peine ou sa prescription, commis un crime ou un délit punis d'emprisonnement, encourra le maximum de la peine prévue, laquelle pourra être portée au double.

2) Il en sera de même si la première condamnation était d'une année au moins d'emprisonnement et a été prononcée pour un délit de même catégorie que le second.

3) Si la peine antérieurement prononcée était de moins d'une année, le récidiviste sera condamné à l'emprisonnement pour une durée au moins égale au double de la peine antérieure, sans que puisse être dépassé par cette élévation du minimum le double de la peine portée par la loi.

4) L'emprisonnement simple sera substitué à la résidence forcée lorsque la première sentence portait condamnation à une peine criminelle autre que l'amende.

5) L'amende sera portée au double lorsqu'elle aura été précédée d'une condamnation à une peine délictuelle quelconque. En cas de nouvelle récidive, un emprisonnement jusqu'à trois mois pourra être prononcé cumulativement avec l'amende.

ART. 250.- Sont considérés appartenir à la même catégorie pour l'application des peines de la récidive édictées par l'article précédent, qu'ils aient été commis à titre d'auteur, d'instigateur ou de complice:

a) Les délits intentionnels prévus par un même chapitre du présent code;

b) Les délits contre les mœurs (Titre VII);

c) Les délits intentionnels contre les personnes (Titre VIII);

d) Les violences physiques ou verbales exercées à l'encontre des particuliers et des dépositaires de l'autorité de la force publique,

- 58 -

e) l'homicide et les blessures non intentionnels;

f) Les délits prévus au titre des individus dangereux;

g) Les délits intentionnels contre la propriété;

h) Le recel des choses provenant d'un délit ou des personnes qui l'ont commis et ce délit même;

i) Les délits politiques ou réputés politiques aux termes des articles 195 et 196;

j) Les délits inspirés par un même mobile non honorable.

ART. 251.- 1) Le contrevenant qui depuis moins d'une année avait été condamné irrévocablement pour la même contravention ou pour toute autre contravention aux prescriptions relatives à un même objet de police, sera puni du double de la peine portée par la loi.

2) Au cas d'une seconde récidive dans le même délai, les arrêts pourront être prononcés cumulativement avec l'amende dans tous les cas où celle-ci est seule prévue.

III - De la délinquance d'habitude

ART. 252.- Le délinquant d'habitude est celui dont l'activité délictueuse révèle une disposition intérieure durable, soit naturelle soit acquise, à commettre des faits qualifiés crimes ou délits.

ART. 253.- Quiconque ayant été condamné pour crime ou délit intentionnel à une peine autre que l'amende, aura encouru moins de cinq ans après l'expiration de sa peine ou sa prescription, une peine privative de liberté d'un an au moins pour un second crime ou un second délit intentionnel, sera relégué s'il est reconnu délinquant d'habitude dangereux pour la paix publique.

ART. 254.- 1) Sera présumé dangereux pour la paix publique et relégué pour cinq ans au moins tout délinquant d'habitude condamné à une peine autre que l'amende en vertu des articles 248 et 249, qui en courra, par suite d'une seconde récidive légale, une peine privative de liberté.

2) Il en sera de même de tout délinquant d'habitude ayant encouru au cours d'une période de quinze ans après l'exécution des peines et les mesures de sûreté subies.

Soit quatre condamnations à l'emprisonnement pour crimes excusés ou délits intentionnels, pourvu que chacune des trois dernières infractions ait été commise après condamnation irrévocable pour l'infraction précédente.

Soit deux condamnations tel que spécifié au précédent alinéa et une condamnation à une peine criminelle, quelque soit l'ordre dans lequel les faits ont été commis.

ART. 255.- Encourra la relégation pour une durée de sept ans au moins le relégué qui aura commis durant le cours de son internement ou dans les cinq ans de sa libération, un crime ou un délit intentionnel pour lequel il aura été condamné à une année d'emprisonnement ou à une peine plus grave.

Dispositions communes au chapitre précédent

ART. 256.- L'interdiction des droits civiques, l'interdiction de séjour et l'expulsion pourront être prononcées contre l'individu reconnu délinquant d'habitude, ou condamné comme récidiviste à une peine délictuelle privative de liberté.

ART. 257.- 1) Tout délinquant d'habitude et tout récidiviste condamné à la résidence forcée, à l'emprisonnement ou à une peine plus grave sera, à sa libération, sauf décision du juge d'en augmenter ou réduire la durée, d'y substituer l'interdiction de séjour, ou d'en dispenser le condamné.

2) Se confondra avec la mesure prononcée pour autant qu'elle aura duré, l'interdiction de séjour encourue en vertu de l'article 82 - 2° et 3° alinéas.

Dispositions communes aux chapitres précédents

ART. 258.- Les circonstances qui aggravent ou atténuent la peine produiront leur effet dans l'ordre suivant :

- Les circonstances aggravantes réelles;
- Les excuses;
- Les circonstances aggravantes personnelles;
- Les circonstances atténuantes.

ART. 259.- Le juge déterminera dans la sentence de condamnation l'effet de chacune des circonstances aggravantes ou atténuantes sur la peine encourue

أو يفتقر

يوجد في جميع هذه الترجمة إن شاء الله تعالى العبرية واللاتينية
 في نسخة من عدم تحقق الحرف الذي أخذ السلطة بموجبه
 دالاً على أن الترجمة الأصلية لهذه المادة هي اللغة اللاتينية
 الترجمة قد أخذت من
 التي لم يذكر المؤلف في هذا ذكر الاستدلال



LIVRE II

=====

DES INFRACTIONS

=====

TITRE I

DES INFRACTIONS CONTRE LA SURETE DE L'ETAT

ART. 260.- Est qualifié complot toute entente réalisée entre deux ou plusieurs personnes en vue de commettre un crime par des moyens déterminés.

ART. 261.- L'attentat contre la sûreté de l'Etat est réalisé soit que le fait qui constitue l'infraction ait été consommé, soit qu'il ait été manqué ou tenté.

ART. 262.- 1) Sera exempt de peine quiconque, ayant pris part à un complot contre la sûreté de l'Etat, en aura donné connaissance à l'autorité avant qu'aucun acte ait été commencé pour en préparer l'exécution.

2) L'excuse ne sera qu'atténuante si un tel acte avait été commis ou commencé.

3) Bénéficiera également d'une excuse atténuante le coupable qui, avant la consommation d'un attentat ou d'un autre crime contre la sûreté de l'Etat, en aura donné connaissance à l'autorité, ou aura procuré, même après le commencement des poursuites, l'arrestation des autres coupables ou de ceux dont il connaissait la retraite.

4) Les dispositions du présent article ne sont pas applicables à l'instigateur.

CHAPITRE I - DES CRIMES CONTRE LA SURETE EXTERIEURE DE L'ETAT

I - De la trahison

ART. 263.- 1) Tout syrien qui portera les armes contre la Syrie dans les rangs de l'ennemi sera puni de mort.

2) Tout syrien qui, sans faire partie d'une armée ennemie, entreprendra en temps de guerre des actes d'hostilité contre la Syrie encourra les travaux forcés à perpétuité.

3) Tout syrien enrôlé à quelque titre que ce soit dans une armée ennemi qui ne l'aura pas quittée avant tout acte d'hostilité contre la Syrie, même s'il a acquis par son enrôlement la nationalité étrangère, sera condamné aux travaux forcés à temps;

ART. 264.- 1) Tout syrien qui aura des intelligences avec l'ennemi pendant les hostilités contre la Syrie, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

2) Il sera puni de mort si son action a été suivie d'effet.

ART. 265.- Tout syrien qui aura pratiqué des manoeuvres ou entretenu des intelligences avec l'ennemi pour seconder d'une manière quelconque le succès de ses armes, sera puni de mort.

ART. 266.- (Tel que modifié par le D.L. N° 51 du 11.3.1953):

1) Sera puni des travaux forcés à perpétuité, tout syrien qui, dans l'intention de paralyser la défense nationale portera atteinte par quelque moyen que ce soit à tous ouvrages, usines, navires, aéronefs, engins, munitions, vivres, moyens de communication et, en général, à tous objets de caractère militaire ou destinés à l'usage de l'armée ou des forces qui en dépendent, ou a été la cause de tels actes.

2) La peine de mort sera prononcée si le fait a eu lieu en temps de guerre, ou de menace de guerre, ou s'il a occasionné mort d'homme.

ART. 267.- 1) Sera puni de la défection à temps pour cinq ans au moins, tout syrien qui aura, par des actes, des discours, des écrits ou de quelque autre manière, tenté de détacher une portion du territoire syrien pour l'annexer à un Etat étranger ou aliéner au profit de ce dernier un droit ou une prérogative de l'Etat Syrien.

2) Si l'agent faisait partie au moment où il a commis le fait d'une des associations ou organisations visées aux articles 288 et 308, la peine sera la détention perpétuelle.

ART. 268.- 1) Tout syrien qui aura, en connaissance de cause, fourni logement, nourriture ou habillement à un espion ou à un soldat ennemi envoyé à la découverte, ou l'aura aidé à se soustraire aux recherches, sera condamné aux travaux forcés à temps.

2) Tout syrien qui aura facilité l'évasion d'un prisonnier de guerre ou d'un ressortissant ennemi interné, sera puni de la détention à temps.

ART. 269.- Les peines portées aux articles précédents seront également encourues si le fait a été commis envers un Etat lié avec la Syrie par traité d'alliance ou par un acte de droit international en tenant lieu.

ART. 270.- Sont assimilés aux syriens au sens des articles 264 à 268, les étrangers domiciliés en Syrie ou y résidant en fait.

II - De l'espionnage.

ART. 271.- Celui qui dans le but de se procurer des objets, documents ou informations devant rester secrets dans l'intérêt de la sécurité de l'Etat, se sera introduit ou aura tenté de s'introduire dans un lieu dont l'accès est interdit, sera puni d'une année au moins d'emprisonnement, et s'il a agi dans un dessein d'espionnage, des travaux forcés à temps.

ART. 272.- 1) Quiconque aura soustrait ou se sera procuré des objets, documents ou informations de la nature de ceux indiqués à l'article qui précède sera puni des travaux forcés à temps.

2) Si le crime a été commis dans l'intérêt d'une puissance étrangère, la peine sera les travaux forcés à perpétuité.

ART. 273.- 1) Toute personne ayant en sa possession une pièce ou un renseignement tel que spécifié à l'article 271 l'aura communiqué ou révélé sans motif légitime, sera puni de deux mois à deux ans d'emprisonnement.

2) Elle encourra les travaux forcés à temps pour cinq ans au moins si la communication a été faite en faveur d'un Etat étranger.

3) Si le coupable détenait les informations ou objets susdits en sa qualité de fonctionnaire, d'agent ou de préposé de l'Etat, il sera passible de la détention à temps dans le cas du premier alinéa, et des travaux forcés à perpétuité dans celui du second.

4) La peine sera l'emprisonnement de deux mois à deux ans s'il n'a été révélé à la charge de l'une des personnes de la qualité susvisée qu'une faute inintentionnelle.

ART. 274.- Lorsque les infractions précitées auront été commises dans l'intérêt d'un Etat ennemi, les peines seront aggravées conformément aux dispositions de l'article 247.

III - Des relations illicites avec l'ennemi.

ART. 275.- Sera puni d'une année au moins d'emprisonnement et d'une amende qui ne sera pas inférieure à cent livres, tout syrien, toute personne résidant en Syrie, qui aura entrepris ou tenté d'entreprendre, directement ou par personne interposée, un acte de commerce ou une opération quelconque d'achat, de vente ou d'échange avec un ressortissant ennemi ou une personne résidant en pays ennemi.

ART. 276.- Les peines prononcées à l'article précédent seront encourues par les personnes qui y sont désignées, qui participeront à un emprunt ou à une souscription au profit d'un Etat ennemi, ou favoriseront d'une manière quelconque les opérations financières de cet Etat.

ART. 277.- Quiconque aura recélé ou détourné des biens placés sous séquestre appartenant à un Etat ennemi ou à un de ses ressortissants, sera condamné à un emprisonnement de deux mois à deux ans et à une amende de cent livres au moins.

IV - Des infractions contre le droit des gens

ART. 278.- Sera puni de la détention à temps :

A - Quiconque violera les mesures prises par l'Etat en vue de maintenir sa neutralité dans la guerre;

B - Quiconque, par des actes, des écrits ou des discours non approuvés par le Gouvernement, fera courir à la Syrie le danger de subir des actes d'hostilité, troublera ses relations avec un Etat étranger, ou exposera les syriens à des représailles dans leurs personnes ou leurs biens.

ART. 279.- 1) Tout attentat commis en territoire syrien, ou par un ressortissant syrien, tendant à changer par la violence la constitution d'un Etat étranger ou son gouvernement, ou à détacher de cet Etat une portion de son territoire, sera puni de la détention à temps.

2) Le complot ayant pour but l'un des crimes ci-dessus mentionnés emportera l'emprisonnement pour un an au moins.

ART. 280.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1 53):

Quiconque, sans l'approbation du Gouvernement, lèvera en territoire syrien une troupe destinée à combattre pour un Etat étranger, sera puni de la détention à temps.

ART. 281.- Toute provocation à la désertion ou à la désobéissance des
 titulaires des armées de terre, de mer ou de l'air d'un Etat étranger,
 faite en Syrie ou par un Syrien, par l'un des moyens énoncés à l'article 278, 2°
 et 3°, sera punie de six mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende
 qui n'excèdera pas deux cents livres.

ART. 282.- Seront sur plainte de la partie lésée, punis de la même peine :
 L'outrage public à un Etat étranger, à son armoiries, à son drapeau
 à son emblème national.

L'outrage à un Chef d'Etat Etranger, à ses ministres ou à son
 représentant diplomatique en Syrie.

La diffamation ou l'injure publique envers un Chef d'Etat étran-
 ger, ses ministres ou son représentant diplomatique en Syrie.

La preuve du fait diffamatoire ne pourra être rapportée.

ART. 283.- Lorsqu'une infraction commise sur le territoire syrien, ou par
 un Syrien, contre la personne d'un Chef d'Etat étranger, d'un de ses ministres
 ou de son représentant diplomatique en Syrie n'est pas frappée d'une peine
 spéciale, la peine portée par la loi sera aggravée ainsi qu'il est dit à
 l'article 247.

ART. 284.- Les dispositions des articles 279 à 283 ne recevront application
 qu'en cas de réciprocité légale ou diplomatique avec l'Etat intéressé.

V - Des atteintes au prestige de l'Etat et au sentiment national

ART. 285.- Quiconque, en temps de guerre ou de péril de guerre, entreprendra
 en Syrie une propagande tendant à affaiblir le sentiment national ou à exalter
 l'esprit de corps ethnique ou confessionnel, sera puni de la détention à
 temps.

ART. 286.- 1) Subira la même peine quiconque, dans les mêmes circonstances,
 colportera en Syrie des nouvelles qu'il savait être fausses ou exagérées,
 susceptibles d'affecter le moral de la nation.

2) Si l'agent tenait ces nouvelles pour vraies, il sera puni de
 la peine d'emprisonnement pour une durée de trois mois au moins.

ART. 287.- 1) Tout Syrien qui répandra sciemment à l'étranger des nouvelles fausses ou exagérées de nature à porter atteinte au prestige de l'Etat ou à son crédit, sera puni de six mois d'emprisonnement au moins et d'une amende de cinquante à cinq cents livres.

2) La publication du jugement pourra être ordonnée par le Tribunal.

ART. 288.- 1) Ceux qui, sans une autorisation du Gouvernement, auront fait partie en Syrie d'une association ou d'une organisation politiques ou sociales à caractère international, seront punis de trois mois à trois ans d'emprisonnement ou de résidence forcée et de vingt cinq à deux cent cinquante livres d'amende.

2) Ne sera pas inférieure à un an d'emprisonnement ou de résidence forcée et à cent livres d'amende la peine de celui qui aura exercé dans l'association ou l'organisation susdites une fonction active.

VI - Des infractions commises par les fournisseurs

ART. 289.- Quiconque, en temps de guerre ou de menace de guerre n'aura pas exécuté toutes les obligations que lui impose un contrat de fournitures, ou de prestation d'ouvrage ou de services intéressant la défense nationale, les services généraux de l'Etat ou l'approvisionnement de la population, sera puni de la détention à temps ainsi que d'une amende du simple au double de la valeur de l'obligation inexécutée et, au moins, de cinq cents livres.

Si l'inexécution était due à une faute non intentionnelle, l'agent sera puni d'emprisonnement sans préjudice de l'amende déterminée à l'alinéa précédent.

Les peines mentionnées au présent article seront réduites de moitié si l'exécution a été simplement retardée.

Elles seront prononcées, avec les distinctions précitées contre toute autre personne qui aura été cause de l'inexécution du contrat ou de son exécution tardive.

ART. 290.- Toute fraude commise dans les mêmes circonstances à l'occasion des contrats visés à l'article précédent, sera punie des travaux forcés à temps et d'une amende du double au triple du bénéfice illicite réalisé par le coupable, sans que cette amende puisse être inférieure à cinq cents livres.

CHAPITRE II - DES INFRACTIONS CONTRE LA SÛRETÉ INTERIEURE DE L'ÉTAT

I - Des crimes contre la Constitution

ART. 291.- 1) L'attentat dont le but est de modifier par des voies illé-
gales la Constitution de l'Etat sera puni de la détention à temps pour
cinq ans au moins.

2) La peine sera la détention perpétuelle s'il y a eu recours
à la violence.

ART. 292.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

1) Quiconque aura tenté de soustraire une partie du territoire
national à la souveraineté de l'Etat sera puni de la détention à temps.

2) S'il a eu recours à la violence, la détention perpétuelle
sera prononcée.

ART. 293.- 1) Tout fait commis en vue de provoquer une insurrection armée
contre les pouvoirs établis par la Constitution sera puni de la détention
à temps.

2) Si l'insurrection a éclaté, le provocateur encourra la dé-
tention perpétuelle, et tout comparse la détention à temps pour cinq ans
au moins.

ART. 294.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

L'attentat en vue d'empêcher l'exercice par les pouvoirs établis
des fonctions qui leur sont dévolues par la Constitution emportera la dé-
tention à temps.

ART. 295.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953) :

Le complot formé dans le but de commettre l'un des crimes men-
tionnés ci-dessus sera puni de la résidence forcée criminelle.

II - De l'usurpation d'un pouvoir politique ou civil ou d'un commandement militaire.

ART. 296.- Sera puni de la détention à temps pour sept ans au moins :

a) Quiconque aura usurpé un pouvoir politique ou civil ou un com-
mandement militaire;

b) Quiconque aura retenu contre l'ordre du Gouvernement un pou-
voir civil ou un commandement militaire;

c) Tout chef militaire qui aura tenue sa troupe rassemblée après
que le ~~hissant~~ ~~hissant~~ la séparation en auront été ordonnés.

- 67 -

ART. 297 - Sera passible de la détention à temps quiconque aura, sans l'agrément de l'autorité, levé des troupes armées, engagé ou enrôlé des soldats, ou leur aura fourni ou procuré des armes ou munitions.

III - De la sédition

ART. 298 - Sera puni des travaux forcés à perpétuité l'attentat dont le but est, soit d'exciter la guerre civile ou une lutte interconfessionnelle en armant ou en portant les syriens à s'armer les uns contre les autres, soit de provoquer le massacre et le pillage dans une ou plusieurs localités.

La peine de mort sera prononcée si l'attentat a été consommé.

ART. 299 - Quiconque, soit pour envahir une ville ou une agglomération, ou des biens du domaine public ou d'une généralité d'habitants, soit pour une attaque ou résistance envers la force publique agissant contre les auteurs de ces crimes, se sera mis à la tête de bandes armées, ou y aura exercé une fonction ou commandement quelconque, sera puni des travaux forcés à perpétuité.

ART. 300 - 1) Les individus qui auront fait partie de bandes armées constituées en vue de commettre l'un des crimes mentionnés aux articles 298 et 299 encourront les travaux forcés à temps.

2) Seront néanmoins exempts de peines ceux d'entre eux qui, n'ayant exercé dans la bande ni fonction ni emploi et n'ayant pas été arrêtés sur les lieux de la rédition, se sont livrés avec leurs armes sans résistance et avant toute condamnation prononcée.

ART. 301 - La peine de tout individu coupable d'un des crimes prévus aux articles 299 et 300 sera aggravée dans les termes de l'article 247.

a) S'il était porteur d'une arme apparente ou cachée.

b) S'il était revêtu d'un uniforme ou autre insigne civil ou militaire.

c) S'il s'est rendu coupable d'actes de destruction ou de dégradation portant sur des édifices affectés à un service public, ou sur des voies de transmission, de communication ou de transport.

- 68 -

ART. 302 - Quiconque, dans le but de commettre ou de faciliter un des crimes mentionnés ou tout autre crime contre la sûreté de l'Etat aura fabriqué, acquis ou détenu des matières explosives ou inflammables, des produits toxiques ou corrosifs, ou bien des substances qui servent à leur composition ou fabrication, sera puni des travaux forcés à temps, sans préjudice des peines plus fortes encourues par les complices des dits crimes si ceux-ci ont été commis, tentés ou manqués.

ART. 303 - Le complot ayant pour but l'un des crimes prévus aux articles 299 à 302 sera puni des travaux forcés à temps.

IV - Du terrorisme

ART. 304 - (Tel que modifié par la loi n°36 du 26.3.1978)

Sont compris dans l'expression actes de terrorisme tous faits dont le but est de créer un état d'alarme, qui auront été commis par des moyens susceptibles de produire un danger commun, tels que engins explosifs, les armes de guerre, matières inflammables, produits toxiques ou corrosifs, agents infectieux ou microbiens.

ART. 305 - (Tel que modifié par la loi n°36 du 26.3.1978)

1) Le complot dont le but est de commettre un ou plusieurs actes de terrorisme sera puni des travaux forcés de 10 ans à 20 ans.

2) Tout acte de terrorisme ^{com}portera la peine des travaux forcés de 15 à 20 ans.

3) Il est passible de la peine de mort s'il cause une destruction même partielle, dans un immeuble public, dans un établissement industriel, dans un bateau ou dans toute autre installation, s'il cause la suspension des moyens de télécommunication, de communication et de transport, ou s'il fait occasionner la mort d'une personne humaine.

ART. 306 - 1) Toute association formée dans le dessin de changer, par l'un des moyens énoncés à l'article 304, la structure économique ou sociale de l'Etat, ou les institutions fondamentales de la Société, sera dissoute et ses adhérents condamnés aux travaux forcés à temps.

2) La peine des fondateurs ou dirigeants ne sera pas inférieure sept ans.

3) Sera étendu aux personnes coupables du crime ci-dessus défini le bénéfice de l'excuse absolutoire ou atténuante accordé aux auteurs d'un complot par l'article 262.

V - Des délits susceptibles de porter atteinte à l'unité nationale ou de troubler l'harmonie entre les divers éléments de la population.

ART. 307.- 1) Tout acte, tout écrit rendu public, tout discours dont le but ou l'effet est d'exciter l'esprit de corps confessionnel ou ethnique et de susciter des conflits entre les communautés ou les différents éléments de la population, sera passible d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de vingt-cinq à deux cent cinquante livres, ainsi que l'interdiction de l'exercice des droits mentionnés à l'article 65- 2° et 4°.

2) Le tribunal pourra ordonner la publication du jugement.

ART. 308.- 1) Encourra les mêmes peines toute personne qui aura fait partie d'une association formée dans le but spécifié à l'article précédent.

2) L'emprisonnement ne sera pas inférieur à un an et l'amende à cent livres, si la dite personne exerçait une fonction active au sein de l'association.

3) Le tout indépendamment de la dissolution de l'association et de la confiscation de ses biens conformément aux articles 109 et 69.

VI - Des atteintes au crédit de l'Etat

ART. 309.- 1) Quiconque aura répandu, par l'un des moyens énoncés à l'article 208 - 2° et 3°, des faits controuvés ou des allégations mensongères en vue de provoquer la baisse des devises nationales ou d'ébranler la confiance dans la solidité de la monnaie ou des valeurs de l'Etat, et de toutes valeurs intéressant le crédit public, sera puni de six mois à trois ans d'emprisonnement et de deux cent cinquante à mille livres d'amende.

2) La publication du jugement pourra, de plus, être ordonnée.

ART. 310.- Subira les mêmes peines toute personne qui aura, par les mêmes moyens, incité le public :

a) Soit à retirer les fonds déposés dans les banques et les caisses publiques;

b) Soit à vendre ou à s'abstenir d'acheter les valeurs de l'Etat et autres effets publics.

VII - Disposition commune

ART. 311.- En cas de condamnation pour l'un des délits prévus au présent titre, l'interdiction des droits civiques, l'interdiction de séjour et l'expulsion pourront être prononcées par application des articles 65, 82 et 78. et 78.

TITRE IIDES INFRACTIONS CONTRE LA SECURITE PUBLIQUE

CHAPITRE I - DES ARMES ET MUNITIONS

I - Définitions

ART. 312.- 1) Au sens du présent code, les bandes, attroupements ou réunions sont réputés armés quand un ou plusieurs des individus qui les composent sont porteurs d'armes apparentes, cachées ou dissimulées.

2) Toutefois la circonstance que certains individus sont porteurs d'armes non apparentes ne sera pas retenue à la charge de toutes autres personnes qui n'en auraient pas eu connaissance.

ART. 313.- 1) Sont qualifiés armes pour l'application de l'article qui précède tous outils et instruments tranchants, perçants ou contondants, ainsi que tout engin dangereux pour la sécurité publique.

2) Les simples couteaux de poche et les cannes légères qui n'auraient pas été portés pour en être éventuellement fait usage ne seront compris dans cette définition qu'autant qu'ils auront servi à commettre un fait qualifié crime ou délit.

II - Du port et de la détention d'armes
et de munitions sans permis

ART. 314.- 1) Seront punis d'un emprisonnement qui n'excèdera pas six mois et d'une amende de vingt-cinq livres au plus tous individus qui auront portés ou détenus sans permis :

a) Une arme ou des munitions dont le port ou la détention sont autorisés par la loi à une autorisation de l'autorité;

b) Une ou plusieurs pièces détachées entièrement finies et utilisables exclusivement soit pour le montage ou la réparation, soit comme pièces de rechange des dites armes.

2) Sera puni de la même peine celui qui, sans permis émanant de l'autorité compétente, s'adonne au commerce des armes, munitions et pièces prévues dans le présent article.

- 74 -

ART. 315 - (Tel que modifié par la loi n°36 du 26.3.1978)

1) S'il s'agit d'armes, de munitions ou de matériel de guerre, ou de pièces détachées de telles armes, la peine sera de 1 à 3 ans d'emprisonnement et d'une amende de 100 à 1.000 L.S. au cas où l'arme employée est un révolver la peine sera de six mois à deux ans, le minimum de la peine sera porté au double à l'encontre de la personne qui aura exercé sans autorisation, le commerce des armes et des munitions de guerre, ainsi que des pièces de rechange mentionnées dans cet article.

2) Les armes de guerre sont celles qui sont exclusivement conçues pour la guerre terrestre, navale ou aérienne, ou qui y sont exclusivement destinées.

3) Sont également dénommées armes de guerre les armes pouvant être utilisées à la guerre et classées comme telles par la loi.

(Tel que modifié par la loi n°36 du 26.3.1978)

ART. 316 - Lorsque les armes ou les munitions auront été portées ou détenues en vue de commettre un crime, et hors les cas où la loi édicte des peines plus graves, l'emprisonnement sera de 3 à 10 ans avec obligation au travail et l'amende de cinq cents à 2 milles L.S.

III - Du port d'armes prohibées.

ART. 317 - 1) Aucune autorisation ne peut être donnée en vue du port d'une arme prohibée.

2) Sont prohibés les poignards, couteaux-poignards, cannes à épée, stylets, poings américains et, en général toutes les armes cachées ou secrètes.

ART. 318 - Tout individu trouvé porteur hors de son domicile sans juste motif, d'une arme prohibée, sera puni des peines prévues à l'article 314.

CHAPITRE II - DES ATTEINTES AUX DROITS ET AUX DEVOIRS CIVIQUES

ART. 319 - 1) Toute entrave à l'exercice des droits ou à l'accomplissement des devoirs civiques d'un syrien, commise par menace, voies de fait ou tout autre moyen de contrainte physique ou morale, sera punie d'un mois à un an d'emprisonnement.

2) Si l'infraction a été exécutée par une réunion armée de trois personnes ou plus, la peine sera de six mois à trois ans d'emprisonnement et, s'il a eu lieu sans armes, de deux mois à deux ans de la même peine.

- 72 -

ART. 320 - (Tel que modifié par le D.L. N°85 du 28.9.1953):

Lorsque l'un des faits définis à l'article précédent aura été commis en vertu d'un plan concerté pour être mis à exécution sur tous le territoire de l'Etat, ou dans une ou plusieurs localités, chacun des coupables encourra la détention à temps.

ART. 321 - 1) Quiconque, en vue de fausser le résultat d'un scrutin public, aura tenté d'influencer le vote d'un citoyen syrien:

Soit en lui faisant craindre un dommage dans sa personne, dans sa famille, dans sa situation ou dans ses biens,

Soit par offres, dons ou promesses,

Soit par promesses de faveurs administratives à une personne seule ou à une collectivité de citoyens,

Sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement et de cinquante à cinq cents livres d'amende.

2) Encourra les mêmes peines celui qui aura agréé ou sollicité de tels dons ou promesses.

ART. 322 - Tout fonctionnaire public, tout agent ou préposé de l'Etat qui aura usé de son autorité pour influencer le vote d'un citoyen sera puni de la dégradation civique.

ART. 323 - 1) Toute personne qui aura frauduleusement modifié ou tenté de modifier le résultat d'un scrutin public, sera punie de deux mois à deux ans d'emprisonnement.

2) Si le coupable était chargé de recueillir, de garder ou de répartir les votes ou les bulletins de vote, ou de procéder à toute autre opération relative à un scrutin public, il sera condamné à un emprisonnement de six mois à trois ans.

ART. 324 - L'annulation d'un scrutin sera sans effet sur les infractions qui auront été commises au cours ou à l'occasion de ce scrutin.

CHAPITRE III - DES ASSOCIATIONS ILLICITES

I - les associations de malfaiteurs

ART. 325.- 1) Toute association ou entente entre deux ou plusieurs individus établie en vue de commettre des crimes contre les personnes ou les biens sera punie des travaux forcés à temps, laquelle peine ne sera pas inférieure à sept années si le but des coupables était d'attenter à la vie d'autrui.

2) Sera néanmoins exempt de peine celui qui aura révélé l'existence de l'association ou de l'entente et fourni toutes les informations qu'il possède relativement aux autres coupables.

ART. 326.- 1) Tous individus au nombre de trois ou plus qui parcourront en bandes armées les voies publiques ou les campagnes dans le but de dévaliser les passants, de s'attaquer aux personnes ou aux biens, ou de perpétrer tout autre acte de brigandage, seront passibles des travaux forcés à temps pour sept ans au moins.

2) La peine des travaux forcés à perpétuité sera prononcée si l'un des actes précités a été commis.

3) Encourront la peine de mort ceux qui, pour l'exécution de leur crime, auront commis ou tenté de commettre un homicide, ou exercé sur leurs victimes des tortures ou des actes de barbarie.

II - Des sociétés secrètes.

ART.-327.- 1) Sont réputées sociétés secrètes toutes associations, tous groupements de fait dont l'objet est contraire à la loi et qui exercent leur activité, même partiellement, de façon clandestine.

2) Sont également réputées sociétés secrètes les mêmes associations et groupements que ci-dessus dont l'objet est reconnu illégal, qui n'auraient pas fait connaître à l'autorité, après en avoir été requis, leurs statuts, la liste de leurs membres avec l'indication des charges qu'ils occupent, l'objet de leurs réunions, l'état de leurs biens et la provenance de leurs ressources, ou qui fourniraient sur ces sujets des renseignements faux ou incomplets.

ART. 328.- 1) Toute société secrète sera dissoute et ses biens confisqués.

a) Ceux qui assument une fonction de direction ou d'exécution seront punis de six mois à deux ans d'emprisonnement et de cinquante à cinq cents livres d'amende, et tout autre membre de la moitié seulement de ces peines.

ART. 329.- 1) Lorsqu'une infraction a été commise par un membre d'une société secrète en exécution du but de cette société :

Tout membre qui assistait à la réunion où l'infraction a été décidée est réputé instigateur et puni comme il est dit à l'article 217.

2) Tout membre qui se trouvait sur les lieux au moment où le fait a été commis est assimilé aux complices et puni des peines encourues par ces derniers aux termes de l'article 219.

CHAPITRE IV - DES CRIMES ET DELITS DE COALITION ET D'ENTRAVE A LA LIBERTE DU TRAVAIL.

ART. 330.- Seront passibles della dégradation civique tous fonctionnaires liés à l'Etat par un contrat de droit public qui auront, de concert, suspendu ou décidé de suspendre l'exercice de leurs fonctions, ou arrêté de donner leurs démissions dans les conditions susceptibles d'entraver le fonctionnement d'un service public.

ART. 331.- Lorsqu'un patron ou chef d'entreprise, ou des employés ou des travailleurs, auront cessé le travail soit en vue d'exercer une contrainte sur les pouvoirs publics, soit pour protester contre une décision ou une mesure émanant de ces pouvoirs, chacun des coupables sera condamné à l'emprisonnement ou à la résidence forcée pour une durée de trois mois au moins.

ART. 332.- 1) Sera punie d'emprisonnement et d'amende toute coalition de plus de vingt personnes suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution dans le but de suspendre :

- a) Les transports interurbains ou internationaux;
- b) Les communications postales, télégraphiques ou téléphoniques;
- c) Un service public de distribution d'eau ou d'électricité.

2) La même peine sera encourue par le concessionnaire de l'un des services sus-indiqués qui en aura arrêté le fonctionnement sans motif légitime.

3) Si l'infraction a été accompagnée de violences sur les personnes ou les choses, de menaces ou autres moyens d'intimidation, de manœuvres frauduleuses ou allégations mensongères de nature à faire impression, d'attroupement sur les voies ou les places publiques, ou d'occupation des lieux de travail, l'emprisonnement ne sera pas inférieur à six mois à l'égard des personnes coupables de ces faits.

ART. 333.- Quiconque, à l'aide d'un des moyens énoncés au dernier alinéa de l'article précédent, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée de travail, sera puni d'un emprisonnement d'un an au plus et d'une amende qui n'excèdera pas cinquante livres.

ART. 334.- Tout patron ou chef d'entreprise, tout employé ou travailleur qui aura refusé ou différé d'exécuter la sentence d'arbitrage ou toute autre décision émanant d'une juridiction du travail, sera puni de deux mois à un an d'emprisonnement.

CHAPITRE V - DES MANIFESTATIONS ET ATTROUPEMENTS SÉDITIEUX

I - Des manifestations séditieuses

ART. 335.- Quiconque, dans une réunion qui n'a pas un caractère privé soit par son but ou son objet, soit par le nombre des personnes qui y sont conviées ou en font partie, soit par le lieu où elle est tenue,

Quiconque, dans un lieu public, ouvert ou exposé au public, aura proféré des cris ou chants séditieux, exhibé un emblème quelconque dans des conditions telles que l'ordre public en puisse être troublé, ou se sera livré à toute autre manifestation séditieuse,

Sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement et d'une amende de dix à cent livres.

II - Des attroupements séditieux

ART. 336.- Tout rassemblement ou défilé sur la voie publique, ou dans un lieu ouvert au public, est réputé attroupement séditieux et puni d'un mois à un an d'emprisonnement:

CHAPITRE I - DES INFRACTIONS COMMISES CONTRE LES DEVOIRS DE LA FONCTION

I - De la corruption

ART. 341.- Tout fonctionnaire, toute personne investie d'un mandat public soit par voie d'élection soit par voie de nomination, tout particulier chargé d'une mission officielle tel que l'arbitre, l'expert ou le syndic qui aura sollicité ou accepté pour lui-même ou pour un tiers, un don, une promesse ou tout autre avantage afin d'accomplir un acte légitime de sa fonction, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende égale au moins au double de la valeur reçue ou agréée.

ART. 342.- 1) Toute personne de la qualité ci-dessus exprimée qui aura sollicité ou reçu, pour lui-même ou pour un tiers, un don, une promesse ou tout autre avantage, soit pour faire un acte contraire à sa fonction ou qu'il prétend rentrer dans sa fonction, soit pour omettre ou retarder un acte qu'il est tenu d'accomplir, sera puni des travaux forcés à temps et d'une amende qui ne sera pas inférieure au triple de la valeur reçue ou agréée.

2) La même peine sera prononcée contre l'avocat qui se sera rendu coupable de ces faits.

ART. 343.- Les peines prévues aux articles 341 et 342 seront également encourues par le corrupteur.

ART. 344.- Le corrupteur et le complice seront exempts de peine s'ils ont révélé ou avoué le fait aux autorités constituées avant la saisie de la juridiction de jugement.

ART. 345.- Quiconque aura offert ou promis à une personne de la qualité visée à l'article 341, un don ou tout autre avantage à titre de rétribution non due, soit pour faire un acte de sa fonction, soit pour s'en abstenir ou pour en retarder l'exécution sera puni, si l'offre ou la promesse n'a pas été acceptée, d'un emprisonnement de trois mois au moins et d'une amende qui ne sera pas inférieure au double de la valeur de la chose offerte ou promise.

ART. 346.- Toute personne de la qualité visée à l'article 341 qui aura accepté une rétribution non due pour un acte de sa fonction ou de sa mission déjà accompli, sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement et d'une amende égale au double de la valeur acceptée.

ART. 346 bis.- (ajouté en vertu du décret législatif N° 68 du 19 Janvier 1952):

Qu'il ait présenté une démission écrite ou qu'il ait été considéré comme démissionnaire en vertu de l'article 81 de la loi fixant les Statuts du Personnel de l'Etat, tout fonctionnaire qui cesse son travail avant la parution du décret ou de l'arrêté portant acceptation de sa démission, est puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende non inférieure à ses traitements nets pendant six mois ou de l'une de ces deux peines seulement, ceci sans préjudice de tous dommages ayant résulté de cette cessation.

II - Du trafic d'influence

ART. 347.- Quiconque aura reçu ou sollicité une rétribution non due ou en aura agréé la promesse, soit pour lui-même, soit pour autrui, en vue de faire obtenir ou tenter de faire obtenir une fonction ou un emploi, des marchés, entreprises ou autres bénéfices, des faveurs de l'Etat ou d'une administration publique, ou pour influencer d'une manière quelconque la conduite des autorités, sera puni de deux mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende qui ne sera pas inférieure au double de la valeur reçue ou agréée.

ART. 348.- Si le fait a été commis par un avocat sous prétexte de se procurer la faveur d'un magistrat, d'un arbitre, d'un syndic ou d'un expert dans une instance judiciaire, la peine d'emprisonnement sera d'un an à trois ans, indépendamment de l'interdiction à vie pour le coupable d'exercer sa profession.

III - Du détournement et de la concussion.

ART. 349.- Tout fonctionnaire qui aura détourné, au préjudice de l'Etat ou d'un particulier, des deniers ou autres objets dont, à raison de ses fonctions, il avait l'administration, la perception ou la garde, sera puni d'un an à trois ans d'emprisonnement et d'une amende qui ne sera pas inférieure au montant des restitutions.

ART. 350.- Si le détournement a eu lieu au moyen de mentions fausses dans les factures ou les livres, d'altération ou de suppression de comptes, pièces ou autres actes et, d'une manière générale, à l'aide d'une manoeuvre quelconque destinée à en empêcher la découverte, la peine des travaux forcés sera encourue, sans préjudice de l'amende établie à l'article précédent.

ART. 351.- Tout fonctionnaire qui aura contraint ou induit une personne quelconque à payer, ou à promettre de payer, ce qu'il savait n'être pas dû ou excéder ce qui était dû pour impôts, taxes ou autres contributions, sera puni d'un an d'emprisonnement au moins et d'une amende qui ne sera pas inférieure au double de la valeur des restitutions.

ART. 352.- Sera puni de la même peine le fonctionnaire qui aura, sans l'autorisation de la loi, accordé des exonérations ou franchises d'impôts, taxes, amendes ou autres contributions.

ART. 353.- 1) Tout individu chargé de vendre, d'acheter ou de gérer des biens meubles ou immeubles pour le compte de l'Etat ou d'une administration publique, qui aura commis une fraude quelconque dans l'une de ces opérations ou contrevenu aux dispositions qui les réglementent, soit pour en tirer un profit personnel, soit pour favoriser une partie au détriment d'une autre ou au préjudice de l'administration, sera puni d'un emprisonnement de deux années au moins et d'une amende qui ne sera pas inférieure à la valeur du dommage causé.

2) Le tout sans préjudice des peines de la corruption s'il y a lieu.

ART. 354.- Tout fonctionnaire qui aura, directement ou par personne interposée, ou moyennant des actes simulés, pris un intérêt privé dans une opération quelconque de l'administration à laquelle il est attaché, sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende de cent livres au moins.

ART. 355.- Les magistrats, receveurs des finances, administrateurs, officiers de gendarmerie ou de police et autres dépositaires de la puissance publique rétribués par l'administration qui auront, dans l'étendue de la circonscription où ils exercent leur autorité, fait ouvertement ou au moyen d'actes simulés, directement ou par personne interposée, le commerce des grains, denrées alimentaires et tous objets de première nécessité autres que ceux provenant de leurs propriétés, seront condamnés aux peines de l'article précédent.

ART. 356.- 1) Les peines portées aux articles 349 à 352 seront réduites de moitié si le préjudice causé et le bénéfice que le coupable se proposait de réaliser sont de peu d'importance, ou si le préjudice a été entièrement réparé avant la saisie de la juridiction de jugement.

2) Si la restitution ou la réparation ont eu lieu au cours des débats, mais avant tout jugement même non irrévocable sur le fond, la peine sera réduite du quart.

IV - Des attentats à la liberté

ART. 357.- Tout fonctionnaire qui, hors les cas prévus par la loi, aura arrêté ou détenu une personne quelconque, sera puni des travaux forcés à temps.

ART. 358.- Les directeurs et gardiens des établissements pénitentiaires ou disciplinaires ou des maisons de rééducation, et tous fonctionnaires en remplissant les attributions, qui auront reçu un individu sans mandat ou décision de justice, ou l'auront retenu au delà du terme, seront punis d'un emprisonnement d'un an à trois ans.

ART. 359.- 1) Les personnes de la qualité mentionnée ci-dessus et généralement tous officiers ou agents de la force publique et tous fonctionnaires administratifs qui auront refusé ou différé de représenter au magistrat compétent qui les en requiert, une personne arrêtée ou détenue, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an.

2) Ceux des dits fonctionnaires qui n'auront pas déféré immédiatement à la réquisition du magistrat d'exhiber le registre d'écrou et tous registres des lieux de détention auxquels ils sont attachés seront punis de la même peine.

ART. 360.- 1) Tout fonctionnaire qui, agissant en cette qualité, se sera introduit dans le domicile d'un particulier ou dans les dépendances de son domicile hors les cas prévus par la loi et sans les formalités qu'elle exige, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à trois ans.

2) Si le fait a été accompagné de perquisition ou de tout autre acte arbitraire, la peine ne sera pas inférieure à six mois.

V - Des abus d'autorité et des manquements aux devoirs de la fonction.

ART. 361.- 1) Tout fonctionnaire qui aura, directement ou indirectement, fait usage de son autorité ou de son influence pour entraver ou retarder l'application des lois ou règlements, la perception des taxes ou impôts, l'exécution d'une décision ou d'un mandat de justice ou de tout autre ordre de l'autorité compétente, sera puni de trois mois à deux ans d'emprisonnement.

2) Si celui qui a fait usage de son autorité ou de son influence n'est pas fonctionnaire public, l'emprisonnement ne pourra excéder une année.

ART. 362.- 1) Sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement et d'une amende de vingt cinq à cent livres tout fonctionnaire qui aura excité au mépris des institutions nationales ou des lois de l'Etat, ou aura fait l'apologie d'actes contraires à ces lois ou institutions.

2) Cette disposition s'applique également aux ministres des cultes et au personnel de l'enseignement public ou privé.

ART. 363.- 1) Le fonctionnaire qui, sans cause légitime, se sera rendu coupable de négligence dans l'exercice de ses fonctions, ou n'aura pas exécuté les ordres à lui donnés légalement par son chef hiérarchique sera puni de dix à cent livres d'amende.

2) S'il est résulté de ce fait un préjudice pour les intérêts de l'Etat, le coupable sera condamné à un emprisonnement d'un mois à un an.

ART. 364.- Sera également puni d'un mois à un an d'emprisonnement tout officier ou agent de la force publique, tout commandant d'armes ou de subdivision, qui se sera abstenu de déférer à une réquisition légale de l'autorité judiciaire ou administrative.

ART. 364.-(bis) A) (tel que ajouté par le Décret Législatif N° 46 du 23.7.1974) Sera passible d'un emprisonnement de trois à cinq années et d'une amende non inférieure au traitement mensuel, y comprises les indemnités, pour la durée d'une année entière, quiconque aura quitté son travail ou l'aura interrompu parmi le personnel des ministères, des administrations, des établissements, des organismes publics, des municipalités, des établissements municipaux ou de n'importe quelle autorité du secteur public ou mixte avant la parution de l'acte comportant l'acceptation de sa démission par l'autorité compétente ainsi que celui qui est considéré au même titre que le démissionnaire pour avoir abandonné son travail et l'avoir interrompu pendant une période de quinze jours.

B) Sera puni de la même peine quiconque se sera soustrait à l'accomplissement de ses obligations de servir auprès des autorités mentionnées au paragraphe A du présent article, que cette obligation provienne d'un envoi en mission, d'une bourse d'études ou d'un congé d'études. Les biens meubles et immeubles de l'intéressé seront confisqués.

C) Dans tous les cas, les personnes touchées par les dispositions du présent article, seront privées de leurs droits auprès de l'Etat et seront tenues, en plus de ce qui précède de tous les dommages provenant de l'abandon du travail ou de son interruption.

D) Les circonstances atténuantes ne s'appliqueront pas aux crimes commis en vertu des dispositions du présent article. Ne leur seront pas également applicables, les dispositions relatives au sursis prévues par les articles 163 et suivants du Code Pénal.

E) Sera exempté de la peine, pour une seule fois seulement, quiconque retourne au service ou se met à la disposition de l'Etat au cours de trois mois de la date de l'introduction de l'action publique.

ART. 365.- Tout fonctionnaire autre que ceux visés à l'article 296 qui aura été révoqué ou suspendu, toute personne investie d'un mandat public par voie d'élection ou par voie de nomination dont le mandat aura pris fin, si elle continue illégalement l'exercice de ses fonctions, sera punie de trois mois à trois ans d'emprisonnement.

ART. 366.- Tout fonctionnaire qui, pour procurer à soi-même ou à autrui un avantage, ou pour causer un dommage à autrui, aura commis un fait contraire aux devoirs de sa fonction non prévu par la loi, sera puni d'un mois à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de dix à cent livres.

ART. 367.- Hors les cas où la loi prononce des peines spéciales pour les infractions commises par des fonctionnaires, ceux d'entre eux qui, agissant en cette qualité, ou abusant de l'autorité ou de l'influence que leur donne leur fonction, se seront rendus coupables d'une infraction quelconque à titre d'instigateurs, de co-auteurs ou de complices, encourront les peines aggravées de l'article 247.

Disposition commune

ART. 368.- En prononçant une condamnation pour l'un des délits prévus au présent chapitre, le juge pourra ordonner l'interdiction des droits civiques.

CHAPITRE II - DES INFRACTIONS CONTRE L'AUTORITE PUBLIQUE

I.- De la rébellion

ART. 369.- 1.- Toute attaque ou résistance avec violence envers un fonctionnaire agissant pour l'application des lois ou règlements, la perception des taxes ou impôts, l'exécution d'une décision ou d'un mandat de justice ou de tout autre ordre de l'autorité compétente, sera punie d'un emprisonnement de deux ans au moins s'il y a eu port d'armes, et d'un emprisonnement de six mois à deux ans s'il n'y pas eu port d'armes. Si elle a été commise par deux ou plusieurs personnes, la peine sera doublée.

ART. 370.- Tout acte de résistance active ou passive entravant l'activité légale d'une des personnes de la qualité exprimée en l'article précédent sera puni d'un emprisonnement d'un à six mois et d'une amende allant jusqu'à 100 Livres.

II - Des voies de fait

ART. 371.- 1.- Quiconque aura porté des coups ou commis toute autre violence ou voies de fait envers un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

2.- Si le fait a été commis à l'encontre d'un magistrat, la peine sera puni d'un à trois ans.

ART. 372.- 1.- Les peines édictées à l'article précédent seront aggravées suivant la règle posée à l'article 247 si les violences ont été commises avec préméditation, ou en réunion de plus d'une personne, ou ont été cause de blessures ou de maladie.

2.- Si, à raison de leur gravité, les violences exercées ont entraîné une peine plus forte que celles prévues à l'article précédent, la peine ainsi encourue sera également élevée comme il est dit à l'article 247.

III - De l'outrage.

ART. 373.- 1) L'outrage par paroles, gestes ou menaces adressés à un fonctionnaire dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, ou parvenus à sa connaissance par la volonté de leur auteur,

L'outrage par écrit ou dessin non rendus publics, ou par moyen d'une communication télégraphique ou téléphonique adressés à un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions ou à l'occasion de cet exercice,

Seront punis d'un emprisonnement qui n'excèdera pas six mois.

2) Si le fonctionnaire outragé

2) Si le fonctionnaire outragé est du nombre de ceux qui participent à l'exercice de la puissance publique, la peine sera de deux mois à un an.

3) La peine sera de six mois à deux ans si l'outrage par paroles, gestes ou menaces a eu lieu envers un magistrat à l'audience.

ART. 374.- 1) Tout outrage au Chef de l'Etat sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement.

2) Sera puni de la même peine l'outrage au drapeau ou à l'emblème national commis publiquement par l'un des moyens énoncés à l'article 208.

IV - De la diffamation et de l'injure

ART. 375.- 1) Toute imputation, même sous la forme dubitative ou interrogative d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne à laquelle il est imputé, est une diffamation.

2) Tous termes de mépris, invective, expression ou dessin outrageants qui ne renferment l'imputation d'aucun fait sont des injures.

Le tout sauf les dispositions de l'article 373 contenant définition de l'outrage.

ART. 376.- La diffamation par l'un des moyens énoncés à l'article 208 sera punie :

D'un à trois ans d'emprisonnement si elle a été commise envers le Chef de l'Etat;

D'un an d'emprisonnement au plus si elle a été commise envers les cours ou tribunaux, les corps constitués, l'armée, les administrations publiques ou, à raison de sa fonction ou de sa qualité, envers un fonctionnaire participant à l'exercice de la puissance publique.

De trois mois d'emprisonnement au plus ou d'une amende de dix à cent livres si elle a été commise envers tout autre fonctionnaire à raison de sa fonction ou de sa qualité.

ART. 377.- Sauf dans le cas où la diffamation a été commise envers le Chef de l'Etat, le prévenu sera renvoyé des fins de la plainte si le fait diffamatoire est relatif à la fonction et est reconnu vrai.

ART. 378.- L'injure par l'un des moyens énoncés à l'article 208 sera punie :

D'un mois à un an d'emprisonnement si elle a été commise envers le Chef de l'Etat.

De six mois d'emprisonnement au plus si elle a été commise envers les cours ou Tribunaux, les corps constitués, l'armée, les administrations publiques ou, à raison de sa fonction ou de sa qualité, envers un fonctionnaire participant à l'exercice de la puissance publique;

D'une amende de dix à cinquante livres ou des arrêts si elle a été commise envers tout autre fonctionnaire à raison de sa fonction ou de sa qualité.

ART. 379.- Les tribunaux peuvent décider la publication de tout jugement se rapportant au crime de la diffamation et de l'injure.

V - De la lacération d'affiches officielles.

ART. 380.- 1) Quiconque aura lacéré, enlevé ou détérioré, même partiellement, une affiche officielle, sera puni d'une amende de dix à cinquante livres.

2) Si le fait a eu lieu par mépris envers l'autorité ou en signe de protestation contre un de ses actes, d'un emprisonnement qui ne dépassera pas trois mois.

VI - De l'usurpation de titre ou de fonctions

ART. 381.- Toute personne qui aura porté publiquement et sans droit un uniforme, une décoration ou un insigne de l'Etat Syrien ou d'un Etat étranger, ou un costume réservé par la loi syrienne à une catégorie de personnes, sera puni d'un emprisonnement de six mois au plus ou d'une amende qui n'excèdera pas cent livres.

ART. 382.- 1) Quiconque, sans titre, se sera présenté comme investi de fonctions publiques civiles ou militaires ou aura exercé les attributions d'une de ces fonctions, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.

2) Si le coupable, au moment de l'action, était revêtu d'un uniforme ou d'un insigne réservé aux fonctionnaires, l'emprisonnement ne sera pas inférieur à six mois.

3) Si le fait a été accompagné d'une autre infraction, la peine de cette dernière sera élevée conformément aux dispositions de l'article 247.

ART. 383.- Quiconque exercera sans droit une profession légalement réglementée sera puni d'un emprisonnement de six mois au plus et d'une amende de vingt cinq à deux cents livres.

ART. 384.- Dans le cas des délits prévus aux articles 381, 382 et 383, la publication de la sentence pourra être prononcée.

VII - Du bris de scellés et de l'enlèvement de pièces ou documents officiels.

ART. 385.- 1) Quiconque aura volontairement brisé des scellés apposés par ordre de l'autorité publique, sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement.

2) Et s'il a usé de violences envers les personnes, d'un an à trois ans de la même peine.

ART. 386.- 1) Celui qui aura soustrait, enlevé ou détruit en tout ou en partie des pièces ou documents contenus dans les archives, greffes ou dépôts publics, ou remis à un dépositaire public en cette qualité, sera puni d'un an à trois ans d'emprisonnement.

2) Si le fait a été commis à l'aide de bris de scellés, avec effraction ou escalade, ou au moyen de violences envers les personnes, la peine sera les travaux forcés à temps.

ART. 387.- Encourra les peines de l'article précédent avec les distinctions qui y sont faites, celui qui aura brûlé ou détruit, même partiellement, des registres, minutes ou actes originaux de l'autorité publique.

TITRE IVDES INFRACTIONS CONTRE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICECHAPITRE I - DES INFRACTIONS CONTRE L'ACTIVITE JUDICIAIREI - De la non-révélation des crimes et délits

ART. 388.- Tout syrien qui aura eu connaissance d'un crime contre la sûreté de l'Etat et ne l'aura pas immédiatement dénoncé à l'autorité publique, sera passible d'un an à trois ans d'emprisonnement et de la privation des droits civiques.

ART. 389.- 1) Tout fonctionnaire chargé de la recherche ou de la poursuite des infractions à la loi pénale qui aura omis ou différé de dénoncer une infraction parvenue à sa connaissance, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à trois ans et d'une amende de 10 à 100 livres.

2) Tout fonctionnaire qui aura omis ou différé de dénoncer à l'autorité compétente un crime ou un délit dont il a eu connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, sera condamné à l'amende ci-dessus déterminée.

3) Le tout à moins que la poursuite de l'infraction non dénoncée ne soit subordonnée à la plainte d'un particulier.

ART. 390.- Quiconque, dans l'exercice d'une profession sanitaire, aura assisté une personne paraissant avoir été la victime d'un crime, ou d'un délit susceptible d'être poursuivi d'office, et ne l'aura pas dénoncé à l'autorité, encourra la peine d'amende prévue à l'article précédent.

II - De l'extorsion d'aveux ou de renseignements

ART. 391.- 1) Quiconque, dans le but d'obtenir l'aveu d'une infraction, ou des renseignements sur une infraction, aura soumis une personne à des rigueurs non autorisées par la loi sera puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement.

2) Si les violences exercées ont entraîné une maladie ou des blessures, le minimum de la peine sera d'un an.

III - De la simulation d'infraction et de la dénonciation calomnieuse

ART. 392.- Celui qui dénoncera à l'autorité judiciaire ou à une autorité tenue de lui en référer une infraction qu'il sait n'avoir pas été commise, ou provoquera l'ouverture d'une enquête ou d'une information en créant les indices matériels d'une telle infraction, sera puni d'un emprisonnement qui ne dépassera pas six mois et d'une amende de cinquante livres au plus ou de l'une de ces peines seulement.

ART. 393.- 1) Quiconque, par une plainte ou une dénonciation adressée à l'autorité judiciaire ou à une autorité tenue de lui en référer, aura imputé à une personne un délit ou une contravention dont il la sait innocente, ou aura simulé à sa charge les indices matérielle d'une telle infraction, sera puni d'un mois à trois ans d'emprisonnement.

2) Si le fait imputé constitue un crime, l'auteur de la dénonciation calomnieuse encourra les travaux forcés à temps pour dix ans au plus.

3) La peine des travaux forcés ne sera pas inférieure à dix ans et pourra être portée à quinze ans si la dénonciation calomnieuse a eu pour effet une condamnation à la peine de mort ou à une peine perpétuelle.

ART. 394.- En cas de rétraction du coupable avant toute poursuite, les peines prévues aux deux articles précédents seront atténuées ainsi qu'il est dit à l'article 241.

IV - De la fausse identité.

ART. 395.- Quiconque, requis par un magistrat ou par un officier ou un agent de la police judiciaire de décliner son identité, aura donné un faux nom, une fausse qualité ou des indications inexactes sur son domicile ou sa résidence, sera puni d'un emprisonnement de six mois au plus ou d'une amende qui n'excèdera pas cinquante livres.

ART. 396.- Quiconque aura usurpé le nom d'autrui dans une information ou une instance judiciaire sera puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement.

V - Du faux témoignage.

ART. 397.- Le témoin qui aura allégué une excuse reconnue fausse encourra, outre l'amende prononcée pour la non-comparution, un emprisonnement de trois mois au plus.

ART. 398.- 1) Quiconque, déposant comme témoin devant l'autorité judiciaire ou une juridiction militaire ou administrative affirmera le faux ou niera le vrai, ou taira tout ou partie de ce qu'il saurait concernant les faits de la cause sur lesquels il est interrogé, sera puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement.

2) Si le faux témoignage a eu lieu au cours d'une information ou d'une procédure criminelle, la peine sera les travaux forcés pour dix ans au plus.

3) La peine des travaux forcés ne sera pas inférieure à dix ans et pourra être portée à quinze ans si le faux témoignage a eu pour effet une condamnation à la peine de mort ou à une peine perpétuelle.

4) Si le coupable a été entendu sans serment, la peine sera réduite de moitié.

ART. 399.- Seront exemptés de peine :

1°- Le témoin qui a déposé au cours d'une instruction pénale, s'il rétracte son faux témoignage avant la clôture de l'instruction et avant qu'il ait été l'objet d'une dénonciation;

2°- Le témoin qui a déposé dans toute autre instance s'il se rétracte avant tout jugement même non irrévocable sur le fond.

ART. 400.- 1) Seront également exemptés de peine :

a) Le témoin qui, en disant la vérité, se serait exposé inévitablement à un péril grave touchant la liberté ou l'honneur, ou y aurait exposé son époux ou épouse même divorcé, un de ses ascendants ou descendants, frères ou soeurs, ou alliés aux mêmes degrés;

b) L'individu qui, ayant décliné devant le juge ses nom, prénoms et qualités, n'aurait pas dû être entendu comme témoin ou aurait dû être averti de la faculté qui lui était réservée de s'abstenir de déposer.

2) Si le faux témoignage a exposé une autre personne à des poursuites légales ou à une condamnation, la peine sera seulement réduite de la moitié aux deux tiers.

ART. 401.- Sera réduite de moitié la peine de celui à l'instigation duquel le faux témoignage a été commis si le témoin, en disant la vérité, devait s'exposer inévitablement ou exposer un de ses proches à un péril grave tel que spécifié au premier alinéa de l'article précédent.

VI - Du faux rapport et de la fausse traduction

ART. 402.- 1) L'expert désigné par l'autorité judiciaire qui aura affirmé un fait contraire à la vérité ou en aura donné sciemment une fausse interprétation, sera puni de trois mois d'emprisonnement au moins et d'une amende qui ne sera pas au-dessous de cinquante livres. Il lui sera, en outre, interdit d'être à jamais expert.

2) La peine des travaux forcés sera appliquée si l'expertise avait trait à une procédure criminelle.

ART. 403.- 1) Encourra les peines de l'article précédent avec la distinction qui y est établie, l'interprète coupable d'avoir donné sciemment une traduction infidèle dans une procédure judiciaire.

2) L'interdiction perpétuelle d'être nommé interprète sera également prononcée.

ART. 404.- Les dispositions de l'article 399 sont applicables à l'expert et à l'interprète.

VII - Du faux serment.

ART. 405.- 1) Toute personne qui aura prêté en matière civile un faux serment sera passible d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cinquante à cent livres.

2) Le coupable sera exempt de peine s'il se retracte avant qu'il ne soit statué par un jugement même non irrévocable sur la demande objet du serment.

VIII - Du détournement d'objets produits en justice.

ART. 406.- 1) Celui qui, après avoir produit en justice un document ou un objet quelconque, l'aura détourné ou dissimulé, détruit ou dégradé, sera puni d'une amende de vingt cinq à trois cents livres.

2) Cette disposition est applicable si le document ou l'objet produit avait été laissé à la charge d'être présenté à toute réquisition.

IX - Des immunités judiciaires et des faits
susceptibles de troubler le cours de la justice.

ART. 407. - Ne donneront lieu à aucune action en diffamation ou injure les discours prononcés et les écrits produits devant les tribunaux, s'ils l'ont été de bonne foi et dans les limites des besoins légitimes de la défense.

ART. 408. - Toute personne se trouvant en un lieu où se fait une instruction judiciaire, qui aura enfreint l'ordre d'expulsion émanant du magistrat exerçant la police de l'audience, sera arrêté sur l'ordre du dit magistrat et condamné par lui aux arrêts pour vingt-quatre heures, sans préjudice des peines plus graves à prononcer par la juridiction compétente, s'il y a lieu.

ART. 409. - Quiconque, par écrit ou verbalement, aura sollicité un magistrat en faveur d'une partie en cause ou contre elle, sera puni d'un emprisonnement d'une semaine à un mois et d'une amende de 10 à 50 livres ou de l'une de ces peines.

X - Des publications interdites.

ART. 410. - 1) Sera puni d'une amende de vingt-cinq à cent livres quiconque publiera :

a) Un acte d'instruction ou de procédure criminelle ou correctionnelle avant qu'il ait été lu en audience publique;

b) Les délibérations intérieures des Cours et Tribunaux;

c) Les débats ayant eu lieu à huis clos;

d) Les débats sur les instances en divorce ou en séparation de corps;

f) Tous débats dont les Cours ou Tribunaux auront interdit la publication.

2) Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux jugements publiés de bonne foi autrement que par affiches ou placards.

ART. 411. - Seront punis d'un emprisonnement de six mois au plus et d'une amende qui ne dépassera pas cinquante livres ou de l'une de ces deux peines seulement ceux qui ouvriront ou annonceront publiquement des souscriptions ayant pour objet d'indemniser des amendes, frais ou dommages-intérêts encourus en matière pénale.

CHAPITRE II - DES ENTRAVES A L'EXECUTION

DES DECISIONS JUDICIAIRES

I - Des délits contre l'autorité des décisions de justice.

ART. 412.- 1) Le gardien judiciaire qui, intentionnellement, aura dégradé ou détourné tout ou partie des objets à lui confiés sera puni de deux mois à deux ans d'emprisonnement et de dix à cent livres d'amende.

2) Si la chose déperit par sa négligence, l'amende sera seule prononcée.

3) Toute autre personne, propriétaire des objets mis sous main de justice ou en revendiquant la propriété, qui les aura soustraits ou dégradés intentionnellement ou les aura recélés sachant qu'ils ont été détournés ou soustraits, sera punie d'un mois à un an d'emprisonnement et de dix à cinquante livres d'amende.

ART. 413.- 1) Sera punie d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de cinquante à cinq cents livres :

a) Toute personne qui se mettra en possession d'un immeuble dont elle a été expulsée;

b) Toute personne qui contreviendra aux mesures ordonnées par le juge en vue de sauvegarder la propriété ou la possession.

2) Si le fait a été accompagné de violences, la peine d'emprisonnement sera de six mois à deux ans.

ART. 414.- 1) Quiconque aura dissimulé ou lacéré, même partiellement, une affiche apposée en exécution d'un arrêt ou d'un jugement de condamnation, sera puni d'une amende de vingt-cinq à cent livres.

2) Si l'individu condamné à la peine de l'affichage a lui-même commis le délit ci-dessus spécifié, ou s'il en a été l'instigateur ou le complice, il encourra, en plus de l'amende, un emprisonnement jusqu'à six mois.

- 92 -

II - De l'évasion de détenus.

ART. 415.- 1) Quiconque aura procuré ou facilité l'évasion d'une personne légalement arrêtée ou détenue à raison d'un délit ou d'une contravention, sera puni de six mois d'emprisonnement au plus.

2) Si l'évadé était arrêté ou détenu à raison d'un crime puni d'une peine criminelle temporaire, le coupable sera condamné à un emprisonnement d'un an à trois ans.

3) Si le crime est puni d'une peine plus grave, le coupable encourra les travaux forcés de trois ans à sept ans.

ART. 416.- 1) Le gardien ou conducteur qui aura procuré ou facilité l'évasion sera puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement si la personne évadée se trouvait dans le premier cas mentionné à l'article précédent; de trois à sept ans de travaux forcés si elle se trouvait dans le deuxième cas; et de cinq à quinze ans de la même peine si elle se trouvait dans le troisième cas.

2) S'il y a eu négligence du gardien ou du conducteur, sa peine sera l'emprisonnement d'un mois à un an dans le premier cas ci-dessus exprimé, de six mois à deux ans dans le deuxième cas et, dans le dernier cas, d'un an à trois ans.

ART. 417.- 1) Tous préposés à la garde ou à la conduite de détenus qui, pour favoriser leur évasion, leur auront fourni des armes ou autres instruments propres à l'opérer avec effraction ou violences, encourront pour ce seul fait les travaux forcés à temps sans que la peine puisse être inférieure à cinq ans.

2) Toutes autres personnes coupables du même fait seront punies des travaux forcés à temps.

ART. 418.- La peine sera réduite de moitié si le coupable assure la capture de l'évadé ou l'incite à se représenter dans les trois mois de son évasion, sans qu'il ait commis une autre infraction qualifiée crime ou délit.

CHAPITRE III - DE LA SATISFACTION ARBITRAIRE DES PRETENTIONS PERSONNELLES

I - De la prohibition de se faire justice soi-même

ART. 419.- Quiconque, pour se faire justice à soi-même, alors qu'il pouvait recourir immédiatement à l'autorité compétente, aura enlevé un bien en possession d'autrui, ou usé de violences sur les choses de manière à les endommager, sera puni d'une amende qui ne dépassera pas cent livres.

ART. 420.- 1) Si le fait prévu à l'article précédent a été commis à l'aide de violence sur les personnes ou moyennant une contrainte morale, l'agent encourra, outre l'amende ci-dessus déterminée, un emprisonnement de six mois au plus.

2) La peine d'emprisonnement sera de trois mois à deux ans si la violence ou la contrainte a été commise par une personne armée ou par une réunion même non armée de trois personnes ou plus.

ART. 421.- La poursuite sera subordonnée à la plainte de la partie lésée si le délit n'est pas en concours avec une autre infraction susceptible d'être poursuivie d'office.

II - Du duel

ART. 422.- Le duel sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement.

ART. 423.- Toute provocation à se battre en duel même si elle n'a pas été acceptée sera punie d'une amende de vingt-cinq à deux cents livres.

ART. 424.- Sera puni de la même peine quiconque offensera publiquement une personne, ou la signalera au mépris public, parce qu'elle n'aura pas provoqué quelqu'un en duel ou n'aura pas accepté un cartel.

ART. 425.- Si le duel a eu pour résultat la mort ou une lésion permanente, la peine sera, dans le premier cas de trois ans à sept ans de détention et, dans le second cas, d'un an à trois ans d'emprisonnement.

ART. 426.- Le médecin ou le chirurgien qui aura prêté son assistance aux duellistes sera exempt de peine.

TITRE VDES INFRACTIONS CONTRE LA FOI PUBLIQUECHAPITRE I - DE LA CONTREFAÇON DU SCEAU
DE L'ETAT, DES SIGNES OFFICIELS, DES
MONNAIES ET TITRES DE CREDIT PUBLIC.I - De la contrefaçon du sceau de l'Etat
et des signes officiels.

ART. 427.- 1) Quiconque aura contrefait le sceau de l'Etat Syrien ou d'un Etat étranger, ou fait sciemment usage du sceau contrefait sera puni de sept ans de travaux forcés.

2) Quiconque aura utilisé indûment le sceau de l'Etat Syrien ou contrefait l'empreinte du sceau de l'Etat syrien ou d'un autre Etat, sera puni des travaux forcés à temps.

3) Dans l'un et l'autre cas, le coupable encourra une amende de deux cent cinquante livres au moins.

ART. 428.- 1) Celui qui aura contrefait les sceau, poinçon, marque, marteau d'une administration publique syrienne ou étrangère, ou l'emprunte de ces sceau, poinçon, marque ou marteau.

2) Celui qui aura fait usage dans un but illicite de l'un ou l'autre des signes officiels vrais ou faux mentionnés à l'alinéa ci-dessus

Sera puni d'un an à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de cinquante à trois cents livres.

ART. 429.- Ceux qui se seront rendus coupables des faits de contrefaçon réprimés aux deux articles précédents seront exempts de peine s'ils détruisent le corps du délit avant tout usage et toute poursuite.

II - De la contrefaçon des monnaies et effets
de crédit public

ART. 430.- Quiconque, dans le but de les mettre en circulation aura contrefait des monnaies d'or ou d'argent ayant cours légal ou usuel en Syrie ou dans un autre Etat, ou participé sciemment à l'émission ou à la mise en circulation des monnaies contrefaites, ou à leur introduction sur le territoire syrien ou sur celui d'un Etat étranger, sera puni des travaux forcés pour une durée qui ne sera pas inférieure à cinq ans et d'une amende de deux cent cinquante livres au moins.

ART. 431.- Si l'une des infractions prévues à l'article précédent a eu pour objet une monnaie métallique autre que les monnaies d'or ou d'argent, la peine sera les travaux forcés à temps et une amende de cent livres au moins et de mille livres au plus.

ART. 432.- Sera puni des peines portées à l'article précédent celui qui, dans le dessin de la mettre en circulation, aura altéré une monnaie ayant cours légal ou usuel en Syrie ou à l'étranger, soit en en réduisant le poids, soit en lui donnant une couleur propre à la faire passer pour une monnaie de plus grande valeur, ou qui aura participé sciemment à l'émission, à la mise en circulation ou à l'introduction sur le territoire syrien ou sur celui d'un Etat étranger d'une monnaie ainsi altérée.

ART. 433.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

Quiconque, dans le dessin de les mettre en circulation, aura contrefait du papier-monnaie, ou des billets de banque syriens ou étrangers ou aura falsifié ou altéré leur valeur ou qui aura participé à leur émission ou à leur mise en circulation, sera puni des peines portées à l'article 430.

ART. 434.- Ceux qui auront falsifié des effets de la qualité ci-dessus exprimée, ou auront sciemment participé à l'émission des billets falsifiés, à leur mise en circulation ou à leur introduction sur le territoire syrien ou sur le territoire d'un autre état, seront punis des peines prévues à l'article 431.

ART. 435.- Sera puni d'emprisonnement et d'amende, quiconque aura fabriqué, exposé, colporté ou mis en circulation, soit des pièces métalliques imitant une monnaie ayant cours légal ou usuel en Syrie ou dans d'autres pays, soit des imprimés susceptibles d'être confondus avec du papier-monnaie ou des billets de banque nationaux ou étrangers.

ART. 436.- Quiconque ayant reçu de bonne foi des pièces de monnaie, du papier-monnaie ou des billets de banque contrefaits, altérés ou falsifiés, les aura remis en circulation après en avoir connu les vices, sera puni d'une amende n'excédant pas cent livres.

ART. 437.- Encourra la même peine celui qui aura remis sciemment en circulation de la monnaie, du papier-monnaie, des billets de banque ou des valeurs à ordre périmés.

ART. 438.- 1) Quiconque, dans le but d'en faire un usage illicite, aura fabriqué ou se sera procuré des appareils ou instruments destinés à la contrefaçon, à l'altération ou à la falsification des monnaies, du papier-monnaie ou des billets de banque, sera puni des travaux forcés à temps et d'une amende de cent livres au moins.

2) Quiconque aura détenu, en connaissance de cause, les dits appareils ou instruments sera puni d'un emprisonnement d'une année au moins.

ART. 439.- Sera puni des peines criminelles édictées à l'article précédent celui qui, s'étant trouvé en possession des appareils ou instruments servant à la fabrication de la monnaie, du papier-monnaie ou des billets de banque, en aura fait un usage illicite.

III - De la fabrication des timbres et papiers timbrés

ART. 440.- Quiconque, dans le but d'en faire un usage illicite, aura contrefait ou falsifié du papier timbre, des timbres fiscaux, des timbres quittance ou des timbres poste, ou les aura mis sciemment en circulation, sera puni des travaux forcés à temps jusqu'à cinq ans et d'une amende de cinquante livres au moins.

ART. 441.- Sera puni de trois mois à un an d'emprisonnement et d'une amende de vingt-cinq à cent livres quiconque aura fait sciemment usage d'un papier timbré ou d'un timbre contrefait ou falsifié, ou d'un timbre précédemment utilisé.

Disposition commune

ART. 442.- 1) Sera exempt de peine celui qui, ayant pris part à l'un des crimes mentionnés aux articles 430 à 441, aura donné connaissance de ce crime à l'autorité avant qu'il ait été consommé.

2) La peine de l'inculpé sera simplement atténuée ainsi qu'il est dit à l'article 24 si, même après l'initiation des poursuites, il a procuré l'arrestation des autres coupables ou de ceux dont il connaissait la retraite.

CHAPITRE II - DU FAUX EN ECRITURES

ART. 443.- Le faux en écritures est l'altération frauduleuse de la vérité dans les faits ou énonciations d'un acte ou un écrit formant titre a pour objet de constater et dont peut résulter un préjudice soit matériel, soit moral ou social.

ART. 444.- Sera puni de la même peine que l'auteur du faux celui qui aura sciemment fait usage de la pièce falsifiée.

I - Du faux criminel.

ART. 445.- 1) Sera puni des travaux forcés à temps pour cinq ans au moins, le fonctionnaire qui aura, dans l'exercice de ses fonctions, commis un faux matériel :

Soit par abus d'une signature, d'un cachet ou d'une empreinte digitale, et en général par fausse signature;

Soit par fabrication d'un acte ou d'un écrit,

Soit par suppression, addition ou modification commises dans les énonciations contenues en un acte ou un écrit.

2) La peine ne sera pas inférieure à sept ans si l'acte falsifié est un de ceux qui font preuve jusqu'à inscription de faux.

3) Les dispositions du présent article s'appliqueront au cas de destruction partielle ou totale du titre.

ART. 446.- Sera puni des peines portées à l'article précédent avec la distinction qui y est établie, le fonctionnaire qui, rédigeant un acte de son ministère, en aura dénaturé le fond ou les circonstances:

Soit en abusant d'un blanc-seing qui lui a été confié,

Soit en écrivant des conventions ou déclarations autres que celles faites ou dictées par les parties,

Soit en constatant comme vrais des faits faux, ou comme avoués des faits qui ne l'étaient pas, ou en altérant tous autres faits par omission ou fausses mentions.

ART. 447.- Sont assimilés aux fonctionnaires publics pour l'application des articles précédents, toutes personnes autorisées à donner à un acte, à une signature ou à un cachet le caractère d'authenticité.

ART. 448.- Toutes autres personnes qui se seront rendues coupables d'un faux en écritures publiques, par l'un des moyens énoncés aux deux articles précédents, seront punies, dans les cas où la loi n'en a pas disposé autrement, de la peine des travaux forcés à temps.

ART. 455.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

1) Quiconque, dans l'exercice d'une fonction publique ou d'un service public, ou d'une profession médicale, ou sanitaire, délivrera un faux certificat, destiné à être présenté à l'autorité publique, ou qui est de nature à procurer un avantage illégitime à autrui, ou à léser les intérêts d'un tiers.

Quiconque fabriquera sous le nom d'une des personnes susvisées, ou falsifiera par voie d'altération, un tel certificat,

Sera puni de deux mois à deux ans d'emprisonnement.

2) Si le faux certificat était destiné à être produit en justice ou à servir de justification pour la dispense d'un service public, la peine ne sera pas inférieure à six mois .

ART. 456.- Les actes de notification rédigés par les huissiers et tous agents de l'Etat et des administrations publiques, ainsi que les procès-verbaux et rapports dressés par les agents de la police judiciaire, sont assimilés aux certificats pour l'application de la loi pénale.

ART. 457.- 1) Celui qui établira sous un nom supposé ou falsifiera un certificat de bonne conduite ou un certificat d'indigence, sera puni d'emprisonnement jusqu'à six mois.

2) La peine sera d'un mois à un an si le certificat a été établi sous le nom d'un fonctionnaire ou si la falsification a porté sur un certificat délivré par un fonctionnaire.

IV - De la supposition d'identité

ART. 458.- Tout individu qui se présentera à une autorité publique sous une fausse identité en vue de procurer un avantage à soi-même ou à autrui, ou dans l'intention de léser les droits d'un tiers, sera puni de deux mois à deux ans d'emprisonnement, réserve faite des peines criminelles dont il serait passible en cas de connivence avec le fonctionnaire public.

ART. 459.- La même peine sera appliquée à toute personne qui attestera sciemment devant l'autorité publique, dans les circonstances que dessus, la fausse identité d'un tiers.

V - Du faux en écriture privée.

ART. 460. - Quiconque aura, par l'un des moyens déterminés aux articles 445 et 446, commis un faux en écriture privée, sera puni d'un an à trois ans d'emprisonnement et d'une amende qui ne sera pas inférieure à cinquante livres.

ART. 461. - 1) Le coupable sera exempt de peine si, avant tout usage et toute poursuite, il a reconnu le fait délictuel.

2) La peine sera seulement atténuée comme il est dit à l'article 441 si l'aveu du délit a eu lieu après usage de la pièce fausse mais avant toute plainte et toute poursuite.

TITRE VIDES INFRACTIONS CONTRE LA RELIGION ET LA FAMILLE

CHAPITRE I - DES DELITS CONTRE LA RELIGION

I - Les atteintes au sentiment religieux

ART. 462. - Quiconque, de l'une des manières exprimées en l'article 208, aura outragé l'un des cultes publiquement professés, ou excité au mépris de l'un de ces cultes, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans.

ART. 463. - Sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement:

A) Celui qui aura troublé l'exercice d'un culte ou des cérémonies ou pratiques religieuses relatives à ce culte, ou qui l'aura entravé par des voies de fait ou des menaces;

B) Celui qui aura détruit, mutilé ou dégradé, ou qui aura profané ou souillé des édifices consacrés aux cultes, ou des emblèmes ou autres objets vénérés par les membres d'une religion ou par une partie de la population.

II - Des atteintes au respect dû aux morts et des infractions à la police des inhumations.

ART. 464. - Quiconque aura troublé des obsèques ou un service funèbre, ou l'aura entravé par des voies de fait ou des menaces, sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement.

ART. 465.- Quiconque aura soustrait ou détruit tout ou partie d'un cadavre, sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement et, si la soustraction a eu lieu dans le but de cacher le décès, ou la naissance, de deux mois à deux ans de la même peine.

ART. 466.- Sera puni d'une amende de vingt-cinq à deux cent cinquante livres et d'un emprisonnement qui n'excèdera pas six mois, ou de l'une de ces peines, quiconque aura, dans un but scientifique, soustrait un cadavre, ou l'aura, sans le consentement de qui de droit, disséqué ou utilisé de toute autre manière.

ART. 467.- Sera puni de deux mois à deux ans d'emprisonnement:

A) Quiconque aura violé ou profané un tombeau ou un monument funéraire, ou l'aura intentionnellement détruit, mutilé ou dégradé,

B) Quiconque aura profané, détruit, mutilé ou dégradé tout autre objet affecté au culte des morts ou à la défense ou à l'ornementation des cimetières.

ART. 468.- 1) Ceux qui auront fait inhumer ou incinérer une personne décédée avant qu'aient été remplies les formalités réglementaires, ou qui auront contrevenu de toute autre manière aux lois ou règlements relatifs aux inhumations et incinérations seront punis des arrêts et de dix à cent livres d'amende.

2) Si le fait a eu lieu en vue de cacher le décès ou la naissance, la peine sera l'emprisonnement de deux mois à deux ans.

CHAPITRE II - DES INFRACTIONS CONTRE LA FAMILLE

I - Des infractions relatives au mariage.

ART. 469.- Le ministre du culte qui procèdera au mariage d'un mineur de dix-huit ans sans que le consentement de la personne exerçant la puissance paternelle soit énoncé dans l'acte de mariage, ou qu'il y ait été suppléé par une autorisation du juge, sera puni d'une amende de vingt-cinq à deux cent cinquante livres.

ART. 470.- Encourra la même peine le ministre du culte qui procèdera à un mariage avant qu'aient été accomplies les publications et autres formalités prévues par la loi ou le statut personnel, ou qui recevra le mariage d'une femme avant l'expiration du délai de viduité.

ART. 471.- 1) Quiconque contractera un mariage sous une forme légale sachant qu'il est nul à raison d'une précédente union, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an.

2) Le ministre du culte qui aura procédé au dit mariage connaissant l'existence du lien matrimonial antérieur subira la même peine.

ART. 472.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953) :

Sont assimilés aux ministres du culte pour l'application des dispositions qui précèdent, les parties et leurs représentants ainsi que les témoins qui auront assisté au mariage en cette qualité.

II - Des délits contre la morale familiale.

ART. 473.- 1) La femme adultère sera punie d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

2) Le co-auteur de l'adultère sera condamné à la même peine s'il est marié, et, s'il ne l'est pas, à un emprisonnement d'un mois à un an.

3) Les seules preuves qui pourront être admises contre le co-auteur seront, outre l'aveu judiciaire et le flagrant délit, celles résultant de lettres ou autres pièces écrites par lui.

ART. 474.- 1) Le mari qui aura commis l'adultère dans la maison conjugale, ou qui aura entretenu une concubine d'une manière notoire en quelque lieu que ce soit, sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement.

2) La même peine sera encourue par la femme co-auteur du délit.

ART. 475.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953) :

1) L'adultère ne peut être poursuivi que sur plainte de l'époux avec constitution de partie civile. En cas de l'inexistence du mariage, la poursuite est subordonnée à la plainte du Weli (Pater-Familias) dans l'ordre de parenté se constituant partie civile.

2) L'instigateur, le co-auteur et le complice ne peuvent être poursuivis que concurremment avec l'époux coupable.

3) Le conjoint ou le Weli (Pater-Familias) qui a consenti à l'adultère est irrecevable à se plaindre.

4) La plainte ne sera plus recevable passés trois mois à dater où l'époux ou le Weli eut connaissance du délit.

5) Le désistement en faveur du conjoint éteint l'action publique et l'action privée vis-à-vis des autres coupables.

6) Le consentement du mari à reprendre la vie commune emporte désistement de la plainte.

ART. 476.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

1) L'inceste commis entre parents ou alliés en ligne directe légitimes ou naturels, ou entre frères et soeurs germains, consanguins ou utérins ou alliés au même degré sera puni d'un emprisonnement d'un an jusqu'à trois ans.

2) Si l'un des coupables avait sur l'autre une autorité de droit ou de fait, la peine ne sera pas inférieure à deux ans.

3) Le condamné sera privé des attributs de la puissance paternelle.

ART. 477.- 1) La poursuite de l'inceste tel que spécifié à l'article précédent aura lieu sur plainte d'un parent ou d'un allié jusqu'au quatrième degré de l'un ou de l'autre des coupables.

2) Elle aura lieu d'office en cas de scandale public.

III - Des infractions contre la personne de l'enfant et contre son état de filiation.

ART. 478.- 1) Quiconque se sera rendu coupable d'enlèvement ou de recel d'un enfant de moins de sept ans, de substitution d'un enfant à un autre, ou de supposition d'une enfant à une femme qui ne sera pas accouchée, sera puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement.

2) La peine ne sera pas inférieure à un an si l'infraction avait pour but ou a eu pour effet de supprimer ou d'altérer la preuve de l'état civil de l'enfant, ou de faire figurer sur les registres officiels un état civil fictif.

ART. 479.- Quiconque remettra à un hospice d'enfants trouvés, en en dissimulant l'identité, un enfant déjà inscrit sur les registres de l'état civil comme enfant légitime ou naturel reconnu, sera puni de deux mois à deux ans d'emprisonnement.

ART. 480.- Tout acte autre que ceux spécifiés aux articles précédents tendant à supprimer ou altérer la preuve de l'état-civil d'une personne sera puni d'emprisonnement.

IV - Des atteintes au droit de garde d'un mineur.

ART. 481.- 1) Quiconque aura enlevé ou détourné, même avec son consentement, un mineur n'ayant pas accompli sa dix-huitième année, en vue de le soustraire à l'autorité de la personne investie de la puissance paternelle ou du droit de garde, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de vingt-cinq à cent livres.

2) La peine sera les travaux forcés à temps si le mineur n'avait pas douze ans révolus ou s'il a été enlevé ou détourné à l'aide de la fraude ou de la violence.

ART. 482.- Le père, la mère ou toute autre personne qui, nonobstant l'ordre du juge, aura différé ou refusé de représenter un mineur de dix-huit ans, sera puni de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de vingt-cinq à cent livres d'amende.

ART. 483.- 1) Les peines portées aux articles précédents seront réduites dans la mesure indiquée par l'article 241 en faveur du coupable qui aura, avant toute condamnation, ramené ou représenté le mineur.

2) Cette disposition ne sera pas applicable en cas de récidive.

V - Du délaissement d'un enfant ou d'une personne incapable.

ART. 484.- 1) Quiconque aura exposé ou délaissé un enfant de moins de sept ans ou toute autre personne incapable de se protéger à raison de son état physique ou psychique, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an.

2) Si l'enfant ou l'incapable a été exposé ou délaissé dans un endroit solitaire, la peine sera d'un an à trois ans.

ART. 485.- Si l'infraction a occasionné à la victime une maladie ou une lésion, ou a entraîné sa mort, le coupable en sera tenu conformément aux dispositions de l'article 190 en cas d'exposition ou de délaissement dans un lieu non solitaire, s'il n'avait pas prévu ce résultat ou croyait pouvoir l'éviter; et conformément aux dispositions de l'article 188 en cas de délaissement ou d'exposition dans un lieu solitaire, et toutes les fois qu'il avait prévu le résultat et en avait accepté le risque.

- 105 -

ART. 486 - 1) Lorsque le coupable sera l'un des ascendants de l'enfant ou de l'incapable, ou l'une des personnes chargées de sa garde, de sa surveillance, de son traitement ou de son éducation, la peine sera aggravée ainsi qu'il est dit à l'article 247.

2) Cette disposition ne s'appliquera pas à la mère coupable soit comme instigatrice, soit comme auteur ou complice, de l'exposition ou du délaissement de son enfant nouveau-né commis en vue de sauvegarder son honneur.

VI - De l'abandon de famille

ART. 487 - Les père et mère qui laisseront dans le besoin leur enfant légitime, naturel ou adoptif, soit qu'ils refusent d'exécuter l'obligation d'entretien dont ils ont la charge, soit qu'ils négligent de se procurer les moyens de s'en acquitter, seront condamnés à l'emprisonnement avec obligation au travail pour une durée de trois mois au plus et/une amende qui n'excèdera pas cent livres.

ART. 488 - 1) Quiconque, ayant été condamné par une décision passée en force de chose jugée, à servir une pension à son conjoint ou ancien conjoint, à ses ascendants ou descendants, ou à toute autre personne dont l'entretien ou l'éducation lui incombent, demeurera deux mois sans en acquitter les termes, sera puni d'un à six mois d'emprisonnement avec obligation au travail et d'une amende égale au montant des prestations dues.

2) Sera assimilée à la décision rendue par le juge syrien pour l'application de la disposition qui précède, la décision émanant d'une juridiction étrangère qui aura été rendue exécutoire en Syrie.

TITRE VII

DES INFRACTIONS CONTRE LES MOEURS ET LA MORALITE PUBLIQUE

CHAPITRE I. - DES ATTENTATS AUX MOEURS I - Du Viol

ART. 489 - 1) (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Quiconque, hors mariage, aura à l'aide de violences ou de menaces, contraint une personne à l'acte sexuel, sera puni des travaux forcés pour quinze ans révolus.

2) La peine ne sera pas inférieure à vingt et un ans si la victime n'avait pas atteint quinze ans révolus.

ART. 490 - (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Encourra les travaux forcés pour neuf ans, quiconque aura accompli l'acte sexuel hors mariage, avec une personne incapable de résister par suite d'une insuffisance physique ou psychique, ou par l'emploi à son égard de moyens frauduleux.

ART. 491 - (Tel que modifié par le D.L. N°85 du 28.9.1953) et (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

1) Toute personne qui aura commis l'acte sexuel avec un mineur de moins de quinze ans, sera puni de neuf ans de travaux forcés.

2) La peine ne sera pas moins de quinze ans si l'enfant n'avait pas douze ans révolus.

ART. 492 - (Tel que modifié par le D.L. N°85 du 28.9.1953)

1) (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

L'acte sexuel commis avec un mineur âgé de quinze ans révolus et n'ayant pas accompli sa dix huitième année, par son ascendant légitime ou naturel, par un de ses alliés dans la ligne ascendante, par toute autre personne exerçant sur lui une autorité légale ou de fait, et par les serviteurs des dites personnes, sera puni des travaux forcés pour neuf ans.

2) La même peine sera prononcée si le coupable est un fonctionnaire ou un ministre de culte, ou bien le gérant ou l'employé d'un bureau de placement, et a commis le fait par abus de l'autorité ou des facilités que lui procurent sa fonction.

II - De l'attentat à la pudeur

ART. 493 - (Tel que modifié par le D.L. N°85 du 28.9.1953) et (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

1) Quiconque, à l'aide de violence ou de menaces, aura contraint une personne à subir ou à faire un acte contraire à la pudeur, sera puni des travaux forcés pour une durée qui ne sera pas inférieure à douze ans.

2) Le minimum de la peine sera dix huit ans si la victime n'avait pas quinze ans révolus.

ART. 494 - (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Sera puni des travaux forcés jusqu'à quinze ans au plus, quiconque, par l'emploi de moyens frauduleux ou profitant de l'infirmité physique ou psychique d'une personne, aura commis sur elle ou l'aura portée à commettre un acte contraire à la pudeur.

ART. 495 - (Tel que modifié par le D.L. N°85 du 28.9.1953) et (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

1) Quiconque aura commis sur un mineur n'ayant pas accompli quinze ans, ou l'aura porté à commettre un acte contraire à la pudeur, sera puni de neuf ans de travaux forcés.

2) La peine ne sera pas inférieure à douze ans si l'enfant n'avait pas douze ans révolus.

ART. 496 - (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Chacune des personnes qualifiées à l'article 492 qui aura commis sur un mineur de quinze à dix huit ans, ou l'aura porté à commettre un acte contraire à la pudeur, sera passible des travaux forcés pour un temps qui ne dépassera pas quinze ans.

Dispositions communes

ART. 497 - Les peines édictées aux articles 489 à 491 et 493 à 495 seront élevées comme il est dit à l'article 247 si le coupable est l'une des personnes visées à l'article 292.

ART. 498 - 1) Seront aggravés conformément aux dispositions de l'article 247 les crimes des peines prévus au précédent chapitre:

S'ils ont été commis par deux ou plusieurs personnes qui ont concouru pour vaincre la résistance de la victime, ou qui ont abusé d'elle successivement.

Si la victime a été atteinte d'une maladie vénérienne ou de toute autre maladie ou lésion ayant occasionné une incapacité de plus de dix jours, ou si, étant vierge, elle a perdu les indices physiques de sa virginité.

2) (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Lorsque l'un des crimes indiqués ci-avant aura entraîné la mort de la victime, sans que ce résultat ait été voulu par l'auteur, la peine ne sera pas inférieure à quinze ans.

ART. 499 - (Tel que modifié par le D.L. N°85 du 28.9.1953) et (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

1) Tout fonctionnaire qui solliciterait les faveurs de la femme d'un prisonnier ou d'un détenu, ou d'une personne placée sous sa garde, ou qui solliciterait les faveurs d'une parente de cette personne, sera puni de neuf mois à trois années d'emprisonnement.

2) Subira la même peine le fonctionnaire qui solliciterait les faveurs de la femme ou d'une parente d'une personne ayant une affaire dont la solution dépend de lui ou de ses supérieurs.

3) La peine sera doublée si le coupable a eu des rapports sexuels avec l'une des femmes mentionnées ci-dessus.

- 108 -

III - Du rapt

ART. 500 - (Tel que modifié par le D.L. N°85 du 28.9.1953) et (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

1) Quiconque, par fraude ou par violence, aura enlevé une fille ou une femme en vue du mariage, sera puni de trois à neuf ans d'emprisonnement.

2) La peine englobe aussi le commencement d'exécution de ce crime.

ART. 501 - (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Quiconque, par fraude ou violence, aura enlevé une personne de l'un ou de l'autre sexe, en vue de commettre sur elle la débauche, sera puni de neuf ans de travaux forcés, si un tel acte a été perpétré la peine ne sera pas inférieure à vingt et un ans.

ART. 502 - Les peines ci-dessus seront encourues si le fait a été commis sans fraude ni violence sur un mineur n'ayant pas accompli sa quinzième année.

ART. 503 - Il sera fait application des dispositions atténuantes de l'article 241 au coupable qui, dans les quarante huit heures, aura ramené spontanément en lieu sûr et remis en liberté la personne enlevée, sans qu'elle ait subi aucun acte contraire à la pudeur ou qu'elle ait été l'objet d'une autre infraction qualifiée crime ou délit.

IV - De la séduction, de l'impudicité et de la violation des lieux réservés aux femmes.

ART. 504 - ¹⁾ (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Quiconque, ayant séduit une fille par promesse de mariage, l'aura déflorée, sera puni, si le fait ne comporte pas une peine plus forte, d'une peine allant jusqu'à cinq ans et d'une amende maxima de trois cents livres, ou de l'une de ces deux peines seulement.

2) Les seules preuves qui pourront être admises contre le coupable seront, outre l'aveu, celles résultant de lettres ou autres pièces écrites par lui.

ART. 505 - (Tel que modifié par le D.L. N°85 du 28.9.1953) et (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Celui qui aura porté la main ou attouché impudiquement à un mineur de l'un ou l'autre sexe de moins de quinze ans accomplis, ou à une femme ou une fille de plus de quinze ans, sans leur consentement, sera puni d'un emprisonnement qui n'excèdera pas un ans et demi.

- 109 -

ART. 506 - (Tel que modifié par le D.L. N°85 du 28.9.1953) et (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Celui qui aura fait à un mineur de moins de quinze ans accomplis, ou à une fille ou femme de plus de quinze ans, une proposition contraire à la pudeur ou qui leur aura adressé des propos indécents, sera puni de trois jours d'arrêt ou d'une amende qui ne dépassera pas soixante quinze livres, ou des deux peines ensemble.

ART. 507 - (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Tout homme qui aura pénétré sous un déguisement féminin dans un lieu réservé aux femmes, ou dont l'accès, lors du fait, n'était permis qu'aux femmes, sera puni d'un emprisonnement de un an et demi au plus.

Disposition commune

ART. 508 - 1) Si l'auteur d'une des infractions prévues au précédent chapitre et sa victime contractent un mariage régulier, et si un jugement avait été prononcé, l'exécution de la peine qu'il encourt sera suspendue.

2) La poursuite ou l'exécution sera reprise si, avant l'expiration de trois ans s'il s'agit d'un délit et de cinq ans s'il s'agit d'un crime, le mariage prend fin soit par la répudiation de l'épouse sans motif légitime, soit par le divorce prononcé au profit de la victime.

CHAPITRE II - DE L'EXCITATION A LA DEBAUCHE ET DES OUTRAGES A LA PUDEUR PUBLIQUE ET AUX BONNES MOEURS

I - De l'excitation à la débauche

ART. 509 - (Tel que modifié par le D.L. N°85 du 28.9.1953) et

1) (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Celui qui a l'habitude d'exciter, de faciliter ou d'aider à la débauche et à la corruption, une ou plusieurs personnes de l'un et l'autre sexes de moins de vingt et un ans accomplis, sera puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement, et d'une amende de 75 à 600 livres.

2) Sera passible de la même peine quiconque s'adonne à la prostitution secrète ou la facilite.

ART. 510 - (Tel que modifié par le D.L. N°85 du 28.9.1953) et (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Sera puni d'un emprisonnement de trois ans au moins et d'une amende qui ne sera pas inférieure à trois cents livres, celui qui, pour satisfaire les passions d'autrui, aura séduit, entraîné ou détourné, même avec leur consentement, une femme ou fille de plus de vingt et un ans, et cela en employant la fraude, la violence ou les menaces, ou en employant l'abus d'influence ou tous autres moyens de contrainte.

- 110 -

ART. 511 - (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Sera puni de six mois à six ans d'emprisonnement et d'une amende de 75 à 750 livres, quiconque aura, en usant des moyens indiqués à l'article précédent, retenu une personne contre son gré, même pour cause de dette, dans une maison de débauche, ou qui l'aura contrainte à se livrer à la prostitution.

ART. 512 - (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Celui qui d'habitude, et dans un dessein de lucre, facilité le racolage public en vue de la prostitution des gens, et celui qui, à l'aide des moyens visés aux paragraphes (2 et 3) de l'article 208, a entraîné les gens à la débauche, sera puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement, et d'une amende allant de trente à trois cents livres.

ART. 513 - Tout homme n'exerçant pas effectivement une profession, qui tiendra tout ou partie de ses moyens d'existence de la prostitution d'autrui, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de dix à cent livres.

ART. 514 - La tentative des délits prévus aux articles 509 à 511 est punissable.

ART. 515 - Les peines commuées par les dispositions des mêmes articles seront aggravées selon les termes de l'article 247 si les coupables sont de la qualité mentionnée à l'article 492.

ART. 516 - Dans le cas de condamnation à raison d'un des délits d'excitation l'expulsion et la mise en liberté surveillée pourront être prononcées.

La fermeture de l'établissement sera également ordonnée.

II - Des outrages à la pudeur publique et aux bonnes mœurs

ART. 517 - (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

L'outrage à la pudeur publique par l'un des moyens spécifiés au paragraphe (1) de l'article 208, sera puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement.

ART. 518 - (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

L'outrage aux mœurs publiques par l'un des moyens spécifiés aux paragraphes (2 et 3) de l'article 208, sera puni de trois mois à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de trente à trois cents livres.

ART. 519 - Sera puni des mêmes peines, quiconque, dans le but d'en faire le commerce ou de procéder à leur distribution, aura fabriqué, importé, exporté ou détenu des écrits, desseins, peintures, photographies, films, émblèmes ou autres objets obscènes, ou aura annoncé ou fait connaître comment peuvent être obtenus de tels objets.

-111 -

ART. 520 - (Tel que modifié par le D.L. N°52 du 30.9.1979)

Toute conjonction charnelle accomplie contre l'ordre de la nature, est punie d'un emprisonnement allant jusqu'à trois ans.

III - De la prostitution des mineurs.

ART. 521 - (Abrogé par le D L. N°85 du 28.9.1953)

ART. 522 - (Abrogé par le D.L. N°85 du 28.9.1953)

CHAPITRE III - DES PRATIQUES ANTICONCEPTIONNELLES ET DE L'AVORTEMENT

I - Des pratiques anticonceptionnelles

ART. 523 - Quiconque, par l'un des moyens mentionnés à l'article 208 - 2° et 3°), aura, dans un but de propagande anticonceptionnelle, décrit ou divulgué, ou offert de révéler des procédés destinés à empêcher la conception, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de vingt-cinq à cent livres.

ART. 524 - Sera puni de la même peine celui qui aura vendu ou mis en vente, ou détenu dans le but de mettre en vente, tous objets destinés à empêcher la conception, ou qui, d'une manière quelconque, en aura facilité l'usage.

II - De l'avortement

ART. 525 - Toute propagande commise par l'un des moyens prévus à l'article 208-2° et 3°), en vue de répandre ou de faciliter l'usage de pratiques abortives, sera puni de deux mois à deux ans d'emprisonnement et de cinquante à deux cent cinquante livres d'amende.

ART. 526 - Encourra la même peine quiconque aura vendu ou mis en vente, ou détenu dans le but de mettre en vente, des objets destinés à produire l'avortement, ou qui d'une manière quelconque, en aura facilité l'usage.

ART. 527 - Toute femme qui, par un moyen quelconque employé soit par elle, soit par un tiers avec son consentement, se sera fait avorter, encourra la peine d'emprisonnement de six mois à trois ans.

ART. 528 - 1) Quiconque aura, par un moyen quelconque, procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme avec son consentement, sera puni d'un emprisonnement d'un à trois ans.

- 112 -

2) Si l'avortement ou les moyens employés à cette fin ont occasionné la mort de la femme, le coupable sera puni de quatre à sept années de travaux forcés.

3) La peine sera de cinq à dix ans si la mort a été causée par l'emploi de moyens plus dangereux que ceux auxquels la femme avait consenti.

ART. 529 - 1) Quiconque aura intentionnellement provoqué l'avortement d'une femme sans son consentement sera puni des travaux forcés à temps pour cinq ans au moins.

2) Si la femme décède des suites de l'avortement, ou des moyens employés à cette fin, la peine ne sera pas inférieure à dix années.

ART. 530 - Les peines des articles 528 et 529 seront applicables même si la femme sur laquelle les manœuvres avortives ont été pratiquées n'était pas enceinte.

ART. 531 - Bénéficiera d'une excuse atténuante la femme qui se sera fait avorter pour sauver son honneur de même que la personne coupable de l'une des infractions prévues aux articles 528 et 529 qui aura agi dans le but de sauver l'honneur de sa descendante, ou celui d'une parente jusqu'au deuxième degré.

Dispositions communes

ART. 532 - 1) Si l'un des délits prévus au présent chapitre a été commis soit à titre d'auteur, soit à titre d'instigateur ou de complice, par un médecin, chirurgien, sage-femme, pharmacien, ou par un de leurs préposés la peine du coupable sera aggravée par application de l'article 247.

2) Il en sera de même si l'auteur de l'infraction se livrait habituellement à la vente de produits pharmaceutiques ou d'objets destinés à procurer l'avortement.

3) Le coupable sera en outre passible de l'interdiction d'exercer sa profession ou son activité même si celles-ci ne sont pas subordonnées à l'autorisation de l'autorité ou à l'obtention d'un diplôme.

4) La fermeture de l'établissement pourra aussi être prononcée.

TITRE VIII

TITRE VIIIDES CRIMES ET DELITS CONTRE LES PERSONNESCHAPITRE I - DES CRIMES ET DELITS CONTRE
LA VIE ET L'INTEGRITE INDIVIDUELLE

I - De l'homicide intentionnel

ART. 533.- Quiconque aura intentionnellement donné la mort à autrui sera puni des travaux forcés de quinze à vingt ans.

ART. 534.- Sera puni des travaux forcés à perpétuité l'homicide intentionnel commis :

1°) Pour un motif vil;

2°) Pour préparer, faciliter ou exécuter un délit, ou pour favoriser la fuite ou assurer l'impunité des instigateurs, auteurs ou complices de ce délit;

— 3°) Pour s'assurer le profit d'un délit;

4°) Sur la personne d'un fonctionnaire dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions;

5°) Sur la personne d'un mineur de moins de quinze ans;

6°) Contre deux ou plusieurs personnes;

7°) Avec la circonstance que le coupable a usé de sévices ou agi avec cruauté envers les personnes.

ART. 535.- Sera puni de mort l'homicide intentionnel commis:

1°) Avec préméditation

2°) Pour préparer, faciliter ou exécuter un crime, ou pour favoriser la fuite ou assurer l'impunité des instigateurs, auteurs ou complices de ce crime;

3°) Sur la personne d'un ascendant ou d'un descendant du coupable.

ART. 536.- 1) Toute personne qui aura, par des coups, violences ou voies de fait, ou par tout autre acte intentionnel, causé la mort d'autrui sans intention de la donner, sera puni des travaux forcés pour cinq ans au moins.

2) La peine ne sera pas inférieure à sept ans si le fait a été accompagné de l'une des circonstances exprimées aux deux articles précédents.

ART. 537.- 1) La mère qui, pour éviter le déshonneur, se rendra coupable du meurtre de son enfant nouveau-né et conçu hors mariage, sera punie de la détention à temps.

2) En cas de préméditation, la peine ne pourra être inférieure à cinq ans.

ART. 538.- Sera puni de la détention pour dix ans au plus celui qui, dans un sentiment de compassion, aura intentionnellement donné la mort à une personne sur sa demande instante.

ART. 539.- 1) Celui qui aura, par quelque moyen que ce soit, déterminé une personne au suicide, ou qui l'aura, de l'une des manières exprimées en l'article 218 A, 3 et C aidée à se donner la mort, sera puni de la détention pour dix ans au plus si le suicide a été consommé.

2) De l'emprisonnement de trois mois à deux ans en cas de tentative de suicide ayant entraîné une lésion ou une incapacité permanente.

3) Si la personne incitée ou aidée à se donner la mort est un mineur de quinze ans ou un déficient mental, les peines de l'instigation au meurtre et de la complicité de ce crime seront appliquées.

II - Des lésions personnelles.

ART. 540.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

1) Quiconque aura intentionnellement porté des coups, fait des blessures ou commis toute autre lésion, s'il n'en est pas résulté une incapacité personnelle de travail de plus de dix jours, sera, sur la plainte de la partie lésée, puni d'un emprisonnement de six mois au plus ou des arrêts, et d'une amende de cinq à vingt-cinq livres, ou de l'une de ces peines seulement.

2) Le désistement du plaigant éteindra l'action publique. Il aura le même effet sur la peine que la rémission de la partie civile.

ART. 541.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

1) Lorsque la lésion commise aura entraîné une incapacité personnelle de travail dépassant dix jours, le coupable sera passible d'un emprisonnement qui n'excèdera pas un an et d'une amende de cinquante livres au plus, ou de l'une ou l'autre de ces peines.

2) En cas de désistement du plaignant, la peine à prononcer sera réduite de moitié.

ART. 542.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

Si l'incapacité de travail est de plus de vingt jours, la peine sera, outre l'amende ci-dessus édictée, un emprisonnement de trois mois à trois ans.

ART. 543.- Lorsque le fait aura eu pour conséquence une mutilation, ou l'excision d'un organe, ou l'amputation d'un membre, ou aura rendu un membre, un organe ou un sens impropre à sa fonction, ou aura causé une grave défiguration ou toute autre infirmité permanente ou paraissant telle, le coupable encourra les travaux forcés à temps pour dix ans au maximum.

ART. 544.- Sera puni de la même peine tout individu qui, de l'une des manières visées à l'article 540, aura été cause de l'avortement d'une femme dont il connaissait l'état de grossesse.

ART. 545.- Les peines mentionnées dans le présent paragraphe seront élevées par application de l'article 247 si le fait était accompagné de l'une des circonstances indiquées aux articles 534 et 535.

III - De la rixe

ART. 546.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

Si, au cours d'une rixe à laquelle ont participé plusieurs personnes, il a été commis un meurtre ou une lésion personnelle sans que l'auteur puisse être individuellement déterminé, tous ceux qui auront tenté d'atteindre la victime seront condamnés à la peine portée pour l'infraction commise réduite jusqu'à la moitié.

Si l'infraction emporte la peine de mort, les travaux forcés à perpétuité ou la détention à perpétuité, la peine sera de dix ans au moins.

ART. 547.- Les peines ci-dessus édictées seront aggravées comme il est spécifié en l'article 247 à l'égard de celui qui aura été la cause de la rixe.

IV - Du meurtre et des lésions excusés

ART. 548.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28/9.1953):

1) Pourra bénéficier d'une excuse absolutoire quiconque ayant surpris son conjoint, son ascendante, sa descendante ou sa soeur en flagrant délit d'adultère ou de rapports sexuels illégitimes, avec un tiers, se sera rendu coupable d'homicide sur la personne de ces derniers ou de lésion sur l'une d'elles sans préméditation.

2) L'auteur de l'homicide ou de la lésion pourra bénéficier d'une excuse atténuante s'il a surpris son conjoint, son ascendante, sa descendante ou sa soeur avec un tiers dans une attitude équivoque.

ART. 549.- 1) Seront présumés accomplis dans l'exercice du droit de légitime défense :

a) Le fait de celui qui défend sa personne ou ses biens et la personne ou les biens d'autrui contre l'auteur de vols ou de pillages exécutés avec violence;

b) Le fait commis en repoussant pendant la nuit l'individu qui s'est introduit ou tenté de s'introduire dans une maison actuellement habitée ou dans ses dépendances immédiates, par escalade ou effractions des clôtures, murs ou entrées, ou par l'emploi de fausses clefs ou d'instruments appropriés.

Si le fait a eu lieu pendant le jour, l'agent ne bénéficiera que d'une excuse atténuante par application de l'article 241.

La présomption sera écartée s'il est établi que l'agent n'a pas cru à un attentat contre les personnes ou contre les biens soit comme but direct de l'agresseur, soit comme conséquence de la résistance que rencontreraient les desseins de ce dernier.

V - De l'homicide et des lésions non intentionnels

ART. 550.- Quiconque, par négligence, imprudence ou inobservation des lois ou règlements, aura occasionné la mort d'une personne, sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

ART. 551.- 1) S'il n'est résulté de la faute du délinquant qu'une des lésions prévues aux articles 542 à 544, la peine sera de deux mois à un an.

2) Toute autre lésion inintentionnelle sera punie d'un emprisonnement de six mois au plus ou d'une amende ne dépassant pas cent livres.

3) La poursuite sera subordonnée à la plainte de la victime si la lésion n'a pas entraîné une maladie ou une incapacité de travail de plus de dix jours. Le désistement du plaignant aura les mêmes effets que ceux spécifiés aux articles 540 et 541.

ART. 552.- Tout conducteur de véhicule ayant occasionné un accident même d'ordre matériel qui ne s'arrêtera pas immédiatement, ou qui ne portera pas secours à la victime, ou qui tentera d'échapper par la suite à sa responsabilité, sera puni des arrêts et d'une amende ne dépassant pas cinquante livres.

ART. 553.- Les peines portées aux articles 550 et 551 seront élevées de la moitié si l'auteur du délit s'est rendu coupable de l'un des faits prévus à l'article précédent.

VI - De l'homicide et des lésions résultant d'un concours de causes

ART. 554.- Lorsque la mort ou une lésion commises intentionnellement ou non, seront résultées du concours de causes inconnues de l'auteur et indépendantes de son fait, la peine pourra être diminuée dans la mesure indiquée à l'article 199.

CHAPITRE II - DES INFRACTIONS CONTRE LA LIBERTE ET L'HONNEUR

I - De la privation de liberté.

ART. 555.- 1) Tout individu qui aura, par un moyen quelconque, privé autrui de sa liberté personnelle, sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement.

2) La peine sera réduite ainsi qu'il est dit à l'article 241 - 3° alinéa, à l'égard du coupable qui, dans les quarante-huit heures, aura spontanément remis en liberté la personne enlevée sans qu'elle ait été l'objet d'une autre infraction qualifiée crime ou délit.

ART. 556.- Le coupable encourra les travaux forcés à temps:

A) Si la privation de liberté a duré plus d'un mois;

B) Si la personne privée de sa liberté a été soumise à des tortures physiques ou morales;

C) Si l'infraction a été commise au préjudice d'un fonctionnaire dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

II - De la violation de domicile.

ART. 557.- 1) Tout individu qui se sera introduit dans le domicile ou l'habitation d'autrui, ou dans les dépendances de son domicile ou de son habitation, contrairement à sa volonté, de même que tout individu qui se maintiendra dans les dits lieux contrairement à la volonté de celui qui a le droit de l'en exclure, encourra la peine d'emprisonnement pour une durée qui ne dépassera pas six mois.

2) L'emprisonnement sera de trois mois à trois ans si le fait a eu lieu la nuit, ou à l'aide d'effraction ou de violences contre les personnes, ou avec armes ou en réunion.

3) Dans le cas du premier alinéa, la poursuite n'aura lieu que sur plainte de la partie lésée.

ART. 558.- 1) Sera puni des arrêts ou d'une amende n'excédant pas cinquante livres, celui qui se sera introduit, à l'aide d'effraction ou de violences contre les personnes, dans les locaux appartenant à autrui et non ouverts au public, ou qui s'y maintiendra contre la volonté de celui qui a le droit de l'en exclure.

2) Le délit ne sera poursuivi que sur plainte de la partie lésée.

III - Des menaces

ART. 559.- 1) Celui qui aura menacé autrui au moyen d'une arme sera puni d'un emprisonnement qui ne dépassera pas six mois.

2) La peine sera de deux mois à un an si, s'agissant d'une arme à feu, il en a été fait usage.

ART. 560.- Quiconque aura menacé autrui d'un crime passible de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou pour plus de quinze ans, ou de la détention perpétuelle, soit au moyen d'un écrit même anonyme, soit par l'intermédiaire d'une tierce personne, sera, dans le cas où la menace aurait été faite avec ordre de faire ou de ne pas faire un acte même légitime, puni d'un emprisonnement d'un an à trois ans.

ART. 561.- Si la menace d'un des crimes ci-dessus n'a été accompagnée d'aucun ordre, ou si, ayant été accompagnée d'un ordre, elle a été faite verbalement sans l'intermédiaire d'une autre personne, l'emprisonnement sera de trois mois à deux ans.

V - De la diffamation et de l'injure.

ART. 568.- 1) La diffamation envers un particulier commise par l'un des moyens énoncés en l'article 208 sera punie d'un emprisonnement jusqu'à trois mois et d'une amende jusqu'à cent livres ou de l'une ou l'autre de ces peines.

2) L'amende sera seule prononcée en cas de diffamation non publique.

ART. 569.- L'auteur de la diffamation ne sera pas admis à établir, pour sa charge, la vérité ou la notoriété du fait diffamatoire.

ART. 570.- 1) L'injure envers un particulier commise par les moyens indiqués à l'article 208, de même que l'outrage par l'un des moyens énumérés à l'article 373 seront punis de l'emprisonnement d'une semaine à trois mois ou d'une amende de 25 à 200 livres.

2) L'amende sera seule prononcée en cas d'injure non publique.

ART. 571.- Le juge pourra déclarer les parties ou l'une d'elles exemptes de toute peine lorsque l'injure aura été provoquée par une action injuste de la victime, ou lorsqu'il y aura eu injures réciproques.

ART. 572.- 1) La poursuite de la diffamation et de l'injure n'aura lieu que sur constitution de partie civile de la victime.

2) Dans le cas où la diffamation ou l'injure est dirigée contre la mémoire d'un mort; seuls pourront user du droit de poursuite les parents jusqu'au quatrième degré inclusivement. Sauf le droit de tout parent ou héritier personnellement lésé par l'infraction.

TITRE IXDES CRIMES CREANT UN DANGER COLLECTIF

CHAPITRE I - DE L'INCENDIE

ART. 573.- Tout individu qui aura intentionnellement mis le feu à des édifices, usines, chantiers, magasins, ou constructions quelconques habités ou non situés dans une ville ou un village, ou à des wagons ou voitures contenant une ou plusieurs personnes autres que le coupable ou faisant partie d'un convoi qui en contient, ou encore à des navires en mer ou stationnés dans un port, ou des aéronefs se trouvant dans un aéroport ou en plein vol, que ces objets lui appartiennent ou ne lui appartiennent pas, sera puni des travaux forcés à temps pour une durée qui ne sera pas inférieure à sept ans.

ART. 574.- Subira la même peine tout individu qui aura intentionnellement mis le feu à des constructions habitées ou destinées à l'habitation situées en dehors d'une agglomération, ou à des forêts, bois, taillis, vergers ou récoltes sur pied, que ces objets lui appartiennent ou ne lui appartiennent pas.

ART. 575.- Sera puni des travaux forcés à temps quiconque aura intentionnellement mis le feu à des constructions non habitées ni servant à l'habitation sises en dehors de toute agglomération, ou à des récoltes ou pailles en tas ou en meules ou abattues sur place, ou encore à des bois en tas ou en stères ou laissés sur les lieux, soit que ces objets ne lui appartiennent pas, soit que, lui appartenant, le feu s'est communiqué ou était susceptible de se communiquer à la propriété d'autrui.

ART. 576.- Tout autre incendie ou tentative d'incendie commis dans l'intention de causer un préjudice matériel à autrui, ou de procurer à soi-même ou à un tiers un avantage illégitime, sera puni d'emprisonnement et d'amende.

ART. 577.- Si l'incendie a occasionné la mort d'une personne, le coupable encourra la peine capitale dans le cas des articles 573 et 574 et celle des travaux forcés à perpétuité dans le cas des articles 575 et 576. Les peines portées aux dits articles seront élevées de la moitié si une personne a été atteinte d'une infirmité permanente.

ART. 578.- Les dispositions des articles précédents seront applicables, dans les mêmes conditions, à toute personne qui aura détruit ou tenté de détruire, en tout ou en partie, par l'effet d'une matière explosive, l'une des choses énumérées aux dits articles.

ART. 579.- 1) Quiconque, par négligence, imprudence ou inobservation des lois ou règlements, aura occasionné l'incendie d'une chose appartenant à autrui, sera passible d'une année d'emprisonnement au plus.

2) Si le délit est de minime importance, la peine ne pourra dépasser trois mois.

ART. 580.- 1) Sera puni de trois mois à deux ans d'emprisonnement tout individu qui aura soustrait, déplacé ou mis hors d'état de servir un appareil installé en vue de l'extinction de l'incendie.

2) Encourra la même peine, outre une amende de cent à cinq cents livres, quiconque étant tenu par la loi ou les règlements de posséder un appareil extincteur d'incendie, aura omis de l'installer régulièrement ou ne l'aura pas tenu constamment en état de servir.

CHAPITRE II - DES ATTEINTES A LA SECURITE DES VOIES DE
TRANSPORT ET DE COMMUNICATION ET A LA SECURITE DE
L'ACTIVITE INDUSTRIELLE

I - Des voies de transport et de communication.

ART. 581.- L'individu qui aura dégradé ou endommagé intentionnellement une voie publique ou un ouvrage d'art, s'il en est résulté un danger pour la sécurité de la circulation, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans.

ART. 582.- Quiconque aura détérioré une voie ferrée ou des appareils de manœuvre ou de signalisation, ou aura placé un objet faisant obstacle à la circulation, ou employé un moyen quelconque en vue de provoquer une collision ou un déraillement, sera puni des travaux forcés à temps pour une durée qui ne sera pas inférieure à cinq ans.

ART. 583.- 1) Sera puni de la même peine celui qui, dans le but de provoquer le naufrage d'un navire ou la chute d'un aéronef, aura détruit ou détérioré des appareils de signalisation ou employé de faux signaux ou tout autre moyen approprié.

2) Si le fait a entraîné le naufrage du navire ou la chute de l'aéronef, la peine ne sera pas inférieure à dix ans.

ART. 584.- 1) Quiconque aura intentionnellement interrompu le service télégraphique, téléphonique ou radiophonique, soit en endommageant les appareils ou les fils, soit de toute autre manière, sera puni d'un emprisonnement jusqu'à six mois.

2) S'il est résulté du fait un danger pour la sécurité publique, l'emprisonnement sera de trois mois à deux ans.

ART. 585.- Les peines portées aux articles précédents seront augmentées de moitié si une personne a été victime d'une infirmité permanente.

La peine de mort sera prononcée si une personne a perdu la vie.

ART. 586.- Lorsque les dégradations, destructions et autres faits prévus aux articles précédents n'auront pas été commis intentionnellement, celui par la faute duquel ils sont survenus sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois.

II - De l'activité industrielle

ART. 587.- Tout industriel ou chef d'entreprise qui aura omis d'installer des appareils ou signaux destinés à prévenir les accidents du travail, ou qui ne les aura pas tenus constamment en état de servir, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cent à cinq cents livres.

ART. 588.- Sera puni d'un emprisonnement ne dépassant pas six mois quiconque aura, par imprudence, négligence ou inobservation des lois ou règlements, mis hors d'usage un des appareils ou signaux ci-dessus mentionnés.

ART. 589.- 1) Quiconque aura intentionnellement enlevé ou mis hors d'état de servir un des dits objets, sera puni de six mois à trois ans d'emprisonnement.

2) La peine sera les travaux forcés à temps s'il est résulté du fait un accident grave, et les travaux forcés à perpétuité si une personne est décédée des suites de l'accident.

CHAPITRE III - DES DELITS CONTRE LA SANTE DE
L'HOMME ET DES ANIMAUX

I - Des maladies contagieuses

ART. 590.- 1) Celui qui, par imprudence, négligence ou inobservation des lois ou règlements, aura propagé une maladie de l'homme contagieuse, sera puni d'une amende de vingt-cinq à deux cents livres.

2) Si le coupable a agi sciemment mais sans intention de donner la mort, il encourra, outre l'amende, l'emprisonnement d'un an à trois ans.

ART. 591.- 1) Celui qui, par négligence, imprudence, ou inobservation des lois ou règlements, aura propagé une épizootie parmi les animaux domestiques, ou un germe dangereux pour la culture agricole ou forestière, sera puni d'une amende de dix à cent livres.

2) S'il a agi intentionnellement, il sera, en outre, puni d'emprisonnement.

ART. 592.- Toute personne qui n'observera pas les règlements relatifs à la lutte contre les maladies contagieuses, les épizooties, les maladies des plantes, les sauterelles et autres animaux nuisibles, sera puni d'un emprisonnement jusqu'à six mois et d'une amende jusqu'à cent livres.

II - Des falsifications

ART. 593.- 1) Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de vingt-cinq à trois cents livres, ou de l'une de ces peines seulement :

a) Ceux qui auront falsifié des denrées servant à l'alimentation de l'homme ou des animaux, des substances médicamenteuses, des boissons et des produits industriels, agricoles ou naturels destinés à la vente;

b) Ceux qui auront exposé, mis en vente ou vendu l'un des produits ou substances ci-dessus énumérés, sachant qu'ils sont falsifiés ou corrompus;

c) Ceux qui auront exposé, mis en vente ou vendu, connaissant leur destination, des produits propres à effectuer les falsifications sus-visées;

d) Ceux qui auront provoqué à l'emploi des produits ou substances visés au N° 3 par l'un des moyens énoncés à l'article 208 -2° et 3°.

2) En cas de récidive, l'exercice de l'activité à l'occasion de laquelle le délit a été commis sera interdit.

ART. 594.- Si la substance ou le produit falsifié ou corrompu est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux, la peine sera l'emprisonnement de trois mois à deux ans, et l'amende de cinquante à cinq cents livres.

Ces peines seront appliquées au cas où la falsification ou l'état de corruption nuisibles auraient été connu de l'acheteur ou du consommateur.

ART. 595.- 1) Seront punis d'une amende de dix à cinquante livres et d'un emprisonnement de trois mois au plus ou de l'une ou l'autre de ces peines, ceux qui, sans motif légitime, auront détenu en un endroit quelconque des produits ou substances de la qualité mentionnée à l'article précédent.

2) La peine sera l'emprisonnement de trois mois à un an et l'amende de vingt-cinq à trois cents livres si la substance ou le produit falsifié ou corrompu est nuisible à la santé de l'homme ou des animaux.

TITRE XDES INFRACTIONS COMISES PAR LES INDIVIDUS
DANGEREUX EN RAISON DE LEURS HABITUDES DE VIE

CHAPITRE I - DES MENDIANTS ET VAGABONDS

I - Des mendiants

ART. 596.- 1) Toute personne ayant des ressources, ou pouvant s'en procurer par le travail, qui aura en un lieu quelconque sollicité la charité publique dans son propre intérêt, soit ouvertement, soit sous le couvert d'actes de commerce, sera punie de l'emprisonnement avec obligation au travail pour un mois au moins et six mois au plus.

2) Elle pourra, en outre, être condamnée au placement dans une maison de travail prévu à l'article 79.

Cette mesure sera obligatoirement prononcée en cas de récidive.

ART. 597.- 1) Celui qui, par fainéantise, ou en se livrant à l'ivrognerie ou au jeu, se sera mis dans l'obligation de recourir à l'assistance ou à la charité publiques, encourra l'emprisonnement avec obligation au travail d'un à six mois;

2) Le juge pourra en outre ordonner le placement du condamné dans une maison de travail et lui interdire l'accès des débits de boisson ainsi qu'il est dit aux articles 79 et 80.

ART. 598.- Subira l'emprisonnement pour la durée ci-dessus fixée tout individu, même invalide, qui quittera l'établissement charitable où il était entretenu et se livrera à la mendicité.

ART. 599.- Tous mendiants qui auront sollicité la charité publique avec l'une des circonstances suivantes:

- a) En usant de menaces ou de voies de fait,
- b) En se munissant d'un faux certificat d'indigence,
- c) En simulant des plaies ou des infirmités,
- d) En se travestissant d'une manière quelconque,
- e) En se faisant accompagner d'un enfant, sauf toutefois l'enfant du délinquant ou son descendant, âgé de moins de trois ans,
- f) En étant porteurs d'armes ou d'instruments propres à commettre des crimes ou des délits,
- g) En réunion, à moins que ce ne soient le mari et la femme, ou l'invalide et son conducteur,

Seront punis de l'emprisonnement de six mois à deux ans avec obligation au travail, sans préjudice du placement dans une maison de travail, s'ils sont valides, et de l'emprisonnement simple pour la même durée, s'ils sont invalides.

II - Des vagabonds.

ART. 600.- 1) Seront réputés vagabonds et encourront comme tels l'emprisonnement avec obligation au travail d'un à six mois, tous individus valides n'ayant ni habitation effective, ni moyens de subsistance, qui n'exercent depuis un mois au moins aucun travail et ne peuvent justifier avoir fait le nécessaire pour s'en procurer.

2) Les vagabonds pourront également être placés dans une maison de travail.

Ils le seront obligatoirement en cas de récidive.

ART. 601.- Seront passibles des peines et mesures de sûreté prévues à l'article 599, tous vagabonds qui seront porteurs d'armes ou ~~d'insinements~~ propres à commettre des crimes ou des délits, ou exerceront ou menaceront d'exercer quelque acte de violence sur les personnes, ou se travestiront d'une manière quelconque ou vagabonderont en réunion de deux ou plusieurs individus.

III - Des mineurs vagabonds ou mendiants.

ART. 602.- Le mineur de dix huit ans qui aura quitté depuis une semaine sans cause légitime, soit le domicile de ses parents ou tuteur, soit les lieux où il était placé par ceux à l'autorité desquels il était soumis ou confié, et aura erré sans travail, sera passible des mesures d'éducation déterminées par l'article 237.

ART. 603.- Les père et mère de tout mineur de quinze ans, ou les parents légalement chargés de sa subsistance et de son éducation qui, tout en en ayant les moyens, ne subviendront pas à ses besoins et le laisseront vagabonder, seront punis d'un mois à six mois d'emprisonnement et de dix à cinquante livres d'amende.

ART. 604.- Quiconque livrera un mineur de dix-huit ans à la mendicité pour en tirer un profit personnel, sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement et de dix à cent livres d'amende.

IV - Des nomades

ART. 605.- Seront réputés nomades au sens du présent chapitre, les tziganes syriens ou étrangers circulant en Syrie sans habitation fixe, même s'ils ont des ressources et exercent une profession.

ART. 606.- 1) Tout nomade circulant sur le territoire syrien depuis un mois au moins sans être porteur d'une carte d'identité, et qui ne justifiera pas en avoir fait la demande à l'autorité, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à un an et d'une amende de dix à cent livres.

2) Il pourra également être placé en état de liberté surveillée.

Disposition commune aux paragraphes
précédents

ART. 607.- Tout étranger condamné en vertu des articles composant le précédent chapitre pourra être, par une disposition de la sentence de condamnation, expulsé du territoire syrien.

CHAPITRE II - DE L'USAGE DES BOISSONS ALCOOLIQUES
ET DES STUPEFIANTS

I - Des boissons alcooliques

ART. 608.- L'individu qui aura été surpris en état d'ivresse manifeste dans un lieu public ou ouvert au public, sera puni d'une amende de trois à dix livres.

ART. 609.- 1) En cas de récidive, l'inculpé sera passible des arrêts et l'accès des débits de boisson lui sera interdit sous la sanction prévue à l'article 80.

2) En cas de nouvelle récidive, il sera puni de l'emprisonnement d'un à six mois. Il sera, en outre, frappé de la déchéance de la puissance paternelle et de la tutelle.

ART. 610.- 1) S'il est reconnu alcoolique dipsomane, l'inculpé sera, même dès la première récidive, interné pour y être traité dans un quartier spécial de l'asile de sûreté.

2) L'internement sera de six mois au moins. Il prendra fin par décision de la juridiction qui l'a ordonné constatant la guérison du condamné, sans que, toutefois, il puisse excéder deux années..

3) La peine privative de liberté sera censée recevoir exécution pendant le cours de l'internement.

ART. 611.- Quiconque aura servi jusqu'à l'ivresse des boissons alcooliques à un mineur de dix-huit ans sera puni d'une amende de 5 à 25 livres.

ART. 612.- Le tenancier d'un débit de boisson ou de tout autre établissement ouvert au public ainsi que ses employés qui auront servi des boissons alcooliques à une personne jusqu'à l'ivresse ou à une personne manifestement ivre, ou à un mineur de dix-huit ans, seront punis des arrêts et d'une amende de cinq à dix livres.

ART. 613.- Les mêmes peines seront encourues par tout tenancier d'un débit de boissons qui aura employé dans son établissement des filles ou femmes de moins de vingt et un ans n'appartenant pas à sa famille.

ART. 614.- En cas de récidive de l'un quelconque des délits prévus aux articles 612 et 613, la fermeture définitive de l'établissement pourra être prononcée.

ART. 615.- Les peines des articles 611 et 612 seront portées au double si le coupable a laissé divaguer la personne en état d'ébriété ou ne l'a pas fait reconduire à son domicile ou remettre aux agents de l'autorité.

II - Des stupéfiants

ART. 616.- 1) Seront punis d'un emprisonnement de un à six mois et d'une amende qui ne dépassera pas cinquante livres ceux qui auront usé de matières stupéfiantes, ou en auront été détenteurs sans motif légitime.

2) La même peine sera appliquée à ceux qui, au moyen d'ordonnances fictives, se seront fait délivrer ou auront tenté de se faire délivrer l'une de ces substances.

3) S'il est établi que le prévenu s'adonne habituellement à l'usage des stupéfiants, il pourra être placé dans les conditions prévues à l'article 610.

ART. 617.- Ceux qui, clandestinement, auront fait le commerce des stupéfiants ou les auront détenus pour en faire le commerce, ou les cultivés ou préparés ou transportés,

Ceux qui auront facilité à autrui l'usage de ces produits par quelque moyen que ce soit,

Seront punis d'un emprisonnement de un à trois ans et d'une amende de cent à mille livres.

2) La peine sera aggravée tel que spécifié à l'article 247 si le produit a été vendu ou remis à un mineur de dix-huit ans ou à une personne adonnée à l'usage des stupéfiants.

La fermeture de l'établissement sera ordonnée.

CHAPITRE III - DES JEUX DE HASARD

ART. 618.- 1) Les jeux de hasard sont ceux où prédomine la chance sur l'adresse ou sur les combinaisons de l'intelligence.

2) Sont notamment considérés jeux de hasard la roulette, le baccara, le pharaon, les petits chevaux, le poker ouvert, ainsi que les jeux en dérivant et ceux qui leur sont en général assimilés.

ART. 619.- 1) Ceux qui auront tenu une maison de jeux de hasard ou organisé des jeux de hasard interdits dans un lieu public ou accessible au public, ou dans un domicile privé loué à cet effet; les banquiers et croupiers ainsi que tous administrateurs, agents ou préposés, seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cent à mille livres.

2) Les coupables seront également passibles de l'interdiction de séjour et, s'ils sont étrangers, de l'expulsion du territoire syrien.

3) Seront confisqués, outre les choses produites par le délit ou qui ont servi ou étaient destinées à le commettre, les meubles et effets mobiliers dont les lieux seront garnis ou décorés.

La fermeture de l'établissement pourra être ordonnée.

ART. 620.- Toute personne qui aura pris part au jeu dans les lieux ci-dessus visés, ou qui y aura été surprise au moment où le jeu est pratiqué, sera punie d'une amende de vingt-cinq à deux cents livres.

TITRE IX

DES INFRACTIONS CONTRE LE PATRIMOINE

CHAPITRE I - DES SOUSTRACTIONS FRAUDULEUSES

I - Du vol.

ART. 621.- 1) Le vol est la soustraction frauduleuse de la chose mobilière d'autrui.

2) Les forces appropriées sont assimilées aux choses mobilières pour l'application des dispositions pénales.

ART. 622.- Sera puni des travaux forcés à perpétuité ou à temps de quinze à vingt ans, le vol commis avec la réunion des circonstances suivantes :

- a) La nuit,
- b) Par deux ou plusieurs personnes,
- c) En s'introduisant à l'aide d'effraction extérieure ou d'escalade, ou moyennant l'emploi de fausses clefs ou d'outils appropriés dans un lieu servant à l'habitation ou dans ses dépendances; ou bien en prenant le titre d'un fonctionnaire, ou en portant l'uniforme ou les insignes, ou en alléguant un ordre de l'autorité,
- d) Les coupables étant masqués, ou l'un d'eux porteur d'une arme apparente ou cachée,
- e) Les coupables ou l'un d'eux ayant menacé de faire usage de leurs armes, ou commis toute autre violence sur les personnes soit pour préparer ou faciliter le crime, soit pour assurer leur fuite ou la possession de la chose volée.

ART. 623.- 1) Le vol commis sur les chemins publics ou dans un train de chemin de fer avec deux des circonstances mentionnées à l'article précédent sera puni des travaux forcés de quinze à vingt ans.

2) Il sera puni des travaux forcés à temps pour sept ans au moins s'il a été commis avec une seule de ces circonstances.

3) Dans les autres cas, la peine sera les travaux forcés de trois à dix ans.

ART. 624.- 1) Le vol accompagné de violences sur les personnes commises soit pour le préparer ou le faciliter, soit pour assurer la fuite des coupables ou la possession de la chose volée, sera puni des travaux forcés à temps.

2) La peine ne sera pas inférieure à cinq ans si la violence a entraîné des contusions ou des blessures, ou si elle était en concours avec l'une des quatre premières circonstances de l'article 622.

ART. 625.- Sera puni des travaux forcés à temps le vol commis dans des endroits enclos des murs servant ou non à l'habitation soit à l'aide d'effraction ou d'escalade extérieure ou intérieure, ou moyennant l'emploi de fausses clefs ou de tout outil approprié; soit en s'introduisant dans les endroits susdits d'une manière contraire à l'usage des lieux.

ART. 626.- Sera puni de la même peine tout vol commis la nuit par deux ou plusieurs personnes masquées, ou dont l'une est porteur d'une arme apparente ou cachée, ou par une seule personne armée dans un lieu servant à l'habitation.

ART. 627.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):
Sera puni des travaux forcés à temps :

1) Quiconque aura commis un vol à l'occasion d'une sédition, de troubles, d'une guerre, d'un incendie, d'un naufrage ou de toute autre catastrophe.

2) Quiconque se joint à d'autres pour s'attaquer aux biens d'autrui dans le but de les voler ou de les détruire.

ART. 628.- Sera puni de l'emprisonnement avec obligation au travail pour une année au moins et d'une amende de cinquante à trois cents livres le vol commis dans l'un des cas suivants:

a) La nuit, par deux ou plusieurs personnes; ou avec une seule de ces circonstances, dans un lieu servant à l'habitation ou dans un édifice de culte;

b) Par une personne masquée ou porteur d'une arme apparente ou cachée;

c) Par un serviteur à gages au préjudice de son maître, ou au préjudice de toute autre personne dans la maison de son maître ou dans celle où il l'accompagnait; ou par un employé, ouvrier ou apprenti dans les ateliers ou magasins de leurs maîtres ou dans les lieux où ils travaillaient habituellement;

d) Par un militaire ou assimilé au préjudice de l'habitant qui l'a reçu chez lui.

ART. 629.- Sera puni de la même peine le vol à la tire ou à l'esbrouffe et tout vol commis dans les chemins de fer, navires, aéronefs, tramways et voitures de transport en commun, ainsi que dans les stations de chemin de fer, les aérodromes, les locaux des douanes, ou sur les quais.

ART. 630.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

Quiconque aura volé des chevaux ou des bêtes de somme, de trait, ou de selle, ou tous autres gros et menus bestiaux ou des instruments d'agriculture sera puni d'un à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de cinquante à trois cents L. S.

Quiconque aura volé du bois de chauffage ou de construction coupé, ou de la pierre dans les carrières, ou du poisson dans les filets, ou des sangsues dans les étangs, ou des oiseaux dans les basse-cours, ou des abeilles dans leurs ruches, sera puni d'un mois à un an d'emprisonnement et de vingt-cinq à deux cents livres d'amende.

ART. 631.- 1) Quiconque aura volé des récoltes ou autres produits utiles de la terre déjà détachés du sol, ou des gerbes mises en meules, sera condamné à un emprisonnement de un mois à un an et à une amende de dix à cinquante livres.

2) Si le vol a été commis par plusieurs personnes ou à l'aide de voitures ou de bêtes de somme, l'emprisonnement sera de six mois à deux ans et l'amende de vingt-cinq à cent L.S.

ART. 632.- (Tel que modifié par le D. L. N° 85 du 28.9.1953):

Lorsque le vol commis aura porté sur des cultures qui n'étaient pas encore détachées du sol et qu'il aura été effectué soit à l'aide de paniers, sacs ou tous autres récipients analogues, soit à l'aide de voitures ou de bêtes de somme, soit par plusieurs en réunion, la peine sera de deux mois à un an d'emprisonnement.

ART. 633.- Celui qui aura soustrait pour une valeur moindre d'une livre, des produits ou des fruits de la terre non encore appréhendés ou cueillis par le propriétaire, sera puni d'une amende de vingt-cinq livres au maximum.

ART. 634.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

Tout autre vol que ceux spécifiés dans le présent chapitre sera puni de l'emprisonnement avec obligation au travail d'un mois à un an et de l'amende jusqu'à deux cents livres.

II - De l'extorsion et du chantage

ART. 635.- 1) Quiconque, pour se procurer à soi-même ou à autrui un avantage illégitime, aura, par la menace ou la violence, extorqué la signature ou la remise d'un écrit emportant obligation ou décharge, ou contraint une personne à faire ou à ne pas faire un acte au préjudice de sa fortune ou de la fortune d'un tiers, sera puni de l'emprisonnement avec obligation au travail de trois mois à deux ans et de l'amende de cent à cinq cents livres.

2) La peine des travaux forcés sera encourue si le coupable était porteur d'une arme dont il a menacé la victime.

ART. 636.- Quiconque, pour déterminer une personne à lui procurer ou à procurer à autrui un avantage illégitime, l'aura menacée de révéler, de dénoncer ou de divulguer un fait de nature à porter atteinte à son honneur ou à sa considération, ou à l'honneur ou à la considération d'un de ses proches, sera puni jusqu'à deux ans d'emprisonnement et cinq cents livres d'amende.

III - De l'utilisation frauduleuse de la chose d'autrui

ART. 637.- Celui qui, sans avoir l'intention de la soustraire, utilisera sans droit la chose d'autrui, sera puni, si le fait est susceptible de produire un préjudice, d'un emprisonnement de six mois au plus et d'une amende de vingt-cinq à cent livres, ou de l'une ou l'autre de ces peines.

Dispositions communes au chapitre précédent

ART. 638.- La tentative des délits prévus au ~~présent~~ chapitre est punissable.

ART. 639.- Tout individu condamné pour vol ou tentative de vol à une peine privative de liberté pourra être soumis à la liberté surveillée ou à l'interdiction de séjour.

ART. 640.- 1) Sera exempt de peine tout individu coupable, aux termes des articles 220 et 221, de recel d'objets volés ou de personnes ayant participé à un vol, qui aura dénoncé ces dernières à l'autorité avant toute poursuite, ou qui, même après les poursuites commencées, aura procuré l'arrestation des coupables dont il connaissait la retraite.

2) Cette disposition ne s'applique pas aux récidivistes.

CHAPITRE II - DE L'ESCROQUERIE ET DES AUTRES FRAUDES

I - De l'escroquerie

ART. 641.- 1) Quiconque se sera fait remettre des biens meubles ou immeubles, ou délivrer des obligations ou décharges, et aura ainsi escroqué la chose d'autrui :

Soit au moyen de manœuvres frauduleuses;

Soit au moyen d'une allégation mensongère corroborée par un tiers même de bonne foi, ou par une circonstance amenée par le délinquant ou dont il a tiré parti;

Soit en disposant de biens mobiliers ou immobiliers alors qu'il savait n'avoir pas qualité pour en disposer;

Soit en faisant usage de faux noms ou de fausses qualités;

Sera puni de trois mois à deux ans d'emprisonnement et de cinquante à cinq cents livres d'amende.

2) La tentative du délit est punissable.

ART. 642.- Les peines seront portées au double si le délit a été commis avec l'une des circonstances suivantes :

a) Sous le prétexte de procurer à la victime une fonction ou un emploi dans une administration publique;

b) Par une personne faisant appel au public en vue de l'émission d'actions, obligations ou autres titres d'une société ou d'une entreprise quelconque.

ART. 643.- Quiconque en abusant des besoins, de l'inexpérience ou des passions d'un mineur de dix-huit ans, ou d'une personne faible d'esprit ou en état de déficience mentale, l'aura porté à accomplir un acte juridique susceptible de léser ses intérêts ou les intérêts d'un tiers, sera puni de deux mois à deux ans d'emprisonnement et d'une amende égale au montant du préjudice, sans qu'elle puisse être inférieure à vingt-cinq livres.

II - De la grivèlerie.

ART. 644.- Quiconque se sera fait remettre des marchandises à choix ou à crédit alors qu'il avait le dessein de ne pas les payer, ou qu'il savait ne pouvoir les payer, sera puni, s'il ne les restitue pas ou ne s'acquitte pas du prix après en avoir été mis en demeure, jusqu'à six mois d'emprisonnement, et cent livres d'amende.

ART. 645.- Quiconque se sera fait fournir dans un établissement public le logement, des aliments ou des boissons, avec l'intention de ne pas en payer le prix ou sachant qu'il n'a pas le moyen de le payer, sera puni des arrêts et d'une amende de dix à cinquante livres.

ART. 646.- Encourra la même peine celui qui, frauduleusement aura emprunté un moyen de transport terrestre, maritime ou aérien, sans payer le prix du parcours.

III - De l'usure et des prêts sur gage.

ART. 647.- Toute convention de prêt d'argent à des fins non commerciales qui stipule à la charge de l'emprunteur un taux d'intérêt apparent ou déguisé excédant le maximum du taux de l'intérêt conventionnel constitue un prêt usuraire.

ART. 648.- Celui qui, profitant de la détresse de l'emprunteur, lui aura consenti un prêt usuraire, sera puni d'une amende pouvant s'élever à la moitié du capital prêt et d'un emprisonnement ne dépassant pas un an, ou de l'une ou l'autre de ces peines.

ART. 649.- Celui qui aura consenti, en moins de trois années, deux ou plus prêts usuraires soit au même emprunteur soit à des emprunteurs différents, sera passible, pour habitude d'usure, des peines de l'article précédent.

ART. 650.- Le délit d'habitude d'usure résultera d'un seul prêt usuraire s'il a été commis moins de cinq années après une condamnation pour l'un ou l'autre des délits prévus aux articles précédents.

ART. 651.- 1) Seront punis d'un emprisonnement jusqu'à six mois et d'une amende pouvant s'élever au quart du capital prêté :

a) Ceux qui, ayant établi sans autorisation une maison de prêts sur gage, auront consenti un prêt même unique;

b) Ceux qui, étant autorisés à établir une maison de prêts sur gage, n'auront pas tenu régulièrement un registre contenant la mention des sommes prêtées, les noms et qualités des emprunteurs, la nature et la valeur réelle des objets mis en gage;

c) Echappent à ces dispositions les prêts sur gage consentis à des commerçants dans le but de faciliter les opérations de leur commerce.

IV - Du chèque sans provision.

ART. 652.- Quiconque aura, de mauvaise foi, soit émis un chèque sans provision préalable et disponible, ou avec une provision insuffisante; soit retiré après l'émission tout ou partie de la provision; soit fait au tiré défense de payer, sera puni des peines de l'article 641.

ART. 653.- 1) Les peines de la complicité du délit ci-dessus prévu seront encourues par celui qui, sciemment, se sera fait remettre un chèque sans provision.

2) Ces peines seront portées au double si le coupable s'est fait délivrer le chèque pour couvrir un prêt usuraire.

V - De la fraude en matière d'émigration.

ART. 654.- 1) Quiconque se sera fait remettre ou promettre, pour lui-même ou pour d'autres, un avantage quelconque en déterminant, à l'aide de fausses nouvelles ou d'allégations mensongères, une personne à émigrer, ou un émigrant à se diriger vers un pays autre que celui où il devait se rendre, sera passible des peines de l'article 641.

2) La tentative est punissable.

Disposition commune.

ART. 655.- En cas de condamnation pour l'un des délits prévus aux articles 642 et 649, la publication de la sentence pourra être prononcée.

Il en sera de même en cas de récidive portant sur l'un quelconque des délits mentionnés au présent chapitre.

CHAPITRE III - LE L'ABUS DE CONFIANCE ET DU DEVOUEMENT

ART. 656.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

Quiconque aura intentionnellement dissimulé, détourné, dégradé ou détruit un titre contenant obligation ou décharge, ou tout autre objet mobilier qui lui aura été confié à titre de dépôt de mandat, de louage, de prêt à usage, de nantissement, ou pour un travail salarié ou non, à charge de le rendre ou représenter, ou d'en faire un emploi déterminé, sera puni d'un emprisonnement de deux mois à deux ans et d'une amende du quart à la moitié des restitutions et dommages intérêts, et au moins de vingt cinq livres.

ART. 657.- Quiconque, alors qu'il savait ou devait savoir qu'il ne pourrait en restituer l'équivalent, aura disposé d'une somme d'argent ou d'autres choses fongibles qui lui avaient été confiées pour en faire un emploi déterminé, sera puni, s'il ne s'acquitte pas après en avoir été mis en demeure, de l'emprisonnement jusqu'à un an et de l'amende jusqu'au quart des restitutions et dommages-intérêts, sans que l'amende puisse être inférieure à vingt-cinq livres.

ART. 658.- Les peines prévues aux articles 656 et 657 seront élevées ainsi qu'il est dit à l'article 247 lorsque le délit aura été commis par l'une des personnes désignées ci-après, relativement aux biens qui lui sont confiés ou dont elle a la charge:

- a) L'administrateur d'une institution de bienfaisance et toute personne responsable de ses fonds;
- b) Le tuteur ou le représentant d'un mineur ou d'un incapable;
- c) L'exécuteur d'un testament ou d'un contrat de mariage;
- d) Tout avocat, notaire ou agent d'affaires patenté;
- e) Tout employé ou serviteur salarié;
- f) Toute personne commise par l'autorité pour la gestion ou la garde des biens appartenant à l'Etat ou à des particuliers.

L'activité à l'occasion de laquelle le délit a été commis pourra être définitivement interdite au coupable.

ART. 659.- 1) Celui qui se sera approprié, ou qui aura détourné, refusé de restituer ou dissimulé, soit un objet trouvé, soit une chose mobilière venue en son pouvoir par suite d'une erreur, d'un cas fortuit ou d'un cas de force majeure, sera puni jusqu'à un an d'emprisonnement et d'une amende jusqu'au quart des restitutions et dommages-intérêts et au moins de dix livres.

2) Cette disposition s'applique à l'inventeur d'un trésor pour la quote-part qui ne lui appartient pas.

Dispositions communes aux chapitres I, II et III

ART. 660.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

1) Les auteurs des délits prévus aux chapitres précédents seront passibles de la peine prévue par la loi, réduite des deux tiers si le fait a été commis au préjudice de leurs ascendants, descendants, conjoints ou de ceux exerçant à leur égard la puissance paternelle, légitime ou effective. Ils sont absouts de la peine s'ils réparent le dommage par eux causé.

2) En cas de réitération du fait dans un délai de cinq ans, le coupable sera condamné à la peine portée par la loi diminuée du tiers.

ART. 661.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

Ne seront poursuivis que sur plainte de la partie lésée, à moins que celle-ci ne soit restée inconnue, ou que son action ne soit pas recevable, les délits prévus aux articles 660, 636, 637, 644, 656, 657 et 659.

Les crimes de l'abus de confiance et du détournement réprimés par les articles 656 et 657 seront toutefois poursuivis d'office s'ils ont été accompagnés de l'une des circonstances aggravantes de l'article 658.

ART. 662.- 1) Les peines délictuelles prononcées par les articles composant les chapitres I, II et III seront réduites de moitié si le préjudice causé et le bénéfice que le coupable se proposait de réaliser sont de peu d'importance, ou si le préjudice a été entièrement réparé avant la saisie de la juridiction de jugement.

2) Si la restitution ou la réparation ont eu lieu au cours des débats mais avant tout jugement même non irrévocable sur le fond, la peine sera réduite du quart.

CHAPITRE IV - DES FRAUDES DANS LES TRANSACTIONS

I - Des poids et mesures irréguliers ou faux et de la tromperie sur la quantité de la marchandise.

ART. 663.- Ceux qui auront employé ou détenu dans leurs magasins, boutiques, voitures de vente ou autres lieux où ils se livrent à un commerce, des poids ou mesures, ou des instruments de pesage ou de mesurage différents de ceux établis par la loi ou non poinçonnés, seront punis des arrêts et d'une amende de dix à cinquante livres, ou de l'une ou l'autre de ces peines.

ART. 664.- Ceux qui auront détenu dans les lieux désignés ci-dessus des poids, des mesures ou des instruments de pesage ou de mesurage faux ou inexacts, seront punis d'un emprisonnement de trois mois au plus et d'une amende de vingt-cinq à deux cents livres.

ART. 665.- Ceux qui, en employant sciemment des poids, des mesures ou des instruments de pesage ou de mesurage faux ou inexacts, auront trompé le contractant sur la quantité de la chose livrée, seront punis de l'emprisonnement avec obligation au travail de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante à trois cents livres.

ART. 666.- Tout autre tromperie soit sur la quantité de la chose livrée, soit sur son identité lorsque la considération de la chose était la cause déterminante du contrat, sera punie de l'emprisonnement avec obligation au travail de trois mois à un an et d'une amende de vingt-cinq à deux cent cinquante livres, ou de l'une ou l'autre de ces peines.

ART. 667.- Les poids et mesures et les instruments de pesage et de mesurage faux ou différents de ceux établis par la loi seront confisqués conformément aux dispositions de l'article 98.

II - De la tromperie sur la qualité de la marchandise.

ART. 668.- Ceux qui auront trompé le contractant:

Soit à l'aide de manœuvres frauduleuses ou procédés tendant à fausser les opérations de l'analyse, du dosage ou du mesurage, ou bien à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume des marchandises, même avant ces opérations;

Soit à l'aide d'indications frauduleuses tendant à faire croire à une opération antérieure exacte.

III - Les entraves à la liberté des enchères.

ART. 670.- Quiconque, dans une adjudication publique, aura entravé la liberté des enchères ou des soumissions par des menaces, des violences ou des allégations mensongères; ou aura écarté les enchérisseurs ou soumissionnaires par des dons ou promesses, sera puni d'un à six mois d'emprisonnement et de cinquante à cinq cents livres d'amende.

IV - De la spéculation illicite.

ART. 671.- Sera puni de six mois à deux ans d'emprisonnement avec obligation au travail et de cinq cents à trois mille livres d'amende, quiconque, par des moyens frauduleux et notamment :

En répandant des faits controuvés ou des allégations mensongères,

En faisant des offres d'achat ou de vente dans l'intention de troubler les cours,

En exerçant sur le marché une action de nature à fausser le jeu de l'offre et de la demande,

Aura provoqué la hausse ou la baisse artificielle des marchandises ou des effets publics ou privés négociables en bourse.

ART. 672.- Les peines seront portées au double si la hausse ou la baisse ont été opérées :

a) Sur des grains, farines, sucres, huiles, viandes ou animaux de boucherie et autres substances alimentaires;

b) Ou sur des matières qui ne rentrent pas dans l'exercice habituel de la profession du délinquant;

c) Ou par une réunion de trois personnes ou plus.

Disposition commune au chapitre
précédent.

ART. 673.- La tentative des délits prévus aux articles 665 et suivants est punissable.

- 121 -

ART. 674.- 1) En cas de condamnation en récidive pour l'un des délits prévus au présent chapitre, l'affichage et la publication de la condamnation seront ordonnés.

2) Le coupable sera en outre passible de l'interdiction d'exercer sa profession ou son activité même si celles-ci ne sont pas subordonnées à l'obtention d'un diplôme ou à l'autorisation de l'autorité.

3) Si la gravité des faits l'exige, la publication et l'affichage seront prononcés dès la première condamnation.

CHAPITRE V - DE LA BANQUEROUTE ET DE FRAUDES AU PRÉJUDICE DES CRÉANCIERS

I - De la banqueroute

ART. 675.- Sera déclaré banqueroutier frauduleux et puni des travaux forcés à temps jusqu'à sept ans, tout commerçant failli qui aura soustrait ses livres, détourné ou dissipé une partie de son actif, ou qui, soit dans ses écritures, soit par des actes publics ou des engagements sous signature privée, soit par son bilan, se sera dolosivement reconnu débiteur de sommes qu'il ne devait pas.

ART. 676.- Sera déclaré banqueroutier simple et puni de l'emprisonnement d'un mois à un an, tout commerçant ayant cessé ses paiements :

a) S'il a consommé de fortes sommes soit à des opérations de pur hasard, soit à des opérations fictives de bourse sur marchandises;

b) Si, postérieurement à l'époque de la cessation des paiements et dans l'intention de retarder sa faillite, il a fait des achats pour revendre au-dessous des cours; si, dans la même intention, il s'est livré à des emprunts, circulations d'effets ou autres moyens ruineux de se procurer des fonds;

c) Si, après cessation de ses paiements, il a payé un créancier au préjudice de la masse;

d) Si ses dépenses personnelles ou les dépenses de sa maison sont jugées excessives.

ART. 677. - Pourra être déclaré banqueroutier simple et puni de l'emprisonnement ci-dessus déterminé, tout commerçant failli :

a) S'il a contracté pour le compte d'autrui, sans recevoir des valeurs en échange, des engagements jugés trop considérables en égard à sa situation lorsqu'il les a contractés;

b) S'il ne s'est pas conformé aux obligations relatives au registre du commerce;

c) Si dans les vingt jours de la cessation de ses paiements, il n'a pas fait au greffe la déclaration exigée par le code de commerce, ou si cette déclaration ne contient pas les noms de tous les associés solidaires;

d) S'il n'a pas tenu de livres et fait exactement inventaire; si ces livres ou inventaires sont incomplets ou irrégulièrement tenus, ou s'ils n'offrent pas sa véritable situation active ou passive sans néanmoins qu'il y ait fraude;

e) S'il est de nouveau déclaré en faillite sans avoir satisfait aux obligations d'un précédent concordat.

ART. 678. - Dans le cas de faillite d'une société commerciale, encourront la peine de l'article 675, outre les associés dans la société en nom collectif et les commandités dans la société en commandite :

a) Les commanditaires qui se seront habituellement immiscés dans les affaires de la société;

b) Les gérants des sociétés en commandite par actions et des sociétés à responsabilité limitée;

c) Les directeurs, administrateurs, fondateurs de pouvoir, membres des conseils de surveillance, commissaires aux comptes et agents des sociétés précitées, ainsi que des sociétés anonymes,

S'ils se sont personnellement rendus coupables d'un fait de banqueroute frauduleuse, ou l'ont intentionnellement facilité ou permis; ou s'ils ont publié un faux prospectus ou un faux bilan ou ont distribué des dividendes fictifs.

ART. 679.- 1) Dans le même cas, encourra la peine de la banqueroute simple, toute personne de la qualité mentionnée ci-dessus qui aura, dans la gestion de la société ou agissant pour le compte de celle-ci, commis l'un des faits prévus à l'article 676 - 1° à 3°.

2) Pourra, la dite personne, encourir la même peine si, dans la gestion de la société ou agissant pour le compte de cette dernière, elle s'est rendue coupable de l'un des faits prévus à l'article 677 - 1° à 4°.

ART. 680.- Dans le cas des articles 678 et 679, la société sera passible des sanctions autres que l'amende prévues aux articles 209 et 210.

ART. 681.- Seront condamnés aux peines de la banqueroute frauduleuse :

a) Ceux qui auront, dans l'intérêt du failli, soustrait, recélé, ou dissimulé tout ou partie de ses biens meubles ou immeubles;

b) Ceux qui auront frauduleusement présenté dans la faillite et affirmé soit en leur nom, soit par interposition de personnes, des créances supposées;

c) Ceux qui, faisant le commerce sous le nom d'autrui ou sous un nom supposé, se seront rendus coupables de faits de banqueroute frauduleuse;

Le tout sans préjudice de la responsabilité encourue à raison de tout acte d'instigation ou de complicité.

ART. 682.- Le créancier qui aura stipulé soit avec le failli, soit avec toute autre personne, des avantages particuliers à raison de son vote dans les délibérations de la faillite, ou qui aura fait un traité particulier duquel résulterait en sa faveur un avantage à la charge de l'actif du failli, sera puni d'un emprisonnement avec obligation au travail d'un mois à un an et d'une amende qui ne pourra excéder trois cents livres.

L'emprisonnement pourra être porté à deux ans si le créancier est syndic de la faillite.

ART. 683.- Le conjoint, les descendants et les ascendants du failli, et ses alliés aux mêmes degrés qui auront détourné, diverti ou recélé des effets appartenant à la faillite, sans avoir agi de concert ou de complicité avec le failli, seront punis des peines du vol édictées à l'article 634.

ART. 684.- 1) En cas de condamnation pour l'un des délits prévus au présent chapitre, la publication et l'affichage de la sentence pourront être ordonnés.

2) Tout condamné pour banqueroute frauduleuse et tout condamné en récidive pour banqueroute simple seront passibles de l'interdiction temporaire ou perpétuelle d'exercer le commerce ou de remplir dans une société l'une des fonctions énumérées à l'article 678 - 2° et 3°.

II - Des autres fraudes commises au préjudice des créanciers

ART. 685.- Le débiteur qui, dans le dessein de frustrer ses créanciers ou d'empêcher l'exécution sur ses biens immeubles, aura diminué son actif d'une manière quelconque et notamment:

En souscrivant des titres fictifs, ou en reconnaissant fausement l'existence ou l'extinction totale ou partielle d'une obligation;

En dissimulant ou distrayant un de ses biens;

En l'aliénant, ou en le détruisant ou dégradant;

Sera puni de l'emprisonnement avec obligation au travail d'un à six mois et d'une amende de vingt-cinq à trois cents livres.

ART. 686.- Lorsque le délit aura été commis au nom ou pour le compte d'une société, celle-ci sera passible des peines et mesures de sûreté ainsi qu'il est dit aux articles 209 et 210 sans préjudice des peines applicables, selon les dispositions de l'article 678, aux personnes y désignées qui auront participé au fait ou l'auront intentionnellement facilité ou permis.

CHAPITRE VI - DE LA CONTREFAÇON

I - De la contrefaçon des marques de fabrique et de commerce.

ART. 687.- Sont considérés marques de fabrique ou de commerce au sens du présent chapitre, s'ils ont été déposés et publiés conformément aux lois en vigueur : les noms sous une forme distinctive, les dénominations, emblèmes, cachets, timbres, lettres, empreintes, reliefs, vignettes, chiffres et généralement tous signes servant à distinguer, dans l'intérêt du consommateur, comme dans celui du fabricant ou du commerçant, l'individualité et l'origine d'une marchandise, d'un produit industriel, commercial, agricole forestier ou minier.

ART. 688.- Celui qui aura sciemment :

Contrefait une marque appartenant à autrui, même en y adjoignant des des termes tels que : imitation, imité de, façon, genre, recette,

Apposé sur ses produits ou les objets de son commerce une marque appartenant à autrui ou une marque contrefaite,

Vendu ou mis en vente un produit portant une marque usurpée ou contrefaite,

Si le fait est de nature à tromper l'acheteur,

Sera puni d'une amende de cinquante à cinq cents livres et de l'emprisonnement avec obligation au travail de trois mois à trois ans, ou de l'une ou l'autre de ces peines.

ART. 689.- Celui qui aura fait d'une marque une imitation frauduleuse sans la contrefaire.

Celui qui aura sciemment fait usage d'une marque frauduleusement imitée, ou vendu ou mis en vente un produit portant une marque frauduleusement imitée,

Si le fait est de nature à tromper l'acheteur,

Sera puni d'une amende de cinquante à deux cent cinquante livres et de l'emprisonnement avec obligation au travail de deux mois à deux ans ou de l'une des deux peines seulement.

ART. 690.- Les personnes coupables des délits de vente, de mise en vente, ou d'usage d'une marque contrefaite ou frauduleusement imitée pourront seules exciper de leur ignorance du dépôt si elles n'ont pas agi de concert avec l'auteur de la contrefaçon ou de l'imitation frauduleuse.

ART. 691.- 1) Sera puni des peines portées à l'article 689, celui qui aura fait figurer sur une marque des décorations nationales ou étrangères, ou des mots, images, signes ou emblèmes séditionnels ou contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

2) Même si la poursuite n'a pas été suivie d'une condamnation, le juge ordonnera la confiscation de la marque par application de l'article 98.

ART. 692.- Sera puni des mêmes peines celui qui n'aura pas apposé sur ses produits une marque déclarée obligatoire par la loi ou les règlements, ou qui aura vendu ou mis en vente un produit ne portant pas la marque à laquelle il est assujéti.

Le tribunal ordonnera l'application de la marque sur le produit en exécution de l'article 130.

II - Des brevets d'invention

ART. 693.- Toute atteinte sciemment portée aux droits découlant d'un brevet d'invention délivré et publié conformément aux lois en vigueur sera puni d'une amende de cent à cinq cents livres.

ART. 694.- Le collaborateur à un titre quelconque du breveté qui, pendant ou après la collaboration, se sera rendu coupable, soit comme auteur, soit comme instigateur ou complice, du délit prévu à l'article précédent, sera puni de l'emprisonnement avec obligation au travail de trois mois à trois ans et de l'amende de deux cent cinquante à mille livres ou de l'une seulement de ces peines.

ART. 695.- 1) Le contrefacteur, son instigateur et ses complices ne pourront exciper de leur ignorance du brevet.

2) Il en est autrement des personnes coupables de vente, de mise en vente, de récel ou d'usage des produits contrefaits, lesquelles pourront exciper de leur erreur conformément au droit commun de l'article 223.

III - Des dessins et modèles industriels.

ART. 696.- Toute atteinte sciemment portée aux droits garantis par les lois en vigueur aux dessins et modèles industriels régulièrement déposés et publiés sera puni d'une amende de vingt-cinq à deux cent cinquante livres.

ART. 697.- Si le délinquant est ou a été le collaborateur à un titre quelconque de la personne lésée, une peine de deux à six mois d'emprisonnement avec obligation au travail sera en outre prononcée.

ART. 698.- Sera exempt de peine quiconque établira qu'il ignorait l'existence du dépôt.

Disposition commune au chapitre précédent.

ART. 699.- Si la marque, le brevet d'invention ou les dessins et modèles industriels régulièrement déposés n'avaient pas été publiés au moment où le fait a été commis, le coupable encourra la peine prévue s'il est établi qu'il avait eu connaissance du dépôt.

IV - De la concurrence frauduleuse.

ART. 700.- 1) Celui qui, par des moyens frauduleux, des allégations mensongères ou des insinuations malveillantes aura détourné à son profit la clientèle d'autrui, sera, sur plainte, puni d'une amende de cinquante à cinq cents livres.

2) La tentative du délit est punissable.

V - De l'usurpation du nom commercial.

ART. 701.- Est qualifié nom commercial :

- a) Tout nom de commerçant, de fabricant, d'agriculteur ou d'exploitant s'il n'est pas devenu la dénomination nécessaire et unique d'un produit;
- b) Toute raison commerciale n'ayant pas un caractère générique;
- c) Le pseudonyme adopté par un commerçant, un fabricant, un agriculteur ou un exploitant;
- d) Le nom distinctif adopté par une réunion de personnes de la qualité sus-mentionnée, même si elles ne constituent pas un groupement jouissant d'une existence légale.

ART. 702.- 1) Sera puni des peines de l'article 688 quiconque aura usurpé le nom commercial d'autrui :

Soit en l'apposant ou le faisant apparaître d'une façon quelconque sur des produits naturels ou fabriqués ou sur leurs accessoires, enveloppes ou étiquettes;

Soit en l'inscrivant dans des annonces ou sur des prospectus, factures, papiers à lettre et autres pièces semblables.

2) Cette disposition s'applique encore bien qu'il le nom ait été légèrement défiguré, accompagné d'un prénom autre que le véritable ou de toute autre formule qui en laisse subsister la principale consonnance et prête à la confusion.

3) La tentative du délit est punissable.

ART. 703.- L'usurpation de nom commercial est présumée faite de mauvaise foi, sauf au prévenu à rapporter la preuve du contraire.

VI - Des récompenses industrielles et commerciales.

ART. 704.- Seront punis d'une amende de dix à deux cent cinquante livres et d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, ou de l'une de ces peines seulement, sans que l'amende infligée puisse être inférieure à cinquante livres si aucune peine privative de liberté n'a été prononcée :

Ceux qui se seront frauduleusement attribués des récompenses industrielles ou commerciales réelles ou imaginaires, et en auront fait un usage public tel que l'apposition sur les étiquettes commerciales, emballages, papiers commerciaux, ou l'inscription sur les enseignes;

Ceux qui auront essayé de persuader faussement au public qu'ils sont titulaires d'une récompense commerciale ou industrielle.

ART. 705.- Seront punis de l'amende prévue à l'article précédent :

Ceux qui auront fait usage d'une récompense industrielle ou commerciale sans en indiquer la nature, le titre exact de l'exposition ou de l'autorité qui l'a décernée, la date complète à laquelle elle a été accordée;

Ceux qui auront utilisé une récompense commerciale ou industrielle qu'ils ont obtenu à titre de collaborateur sans indiquer le nom de l'établissement qui les employait.

Dispositions communes.

ART. 706.- Les tribunaux apprécieront la contrefaçon et l'imitation frauduleuse en se plaçant du point de vue du consommateur ou de l'acquéreur et en tenant compte de la ressemblance de l'ensemble plutôt que des différences de détail.

ART. 707.- 1) En cas de condamnation pour l'un des délits prévus au présent chapitre, le juge prononcera l'interdiction des droits spécifiés à l'article 65 - 3° et 4° ainsi que la publication et l'affichage du jugement conformément aux dispositions des articles 67 et 68.

2) L'interdiction d'exercer le commerce ainsi que toute autre industrie à l'occasion de laquelle le fait délictueux a été commis pourra être prononcée en cas de récidive des délits mentionnés au présent chapitre.

CHAPITRE VII - DE LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE ET ARTISTIQUE

I - Généralités.

ART. 708. - Sont réputées oeuvres littéraires ou artistiques au sens du présent chapitre, toutes les productions de l'esprit humain quel qu'en soit le mérite, et qui sont exprimées:

Soit par l'écrit, tel que les livres, les opuscules, les journaux;

Soit par la parole, tel que les discours et conférences;

Soit par le son, tel que la musique;

Soit par le geste, tel que les oeuvres chorégraphiques et les pantomimes;

Soit par le travail de la matière, tel que l'architecture, la sculpture, la peinture, la gravure, la cinématographie et la photographie.

ART. 709. - Sont assimilées aux oeuvres littéraires ou artistiques pour l'application des dispositions composant le présent chapitre :

a) Les traductions, adaptations, arrangements et autres reproductions, sans préjudice des droits de l'auteur de l'oeuvre originale;

b) Les recueils de morceaux choisis ou d'oeuvres dont le groupement en un seul ouvrage présente un caractère original;

c) La reproduction par écrit ou au moyen de machines parlantes des discours, conférences, cours de professeur ou de toute autre manifestation orale de la pensée;

d) La reproduction ou la publication de textes ou de manuscrits anciens, sauf le droit de toute personne de les publier ou reproduire directement.

ART. 710. - 1) Les articles littéraires, politiques ou scientifiques autres que les contes, nouvelles ou romans feuilletons, publiés par les journaux ou périodiques, dont la reproduction, la traduction ou l'adaptation n'a pas été interdite, peuvent être reproduits, adaptés pourvu que soient mentionnés la source et l'auteur.

2) Les faits divers et les nouvelles du jour présentant le caractère de simples informations peuvent être reproduits ou traduits sans autorisation et sans indication de source.

ART. 711.- Echappent aux dispositions du présent chapitre :

a) Les emprunts faits à des oeuvres littéraires, artistiques ou scientifiques pour la rédaction d'ouvrages scolaires, les analyses et les brèves citations au cours d'un article ou d'un ouvrage de critique, pourvu que la source soit indiquée;

b) Les actes officiels de l'autorité, les décisions judiciaires, les plaidoiries et les discours prononcés dans les réunions publiques et les assemblées officielles.

c) Toutefois le droit de grouper en une seule publication les discours et plaidoiries d'un même auteur appartient à cet auteur seul.

II - Des pénalités.

ART. 712.- Seront punis d'un emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cinquante à cinq cents livres, ou de l'une des deux peines seulement :

a) Ceux qui auront apposé frauduleusement un nom usurpé sur une oeuvre littéraire ou artistique;

b) Ceux qui auront, pour tromper l'acquéreur, ou pour se procurer un bénéfice illicite, imité la signature ou le signe adoptés par un auteur.

ART. 713.- Seront punis des mêmes peines ceux qui auront contrefait une oeuvre littéraire ou artistique, qu'elle soit tombée ou non dans le domaine public.

ART. 714.- Sera punie d'une amende de vingt-cinq à deux cent cinquante livres et d'un emprisonnement jusqu'à un an, toute atteinte aux droits de propriété littéraire ou artistique garantis par la loi ou les traités qui aura été commise:

Soit par édition ou reproduction;

Soit par traduction, arrangement, abréviation ou amplification;

Soit par adaptation ou reproduction dans un art différent;

Soit par représentation, exécution, lecture ou audition publiques.

ART. 715.- Les dispositions des articles 706 et 707 sont applicables aux faits ci-dessus incriminés.

CHAPITRE VIII - DES DOMMAGES AUX PROPRIETES
DE L'ETAT ET DES PARTICULIERS

I - Des destructions et dégradations

ART. 716.- Quiconque aura intentionnellement détruit ou dégradé des édifices, monuments, statues ou autres constructions destinés à l'utilité ou à la décoration publiques, sera puni de six mois à trois ans d'emprisonnement et de cinquante à trois cents livres d'amende.

ART. 717.- Sera puni des mêmes peines quiconque aura intentionnellement détruit ou dégradé un monument, un immeuble ou un objet mobilier ayant une valeur historique, ou un monument ou site naturel inscrit, même s'ils appartiennent à un particulier ou à soi-même.

ART. 718.- 1) Quiconque aura intentionnellement détruit, en tout ou en partie, une construction quelconque qu'il savait appartenir à autrui, sera puni d'un emprisonnement de trois mois à deux ans, et d'une amende de vingt-cinq à deux cents livres.

2) En cas de destruction, même partielle, de cabanes, perrés sans mortier ou murs en moellons ordinaires sans mortier, la peine sera d'un mois à six mois d'emprisonnement et de dix à cinquante livres d'amende.

ART. 719.- 1) Toute destruction ou dégradation intentionnelle d'une chose appartenant à autrui non spécifiée au présent titre sera passible d'une amende égale au plus à la valeur du préjudice, sans que cette amende puisse être inférieure à dix livres.

2) Un emprisonnement de six mois au plus sera en outre prononcé, si la chose détruite ou le préjudice causé est d'une valeur supérieure à cent livres.

ART. 720.- Lorsque à l'occasion des délits prévus aux articles 716 à 719, il y aura eu homicide ou lésion, le coupable encourra la peine de ce fait compte tenu des dispositions des articles 188 et 189.

- 152 -

II - De la suppression de bornes et des usurpations.

ART. 721.- 1) Quiconque aura, en tout ou en partie, comblé un fossé, détruit une clôture de quelques matériaux qu'elle soit faite, coupé ou arraché des haies vives ou sèches, détruit, dégradé ou déplacé une borne ou autre signe servant à établir les limites entre les différentes propriétés, sera puni d'un emprisonnement qui ne dépassera pas six mois.

2) La même peine sera appliquée à quiconque aura détruit, dégradé ou déplacé des signaux géodésiques ou topographiques, des bornes-repères, des piquets de délimitation ou des repères de nivellement.

ART. 722.- Si le délit a été commis en vue de faciliter une usurpation de terrain, ou à l'aide de menaces ou de violences contre les personnes, la peine sera de deux mois à un an, outre une amende de vingt-cinq à deux cents livres.

ART. 723.- 1) Quiconque, sans avoir un titre authentique de propriété ou de tassarouf, s'emparera d'un immeuble ou d'une partie d'un immeuble en possession d'autrui, sera puni jusqu'à six mois d'emprisonnement.

2) La peine sera de deux mois à un an si le fait a été accompagné de menaces ou de violences contre les personnes ou les choses, et de six mois à trois ans s'il a été commis par une réunion armée de deux personnes au moins.

3) La tentative des délits prévus au second alinéa est punissable.

4) Est prescrit un an après la possession, le droit de se prévaloir des dispositions du présent article dans les régions où les opérations de délimitation et de recensement n'ont pas eu lieu.

ART. 724.- Sera puni de l'emprisonnement jusqu'à six mois quiconque aura usurpé des biens du domaine public (mourfaka ou non mourfaka) .

III - Des dégâts aux plantations, animaux et instruments de culture

ART. 725.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

1) Quiconque aura coupé, abattu ou dévasté des récoltes sur pied, ou des arbres ou arbustes venus naturellement ou plantés de mains d'homme ou toute autre plante appartenant à autrui, sera puni d'emprisonnement de trois mois à deux ans et d'une amende de cent à cinq cents livres.

2) Celui qui fait paître ou qui relâche un troupeau ou des bêtes de trait, de somme ou montures sur le terrain d'autrui, clos et cultivé contenant des arbres fruitiers ou autres produits et en général toute personne qui introduit sur le terrain d'autrui sur lequel il n'a aucun droit de passage ou de paturage, des animaux pouvant y occasionner des dommages, sera puni de l'emprisonnement d'un à six mois et de l'amende de cinquante à deux cents livres ou de l'une de ces deux peines seulement.

3) Quiconque laisse sans berger des animaux dans des régions de paturage ou relâche ou fait paître des chèvres dans des régions contenant des arbres ou dans des régions forestières où le paturage est interdit, sera puni de l'emprisonnement jusqu'à trois mois et d'une amende jusqu'à cent livres ou de l'une de ces deux peines seulement.

ART. 726.- Au cas où la destruction aura porté sur des greffes, sur des arbres fruitiers ou leurs rejetons, ou sur tous autres arbres précieux au point de vue agricole, commercial ou industriel, le coupable sera puni d'une amende de vingt à trois cents livres ainsi que d'un emprisonnement de dix jours à un mois pour chaque greffe, arbre ou rejeton sans toutefois que le total de la peine puisse dépasser trois ans.

ART. 727.- Si les greffes, arbres ou rejetons ont été simplement mutilés, les peines de l'article précédent seront réduites de moitié.

ART. 728.- 1) Toute personne qui aura, sans nécessité, intentionnellement tué des bêtes de trait, de somme ou de monture, ou des bestiaux de toute espèce appartenant à autrui, sera puni :

-Des arrêts si l'infraction a été commise sur les terres ou dans les écuries, enclos, bâtiments et dépendances dont le coupable était propriétaire, locataire ou possesseur à un titre quelconque;

-D'un emprisonnement jusqu'à six mois si l'infraction a été commise dans un lieu dont le maître de l'animal tué était propriétaire, locataire ou possesseur à un titre quelconque;

-D'un emprisonnement de quinze jours à deux mois si l'infraction a été commise dans un autre lieu.

2) En cas d'empoisonnement de l'un des animaux ci-dessus mentionnés, la peine sera, dans tous les cas, de trois mois à deux ans.

ART. 729.- Toute destruction, rupture ou dégradation d'instruments d'agriculture commise intentionnellement, sera punie d'un mois à six mois d'emprisonnement et de dix à cinquante livres d'amende.

ART. 730.- Lorsque des biens de l'espèce mentionnée au présent paragraphe auront été pillés ou endommagés par une réunion armée de cinq personnes au moins et à force ouverte, chacun des coupables sera puni des travaux forcés à temps et d'une amende de vingt-cinq à deux cents livres.

CHAPITRE IX - DES INFRACTIONS RELATIVES AU RÉGIME DES EAUX

ART. 741.- Sera puni d'un emprisonnement jusqu'à un an et d'une amende jusqu'à deux cent cinquante livres, ou dell'une ou l'autre de ces peines, quiconque aura sans autorisation :

- a) Effectué des travaux de recherche ou de captage d'eaux souterraines ou jaillissantes, à moins qu'il ne s'agisse du forage dans les propriétés privées de puits non jaillissants dont la profondeur ne dépasse pas cent cinquante mètres;
- b) Pratiqué des excavations à une distance de la limite des francs-bords des cours d'eau, des aqueducs, des canaux d'irrigation, de dessèchement ou de drainage, moindre que la profondeur des dites excavations et à tout le moins inférieure à trois mètres;
- c) Enlevé des pierres, des terres ou sables, des arbres ou arbustes, ou des gazons des francs-bords ou du lit des cours d'eau temporaires ou permanents, des lacs, marais, étangs ou lagunes;
- d) Fait des plantations, cultures ou dépôts quelconques sur les francs-bords des lacs, marais, étangs ou lagunes, sur les francs-bords ou dans le lit des cours d'eau temporaires ou permanents, ainsi qu'entre les limites d'emprise des canaux d'irrigation, de dessèchement ou de drainage, ou des conduites d'eau ou des aqueducs dont l'exécution a été déclarée d'utilité publique;
- e) Empiété de quelque manière que ce soit sur les francs-bords des sources ou des cours d'eau temporaires ou permanents, des marais, lacs, étangs ou lagunes, ainsi que sur les limites d'emprise des canaux d'irrigation, de dessèchement ou de drainage, ou des aqueducs ou conduites d'eau dont l'exécution a été déclarée d'utilité publique;
- f) Empêché le libre écoulement des eaux du domaine public;
- g) Entrepris un travail quelconque permanent ou temporaire susceptible d'avoir une influence sur le régime ou l'écoulement des eaux du domaine public.

- 155 -

ART. 732.- Sera puni de l'amende prévue à l'article précédent quiconque aura, sans autorisation, curé ou approfondi, redressé ou régularisé les cours d'eau temporaires ou permanents.

ART. 733.- Sera puni d'un emprisonnement jusqu'à deux ans et d'une amende jusqu'à deux cent cinquante livres quiconque aura détruit, renversé ou détérioré tout ou partie des ouvrages établis en vue de l'utilisation ou de la conservation des eaux du domaine public concédées ou non, ou en vue de la protection contre ces eaux et notamment les ponts, digues, aqueducs, les canaux d'irrigation, de dessèchement ou de drainage, les conduites d'eau superficielles ou enterrées.

ART. 734.- Sera puni des mêmes peines quiconque aura:

a) Laissé écouler, répandu ou jeté dans les eaux du domaine public, concédées ou non, des liquides ou substances susceptibles de nuire à la salubrité, à la commodité publique ou à la bonne utilisation de ces eaux;

b) Répandu des engrais d'origine animale ou déposé des immondices sur les terrains compris dans le périmètre déterminé par l'autorité, de protection d'une source servant à l'alimentation publique;

c) Commis un fait quelconque de nature à causer la pollution des sources et eaux servant à l'alimentation d'autrui.

ART. 735.- Quiconque aura intentionnellement pollué une source ou une eau servant à l'alimentation d'autrui sera puni d'un an à trois ans d'emprisonnement et de vingt-cinq à trois cents livres d'amende.

TITRE XII - DES CONTRAVENTIONS

CHAPITRE I - DE LA POLICE DES VOIES PUBLIQUES ET DES AGGLOMERATIONS URBAINES

ART. 736.- Seront punis des arrête et d'une amende de trois à dix livres ceux qui auront :

a) Déggradé ou détérioré les places et voies publiques;

b) Arraché, dégradé ou détérioré les plaques et numéros appliqués aux coins des rues ou sur les édifices, les bornes kilométriques et les poteaux indicateurs.

ART. 737.- Seront punis d'une amende de cinquante piastres à dix livres :

a) Ceux qui, par l'élévation du déversoir de leurs eaux au-dessus de la hauteur déterminée par les règlements, ou par toute autre faute, auront inondés les chemins publics ou les propriétés d'autrui;

b) Ceux qui, sans nécessité ni permission de l'autorité, auront embarrassé la voie publique en y déposant ou y laissant des choses quelconques qui empêchent ou diminuent la liberté ou la sûreté du passage;

c) Ceux qui auront négligé de signaler de jour et d'éclairer de nuit les excavations et autres travaux, ou les matériaux et autres objets qu'ils auront été autorisés à faire ou à déposer sur les places et voies publiques;

d) Ceux qui auront éteint les lampes ou lanternes servant à éclairer la voie publique, ou les auront enlevées ou détériorées;

e) Ceux qui auront jeté ou déposé sur la voie publique des immondices, balayures ou autres objets;

f) Ceux qui, imprudemment, auront jeté ou laissé choir sur une personne des immondices ou autres objets susceptibles de nuire;

g) Ceux qui auront apposé des affiches sur les monuments historiques, les édifices publics, les cimetières et les édifices affectés aux cultes;

Les matériaux embarrassant la voie publique et les affiches apposées seront enlevés aux frais ou par les soins des coupables.

ART. 738.- 1) Seront punis de la même peine ceux qui auront, à l'intérieur des agglomérations :

a) Fait ou laissé courir des bêtes de trait, de charge ou de monture, ou de gros bétail;

b) Tiré sans nécessité des coups de feu ou fait éclater des substances explosives;

c) Tiré des pièces d'artifice dans des conditions telles qu'un danger en pourrait résulter pour les personnes ou pour les choses.

2) Les armes et les pièces d'artifice saisies seront confisquées;

3) Dans le cas du N° 2, la peine des arrêts pourra être appliquée.

CHAPITRE II - DE LA POLICE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS

ART. 739.- 1) Les gérants des théâtres et cinémas ainsi que leurs employés qui auront admis à une pièce ou à un film classés dans la catégorie "Enfants non admis" un enfant ou un adolescent de l'un ou l'autre sexe ou bien une fille de moins de dix-huit ans non accompagnée de ses père, mère ou tuteur ou d'un proche parent majeur, seront punis des arrêts et d'une amende de cinq à dix livres.

2) En cas de récidive, la fermeture de l'établissement pourra être ordonnée pour une durée de trois jours à trois mois.

ART. 740.- Les hôteliers, aubergistes, logeurs ou loueurs d'habitations garnies qui auront négligé d'inscrire de suite et sans aucun blanc, sur un registre tenu régulièrement, les nom, qualité, date et lieu de naissance, dates d'entrée et de sortie de toute personne qui aura couché ou passé la nuit dans leurs maisons; ceux d'entre eux qui n'auront pas représenté ce registre à toute réquisition des autorités compétentes, seront punis d'une amende de trois à dix livres.

ART. 741.- Subiront la même peine les personnes de la qualité mentionnée à l'article précédent, les directeurs de théâtres, cinémas et autres lieux ouverts au public qui n'auront pas entretenu proprement leurs établissements.

ART. 742.- Seront punis d'une amende de cinq à dix livres ceux qui auront négligé d'entretenir, nettoyer ou réparer les foyers et cheminées des foyers, ateliers et autres établissements où l'on fait usage du feu.

CHAPITRE III - LES CONTRAVENTIONS CONTRAIRES A LA DECENCE ET A LA TRANQUILLITE PUBLIQUES

ART. 743.- Ceux qui se seront saignés à la vue des passants dans une tenue indécente, ou auront paru en un lieu public ou ouvert au public dans une telle tenue : seront punis des arrêts et d'une amende de trois à dix livres.

ART. 744.- Seront punis d'une amende de trois à dix livres:

a) Ceux qui se seront rendus coupables de bruits ou tapages troublant la tranquillité des habitants, ainsi que leurs instigateurs et complices;

b) Ceux qui auront intentionnellement jeté des pierres ou d'autres corps durs ou des immondices contre les voitures, édifices, maisons ou clôtures d'autrui, ou dans les jardins ou enclos;

- 158 -

c) Ceux qui auront laissé divaguer des animaux malfaisants ou un dromadaire se trouvant sous leur garde;

d) Ceux qui auront excité leurs chiens lorsqu'ils attaquent ou poursuivent les passants, ou ne les auront pas retenus, quand même il n'en serait résulté aucun mal ni dommage.

T. 745.- Celui qui aura imprimé, débité ou exposé en vente des gravures, cartes postales ou images qui donnent de la généralité des syriens une idée inexacte et sont susceptibles de porter atteinte à leur dignité ou à leur considération, sera puni d'arrêts et d'une amende de trois à dix livres.

Les gravures, cartes ou images seront confisquées.

ART. 746.- Celui qui, sans autorisation, aura tenu sur la voie publique une loterie ou un jeu quelconque sera puni des arrêts et de l'amende de trois à dix livres.

Les choses produites par la contravention ou qui ont servi ou étaient destinées à la commettre seront confisquées.

CHAPITRE IV - DES MAUVAIS TRAITEMENTS INFLIGES AUX ANIMAUX

ART. 747.- Sont réputés domestiques au sens du présent paragraphe tous animaux appropriés élevés par l'homme et qui vivent sous sa surveillance.

ART. 748.- 1) Sera puni des arrêts et d'une amende de cinq à dix livres, tout individu qui aura maltraité un animal domestique sans nécessité, ou qui l'aura gravement surmené.

2) Encourra la même peine celui qui aura laissé sans nourriture ou aura gravement négligé un animal domestique lui appartenant ou dont il a la charge.

ART. 749.- Sera puni de l'amende et des peines édictées celui qui, sans nécessité, aura maltraité en public un animal non domestique.

CHAPITRE V - DES DELITS A LA PROPRIETE DE L'ETAT ET DE PARTICULIERS

ART. 750.- Seront punis des arrêts et d'une amende de trois à dix livres ceux qui auront enlevé dans les lieux dépendant du domaine public des gazons, terres, pierres ou matériaux quelconques sans y être autorisés.

ART. 751.- Seront punis d'une amende d'une à dix livres :

a) Ceux qui, sans jouir d'un droit de passage seront entrés sur un terrain appartenant à autrui, clos, ensemencé ou chargé de récoltes;

b) Ceux qui, par leur faute, auront occasionné la mort des animaux appartenant à autrui, ou leur auront fait des blessures ou autres lésions.

CHAPITRE VI - DES CONTRAVENTIONS CONTRE LA FOI PUBLIQUE

ART. 752.- Ceux qui auront vendu une marchandise, ou fourni une prestation au delà du prix établi par la taxe légalement promulguée seront, dans les cas où la loi n'a pas prévu des plus fortes peines, punis des arrêts et d'une amende de cinq à dix livres.

ART. 753.- Ceux qui auront refusé de recevoir les espèces ou monnaies nationales pour la valeur qui leur est assignée, seront punis des arrêts et d'une amende de une à dix livres.

ART. 754.- 1) L'exercice du spiritisme, de l'hypnotisme, de la divination, de la chiromancie, de la cartomancie, ainsi que toutes autres pratiques relevant de l'occultisme seront punis, s'ils ont été accomplis dans un but de lucre, des arrêts et d'une amende de cinq à dix livres.

Les costumes et les instruments utilisés seront confisqués.

2) En cas de récidive, le coupable encourra l'emprisonnement jusqu'à six mois et l'amende jusqu'à cent livres. L'étranger pourra en outre être expulsé.

CHAPITRE VII - DE L'INOBSERVATION DES MESURES EN FAVEUR DE L'AUTORITE

ART. 755.- Seront punis d'une amende de cinq à dix livres:

a) Ceux qui auront négligé ou refusé d'obéir à la sommation émanée de l'autorité administrative de réparer ou démolir les édifices menaçant ruine;

b) Toutes personnes, hommes de l'art ou particuliers qui, sans excuse, auront refusé ou négligé de prêter le secours, ou de faire les travaux ou le service dont ils auront été requis par les agents de l'autorité à l'occasion d'accidents, naufrage, inondation, incendie ou autres calamités, ainsi que dans les cas de brigandage, pillage, flagrant délit, clameur publique ou d'exécution des décisions de justice.

Dans le cas du N° 1, les arrêts pourront être prononcés .

ART. 756.- (Tel que modifié par le D.L. N° 85 du 28.9.1953):

Sera puni des arrêts et de l'amende jusqu'à dix livres ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque aura contrevenu aux règlements ou arrêtés légalement faits par l'autorité administrative ou municipale.

--:--:--

--:--:--

--:--

-